

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/30526]

24 NOVEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Bien-être des animaux, les articles D.8, § 2, D.28, § 1^{er}, § 3 et § 5, D.29, § 3, D.30, § 1^{er} et § 2, D.43 ;

Vu le livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.148 ;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, modifié par les arrêtés royaux des 14 septembre 2007, 18 mars 2009, 15 novembre 2010 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 et du 7 février 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 fixant les règles en matière de publicité visant la commercialisation ou le don d'espèces animales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 relatif à la stérilisation des chats domestiques ;

Vu le rapport du 10 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Conseil du bien-être des animaux, donné le 9 mai 2014 ;

Vu les avis du Conseil wallon du bien-être des animaux, donnés le 1^{er} décembre 2016, le 12 juin 2019 et le 21 février 2022 ;

Vu l'avis n°115/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 juin 2022 ;

Vu l'avis n°71.767/2/V du Conseil d'Etat, donné le 4 août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la notification du 25 juillet 2022 réalisée en vertu de la directive 2015/1535/CE, et l'absence de réaction officielle de la part de la Commission européenne et des Etats membres durant la période de statut quo arrivée à échéance le 26 octobre 2022 ;

Considérant le rapport au Ministre du Bien-être animal déposé, en date du 28 février 2019, par les Députés wallons Philippe Dodrion et Isabelle Moinnet concernant les élevages wallons ; que ce rapport fait suite à une mission parlementaire de réflexion relative aux élevages canins en Wallonie confiée par le Ministre du Bien-être animal ;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter les dispositions réglementaires relatives à l'agrément des établissements et à la commercialisation des animaux afin de donner suite aux problèmes constatés lors des contrôles de terrain ;

Considérant qu'il ressort des constatations faites qu'il est extrêmement complexe de s'assurer de la qualité des conditions dans lesquelles les chiens et les chats sont élevés à l'étranger et d'avoir des garanties fiables à cet égard ;

Considérant, qu'il est tout aussi compliqué de s'assurer du respect de conditions pendant le transport de ceux-ci ;

Considérant que l'arrêté a pour objectif de garantir aux animaux vendus sur le territoire de la Wallonie des conditions d'élevage conformes au bien-être animal ;

Sur la proposition de la Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Code : le Code wallon du Bien-être des animaux ;

2^o les données d'identification : la race, le sexe, la date de naissance, la couleur et la nature du poil et le cas échéant, la marque d'identification et le statut de stérilisation de l'animal ;

3^o une aire d'exercice : un espace intérieur ou extérieur permettant aux animaux d'exprimer leurs besoins physiologiques et éthologiques ;

4^o un élevage amateur : un élevage qui produit au maximum cinq portées par an de chiens ou de chats ;

5° un élevage occasionnel : un élevage qui produit au maximum une portée par an de chiens ou de chats ;

6° un élevage professionnel : un élevage qui produit plus de cinq portées par an de chiens ou de chats ;

7° un établissement : selon le cas, l'élevage occasionnel, l'élevage amateur, l'élevage professionnel, la pension, l'établissement commercial ou le refuge ;

8° un expert : un vétérinaire indépendant inscrit au tableau de l'Ordre visé dans la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des Médecins Vétérinaires ;

9° l'intermédiaire pour la commercialisation ou le don de chiens ou de chats : celui qui, pour son compte ou pour le compte d'autrui, propose à la vente ou à la donation des chiens ou des chats nés de la production d'un tiers ;

10° un local d'isolement : un local destiné à écarter les animaux malades ou nouvellement arrivés ;

11° un local de soins : un local permettant les examens, les soins et les interventions vétérinaires mineures ;

12° le passeport : le document visé à l'article 21, § 1^{er}, du Règlement (UE) n° 576/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif aux mouvements non commerciaux d'animaux de compagnie et abrogeant le Règlement (CE) n° 998/2003 ;

13° le responsable de l'établissement : la personne qui a la charge d'une fonction ou la capacité de prendre des décisions dans l'établissement ;

14° le Service : la Direction du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui a le bien-être animal dans ses attributions ou la personne morale ou physique désignée pour représenter le Service ;

15° le vétérinaire de contrat : un vétérinaire, ou son suppléant désigné de commun accord, inscrit au tableau de l'Ordre visé dans la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des Médecins Vétérinaires.

CHAPITRE 2. — *Enregistrement des établissements*

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministre peut déterminer les modalités d'une procédure d'enregistrement pour les établissements suivants :

1° élevages de petits rongeurs, lapins, furets, oiseaux, poissons, reptiles et amphibiens, en vue de les vendre à des particuliers ;

2° pensions de petits rongeurs, lapins, furet, oiseaux, poissons, reptiles et amphibiens.

§ 2. Les établissements visés au § 1^{er} respectent les normes visées à l'annexe 13.

CHAPITRE 3. — *Agrément des établissements*

Art. 3. Tout établissement est agréé préalablement à son ouverture conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 4. Un seul agrément pour un établissement est délivré par adresse postale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, peuvent être délivrés à la même adresse postale :

1° un agrément pour un élevage occasionnel ou amateur ou professionnel de chiens et un agrément pour un élevage occasionnel ou amateur ou professionnel de chats ;

2° un agrément pour un élevage occasionnel ou amateur ou professionnel de chiens et un agrément pour un élevage occasionnel ou amateur ou professionnel de chats et un agrément pour une pension ;

3° un agrément pour un refuge et un agrément pour une pension ;

4° un agrément pour un établissement commercial et un enregistrement de pension pour petits rongeurs, lapins, furets, oiseaux, poissons, reptiles ou amphibiens.

La délivrance d'un agrément pour une catégorie d'élevage donnée met fin à tout autre agrément d'élevage délivré pour la même espèce animale.

Chaque agrément fait l'objet d'une demande séparée.

CHAPITRE 4. — *Procédure d'agrément des établissements*

Section 1^{ère}. — Dispositions communes

Sous-section 1^{ère}. — Redevance

Art. 5. Le gestionnaire s'acquitte de la redevance prévue à l'article D.30, § 2, du Code.

Le montant de la redevance est :

1° pour un élevage occasionnel : 50 euros ;

2° pour un élevage amateur : 250 euros ;

3° pour un élevage professionnel : 500 euros ;

4° pour un établissement commercial : 500 euros ;

5° pour une pension : 250 euros.

Le montant est indexé au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre qui précède. Ils sont rattachés à l'indice pivot du mois d'octobre 2022.

Les refuges sont exonérés du paiement de la redevance.

Sous-section 2. — Moyen de conférer une date certaine et computation des délais

Art. 6. Afin de conférer date certaine aux documents, tout envoi se fait par l'un des moyens suivants :

1° lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;

2° recours à toute formule similaire permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ;

3° dépôt d'un acte contre récépissé ;

4° voie électronique.

L'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance.

Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus.

Par dérogation à l'alinéa 4, lorsque l'envoi se fait par voie électronique et que le jour de l'envoi de l'acte est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ est le premier jour ouvrable suivant.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Section 2. — Elevage occasionnel

Art. 7. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite auprès du Service par le gestionnaire de l'élevage occasionnel au moyen du formulaire repris à l'annexe 1, dûment complété et signé.

§ 2. La demande comprend les documents suivants :

1° une copie du contrat vétérinaire, visé à l'article 79, et dont le modèle figure à l'annexe 2 ;

2° une copie du rapport de visite de l'établissement, dont le modèle figure à l'annexe 3, dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat, mentionnant ses constatations sur la santé, le bien-être et la socialisation des animaux, leurs conditions de détention, et concernant le personnel associé aux soins et à la socialisation ;

3° une liste des identifications des animaux reproducteurs de l'élevage enregistrées dans la plateforme officielle d'enregistrement des chiens ou la plateforme officielle d'enregistrement des chats ;

4° une preuve du paiement de la redevance fixée à l'article 5.

S'il ne détient pas encore d'animaux, le demandeur ne joint pas à sa demande d'agrément les documents visés à l'alinéa précédent, points 2° et 3°.

§ 3. Lorsque le demandeur est sous le coup d'un constat d'une infraction visée à l'article 105 du Code ou d'un refus d'une précédente demande d'agrément, il joint à la demande d'agrément la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée.

Art. 8. § 1^{er}. La demande d'agrément est irrecevable lorsque :

1° le Service a précédemment relevé une infraction visée à l'article 105 du Code et le demandeur n'apporte la preuve que des mesures correctrices ont été prises ;

2° l'établissement a fait précédemment l'objet d'un refus d'agrément et le demandeur n'apporte pas les éléments permettant d'attester qu'il a donné suite aux remarques ayant motivé le refus ;

3° le demandeur fait l'objet de l'interdiction visée à l'article D.29, § 1^{er}, alinéa 2, du Code ;

4° le demandeur, qui conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est sous le coup d'une interdiction de détenir un ou plusieurs animaux ;

5° le demandeur, qui conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est sous le coup d'un retrait du permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code.

§ 2. Dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande :

1° si la demande est incomplète, le Service adresse au demandeur un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour compléter sa demande. A défaut, sa demande est déclarée irrecevable ;

2° si la demande est complète, le Service adresse au demandeur un accusé de réception qui précise que la demande est complète ;

3° si la demande est irrecevable conformément au § 1^{er}, le Service notifie la décision d'irrecevabilité au demandeur.

Art. 9. Le Service statue sur la demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater de l'accusé de réception qui précise que la demande est complète.

La décision est notifiée au demandeur. Une copie de la décision est envoyée pour information à l'administration communale et au vétérinaire de contrat.

L'agrément est valable pour une durée de six ans. Il est renouvelable moyennant l'introduction d'une nouvelle demande conformément à l'article 7.

Art. 10. Tout changement de vétérinaire de contrat est signalé dans le mois en renvoyant au Service une copie du nouveau contrat.

Section 3. — Elevage amateur, élevage professionnel, établissement commercial, pension, refuge

Art. 11. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite auprès du Service par le gestionnaire de l'élevage amateur, de l'élevage professionnel, de l'établissement commercial, de la pension ou du refuge au moyen du formulaire repris à l'annexe 1, dûment complété et signé.

§ 2. La demande comprend les documents suivants :

1° un plan d'ensemble de l'établissement indiquant la fonction des locaux ainsi que les dimensions des enclos ou aménagements et, le cas échéant, les dimensions des zones extérieures accessibles aux animaux ;

2° une copie du contrat vétérinaire, visé à l'article 79, et dont le modèle figure à l'annexe 2 ;

3° une copie du rapport de visite de l'établissement, dont le modèle figure à l'annexe 3, dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat, mentionnant ses constatations sur la santé, le bien-être et la socialisation des animaux, leurs conditions de détention, et concernant le personnel associé aux soins et à la socialisation ;

4° une liste des identifications des animaux reproducteurs de l'élevage enregistrées dans la plateforme officielle d'enregistrement des chiens ou la plateforme officielle d'enregistrement des chats ;

5° pour les refuges, une copie des statuts de l'association publiés au *Moniteur belge* ;

6° pour les élevages, pensions et refuges, une copie de la procédure, qui reprend les mesures et les engagements pris pour satisfaire à l'obligation d'un accès à une aire d'exercice, visée à l'article 47, § 1^{er} ;

7° pour les élevages, le plan de reclassement, visé à l'article 86, § 4 ;

8° pour les élevages, établissements commerciaux, pensions, une preuve de paiement de la redevance fixée à l'article 5 ;

9° la copie des certifications de formation des personnes actives au sein de l'établissement.

S'il ne détient pas encore d'animaux, le demandeur ne joint pas à sa demande d'agrément les documents visés à l'alinéa précédent, points 3° et 4°.

§ 3. Lorsque le demandeur est sous le coup d'un constat d'une infraction visée à l'article 105 du Code ou d'un refus d'une précédente demande d'agrément, il joint également à la demande d'agrément la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée.

Art. 12. § 1^{er}. La demande d'agrément est irrecevable lorsque :

1° le Service a précédemment relevé une infraction visée à l'article 105 du Code et que le demandeur ne prouve pas que des mesures correctrices ont été prises ;

2° l'établissement a fait précédemment l'objet d'un refus d'agrément et que le demandeur n'apporte pas les éléments permettant d'attester qu'il a donné suite aux remarques ayant motivé le refus ;

3° le demandeur fait l'objet de l'interdiction visée à l'article D.29, § 1^{er}, alinéa 2, du Code ;

4° le demandeur, qui conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est sous le coup d'une interdiction de détenir un ou plusieurs animaux ;

5° le demandeur, qui conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est sous le coup d'un retrait du permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code.

§ 2. Dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande :

1° si la demande est incomplète, le Service adresse au demandeur, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour compléter sa demande. A défaut, sa demande est déclarée irrecevable.

2° si la demande est complète, le Service envoie un courrier par lequel le demandeur est informé :

a) de la réception d'une demande recevable et complète ;

b) d'un numéro d'agrément provisoire et de la possibilité de débiter l'activité ;

c) d'une visite du Service destinée à déterminer si l'établissement satisfait aux conditions d'agrément visées au présent arrêté ;

d) de la disposition de l'article 14, § 1^{er} ;

e) du fait que l'agrément délivré en vertu du présent arrêté ne le dispense pas d'effectuer les démarches nécessaires pour se conformer à la législation en matière de permis d'environnement ou de permis unique, ni de l'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises ;

3° si la demande est irrecevable, conformément au § 1^{er}, le Service notifie la décision d'irrecevabilité au demandeur.

§ 3. A l'issue de la visite du Service, le Service émet un rapport de visite qui comporte, soit :

1° un avis favorable s'il est établi que l'établissement satisfait aux conditions d'agrément visées au présent arrêté ;

2° un avis réservé si des manquements mineurs sont constatés lors de la visite du Service. Le gestionnaire est invité à effectuer une mise en conformité endéans le délai fixé par le Service et à lui en fournir les preuves.

Lorsque le gestionnaire informe le Service que la mise en conformité a été opérée, une nouvelle visite peut être effectuée par le Service.

Lorsqu'au terme du délai visé à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire n'a pas donné suite à cette invitation ou a présenté des éléments jugés insuffisants, le Service émet un avis défavorable ;

3° un avis défavorable si des manquements majeurs sont constatés lors de la visite du Service.

Art. 13. § 1^{er}. Le Service peut procéder à une procédure de marché public afin de désigner des experts aptes à réaliser la visite visée à l'article précédent.

En application de l'article D.148 et de l'article R.87 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les experts se voient confier les missions de contrôle portant sur le respect des conditions d'agrément du présent arrêté, et particulièrement :

1° les annexes 12 et 13 ;

2° la mise en conformité en cas de refus, retrait ou suspension d'agrément ;

3° le suivi vétérinaire de l'établissement, notamment le respect des dispositions prévues à l'article 79.

La description précise des tâches demandées, le lieu d'exécution de celles-ci ainsi que les moyens de communication utilisés entre l'expert et le Service sont communiqués à l'expert par le Service. L'expert agit sur instruction du Service, qui lui communique les informations nécessaires à la bonne exécution de ses missions de contrôle.

§ 2. L'expert, dans le cadre de l'exécution de ses missions de contrôle :

1° une fois la mission de visite acceptée par l'expert, respecte les dispositions et procédures fixées dans la réglementation, les instructions, ainsi que les horaires imposés en vue de la continuité du service public ;

2° signale sans délai au Service toute modification de ses qualifications, requises dans le marché de services pour mener sa mission à bien ;

3° participe aux formations désignées par le Service, afin de disposer en permanence des connaissances techniques et des qualifications nécessaires ;

4° refuse toute mission qui le placerait dans une situation de conflit d'intérêts, à savoir une situation dans laquelle se trouve un expert qui possède à titre personnel des intérêts directs ou indirects qui pourraient influencer sur la manière dont il s'acquiesse de ses fonctions et des responsabilités qui lui ont été confiées par le Service. Les intérêts directs ou intérêts indirects désignent tout avantage qui peut exister pour l'expert ou en faveur de personnes ou d'organisations avec lesquelles il a eu des relations d'affaires, de sa famille ou de personnes proches ;

5° respecte à tout moment un strict devoir de réserve concernant les données dont il prend connaissance dans l'accomplissement des tâches composant sa mission, concernant les données qui se rapportent au Service et à sa gestion, ainsi qu'aux établissements où il exerce ses activités dans le cadre de la mission et à leur gestion d'entreprise ;

6° est civilement responsable des prestations fournies.

Art. 14. § 1^{er}. Le Ministre ou son délégué, désigné comme étant le directeur du Service, prend une décision d'octroi ou de refus de l'agrément sur base du ou des rapports de visite du Service ou de son délégué, dans les huit mois à compter de la réception de la demande complète.

Lorsqu'en vertu de l'article 12, § 3, 2°, le Service a accordé un délai de mise en conformité, le délai de décision du Ministre ou de son délégué est prolongé de deux mois.

§ 2. Lorsque le Ministre ou son délégué prend une décision d'octroi de l'agrément, il délivre un certificat d'agrément. L'agrément est valable pour une durée de dix ans.

L'agrément peut faire l'objet de restrictions sur les espèces, les nombres d'animaux et sur les structures utilisables.

§ 3. Lorsque le Ministre ou son délégué prend une décision de refus de l'agrément, il en informe au plus vite le gestionnaire par envoi recommandé dans lequel il mentionne :

1° la date de fin de validité de l'agrément provisoire pour organiser la cessation de l'activité ;

2° la nécessité de donner suite aux remarques ayant motivé le refus avant toute introduction d'une nouvelle demande d'agrément.

§ 4. Dans tous les cas, la décision sur l'octroi ou le refus d'un agrément définitif met fin à l'agrément provisoire.

§ 5. Le Ministre ou son délégué communique toute décision d'octroi ou de refus de l'agrément, et, une copie du certificat d'agrément, à la commune du lieu où l'établissement est établi.

Art. 15. Font l'objet d'une nouvelle demande d'agrément :

1° le changement de catégorie d'élevage telles que définies à l'article 1^{er}, 4°, 5° et 6° ;

2° l'extension à d'autres catégories d'animaux que ceux sur la base desquels a été délivré l'agrément initial ;

3° l'extension ou les modifications majeures de l'établissement eu égard au plan d'ensemble sur la base duquel a été délivré l'agrément initial ;

4° le changement de gestionnaire.

Art. 16. S'il souhaite un renouvellement de son agrément, le gestionnaire introduit auprès du Service, au plus tard six mois avant l'échéance de la date de validité de l'agrément, une nouvelle demande conformément aux articles 11, 12 et 14.

Dans le cadre d'une demande de renouvellement d'agrément, et par dérogation à l'article 12, la visite du Service n'est pas obligatoire.

Art. 17. Le gestionnaire informe le Service de toute cessation de l'exploitation de l'établissement au moins trente jours avant cette opération, sauf cas de force majeure.

La cessation de l'exploitation de l'établissement met immédiatement un terme à l'agrément.

Section 4. — Contrôle des établissements et sanctions

Art. 18. § 1^{er}. Sans préjudice d'une ou plusieurs infractions au Code ou à un arrêté pris en exécution de celui-ci, constatées conformément à la Partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Service informe immédiatement le gestionnaire, par envoi recommandé, lorsque celui-ci est en défaut de remplir les conditions d'agrément fixées au chapitre III et l'informe qu'une décision de suspension ou de retrait peut être prise par le Ministre.

Le gestionnaire dispose d'un délai de quinze jours suivant la réception du courrier l'informant qu'il est en défaut de remplir les conditions d'agrément fixées au chapitre III pour faire valoir ses observations et moyens de défense, par envoi recommandé adressé au Service.

A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, le Service envoie au Ministre une proposition motivée de suspension avec délai de mise en conformité ou de retrait.

Le Service notifie la décision de suspension ou de retrait de l'agrément signée par le Ministre par envoi recommandé avec accusé de réception. Une copie de la notification est envoyée pour information à l'administration communale et au vétérinaire de contrat.

En l'absence de mise en conformité dans le délai prescrit, le Service envoie au Ministre une proposition motivée de retrait d'agrément.

§ 2. Le délai visé à au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, peut être réduit par le Service en raison de l'urgence.

CHAPITRE 5. — Conditions d'agrément des établissements

Art. 19. Les agréments pour l'élevage occasionnel, l'élevage amateur, l'élevage professionnel, l'établissement commercial, la pension ou le refuge sont délivrés et maintenus aux conditions fixées par le présent chapitre.

Sur avis du Conseil wallon du Bien-être des Animaux, le Ministre peut déterminer des conditions de détention assurant un meilleur niveau de bien-être animal qui peuvent être appliquées de manière volontaire par les établissements, ainsi que les modalités d'information sur les établissements qui les appliquent.

Section 1^{ère}. — Conditions de détention

Sous-section 1^{ière}. — Conditions générales

1. Equipement

Art. 20. Si conformément à l'article 4, alinéa 2, plusieurs établissements soumis à l'agrément sont situés à la même adresse, une séparation entre les établissements est prévue de façon qu'il n'y ait aucun contact entre les animaux d'établissements différents.

Art. 21. § 1^{er}. Les lieux d'hébergement des animaux sont équipés d'un système d'alarme incendie permettant de détecter le plus rapidement possible un début de sinistre et avertissant le gestionnaire ou le responsable de l'établissement, y compris en cas d'absence. Le type de détecteur est adapté aux spécificités des lieux d'hébergement.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les élevages occasionnels peuvent s'équiper d'un détecteur de fumée optique.

Art. 22. Il est interdit de fumer dans tout espace clos où sont hébergés des animaux.

Art. 23. Les animaux ne sont pas hébergés en permanence dans l'obscurité ou dans la lumière. L'alternance naturelle du jour et de la nuit est respectée, même les jours de fermeture de l'établissement.

En tout état de cause, la luminosité est adaptée aux besoins physiologiques des animaux. A cet effet, un éclairage naturel ou artificiel approprié est prévu.

Art. 24. § 1^{er}. Les animaux sont logés de façon adéquate. Ils disposent de suffisamment d'espace pour se mouvoir.

Lors de la conception et de l'aménagement de l'établissement, il est tenu compte du comportement spécifique de l'espèce ainsi que de ses besoins physiologiques et éthologiques.

Les aménagements sont conçus de telle façon que tous les animaux bénéficient suffisamment de stimuli variés.

§ 2. La construction des aménagements pour animaux ainsi que les clôtures sont solides et rendent toute fuite impossible.

§ 3. Les matériaux utilisés sont choisis et entretenus de sorte que les animaux ne puissent pas se blesser ou s'empoisonner.

Tout objet pointu ou tranchant est hors de portée des animaux.

§ 4. Les locaux, l'équipement, les aménagements pour animaux, ainsi que le matériel avec lequel les animaux sont en contact, sont facilement lavables et peuvent être désinfectés de manière optimale.

§ 5. Les locaux ou logements pour animaux sont aménagés de manière à permettre l'ajustement de la température et de l'hygrométrie aux besoins physiologiques des animaux présents.

§ 6. Les locaux sont suffisamment aérés et ventilés afin d'éviter la condensation, l'excès d'humidité ou de gaz nocifs.

§ 7. Les aménagements pour animaux situés à l'extérieur sont résistants aux mauvaises conditions atmosphériques.

Les animaux disposent, à l'extérieur, d'un emplacement ombragé pendant les périodes chaudes et ensoleillées ainsi que d'un abri contre le froid, les courants d'air, la pluie et l'humidité du sol.

Dans le cas d'un abri artificiel, l'entrée est suffisamment grande pour que l'animal puisse y passer sans entrave et ses dimensions sont telles qu'il puisse s'y déplacer aisément.

Art. 25. L'établissement dispose d'un local permettant l'isolement de certains animaux. Ce local est séparé des autres animaux et situé en dehors des lieux où le passage est fréquent.

Art. 26. L'établissement est aménagé de manière à pouvoir stocker les aliments dans de bonnes conditions d'hygiène. Une installation de réfrigération est nécessaire pour le stockage de la viande fraîche, du poisson ou d'autres denrées périssables.

Art. 27. Les cadavres, déchets, litières et déjections ne sont pas entreposés dans les endroits où sont hébergés des animaux vivants ou stockés des aliments. Ils sont stockés et éliminés suivant la manière déterminée par les autorités compétentes.

2. Personnel

Art. 28. § 1^{er}. Un personnel, salarié ou bénévole, adéquatement formé est disponible pour les soins et la socialisation des animaux, l'entretien des logements pour animaux et la gestion de l'établissement. Le Ministre peut fixer des conditions en ce qui concerne le nombre et la formation de ce personnel.

Le gestionnaire tient à jour la liste et le temps de travail des membres du personnel. La liste est tenue à disposition des autorités de contrôle.

§ 2. A l'exception des établissements agréés comme élevage occasionnel, au minimum le gestionnaire ou un membre du personnel permanent détient un des diplômes, certificat ou attestation suivants :

1° un diplôme « soins animaliers » ou « assistant vétérinaire » de l'enseignement secondaire ;

2° un diplôme « bachelier en agronomie, finalité technologie animalière » ;

3° un diplôme « bachelier en médecine vétérinaire » ;

4° un certificat d'université en gestion animalière ;

5° un diplôme « formation de chef d'entreprise » ou « formation de coordination et d'encadrement » en rapport avec le secteur animalier délivré par l'IFAPME ;

6° une attestation de réussite d'une formation de minimum cinquante heures en rapport avec le secteur animalier reconnue par le Ministre ou le Service, et abordant au minimum les éléments suivants :

a) la législation relative au bien-être des animaux, dont le Code, le présent arrêté, la CITES et la législation européenne relative à la traçabilité des animaux ;

b) les notions de base d'éthologie, de bien-être animal et de santé animale ;

c) les notions de base sur la gestion des locaux et l'hygiène dans le cadre de l'hébergement des animaux ;

d) les notions de base relatives aux besoins éthologiques et physiologiques des animaux détenus dans les établissements agréés par le présent arrêté, dont l'hébergement, l'alimentation, la socialisation et l'enrichissement.

Pour que la formation soit reconnue, l'organisateur de la formation remet le résumé du contenu du programme de formation au Service. Le Ministre ou le Service prend une décision concernant la reconnaissance de la formation dans les huit semaines de la réception de la demande.

La liste des formations reconnues est publiée sur le portail du bien-être animal.

§ 3. Le gestionnaire s'assure que les personnes associées aux soins des animaux, y compris les familles d'accueil, et qui ne détiennent aucun des diplômes, certificat ou attestation, visés au § 2, reçoivent une formation en interne portant sur :

1° le bien-être et les soins aux animaux ;

2° au besoin, la sélection et la reproduction des animaux ;

3° au besoin, les bases de l'éducation et de la socialisation des animaux.

Le gestionnaire définit un plan de formation continue destiné aux personnes associées aux soins des animaux, y compris les familles d'accueil, et rédige un guide des bonnes pratiques en concertation avec le vétérinaire de contrat. Le guide de bonnes pratiques contient au minimum les normes du présent arrêté qui s'appliquent à l'établissement concerné, ainsi que des recommandations visant à assurer un meilleur niveau de bien-être animal.

§ 4. Une personne sous le coup d'un retrait de permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code, ou sous le coup d'une interdiction de détenir un ou plusieurs animaux, conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ne peut faire partie du personnel. Les membres du personnel permanent fournissent, lors de leur engagement, un extrait du fichier central délivré il y a moins de nonante jours conformément à l'article D.144, § 2, alinéa 2, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

3. Soins

Art. 29. Toute personne en contact avec les animaux traite ceux-ci avec douceur et compétence, et favorise leur socialisation, à savoir le développement de relations avec des congénères et avec l'être humain.

Art. 30. Les animaux reçoivent en quantité suffisante une alimentation de qualité adaptée à leur âge, à leur poids et à leur niveau d'activité ainsi qu'à leurs besoins spécifiques. La nourriture est distribuée dans des récipients adaptés et propres et selon une fréquence adaptée à leurs besoins spécifiques.

Si plusieurs animaux sont placés dans un même endroit, la distribution de nourriture est gérée de façon à éviter la compétition entre les animaux.

Art. 31. Les animaux disposent d'eau propre à la consommation en permanence. Elle est distribuée de façon adaptée et elle est renouvelée régulièrement.

Le gestionnaire ou son personnel s'assure que l'eau est accessible quelles que soient les conditions climatiques.

4. Gestion

Art. 32. Les animaux, à l'exception de ceux qui sont naturellement solitaires et des animaux isolés pour raisons sanitaires ou comportementales, ne sont pas détenus seuls en permanence.

Ils bénéficient de la présence d'un congénère ou au minimum d'un autre animal avec lequel ils peuvent entrer en interaction.

Art. 33. Lorsque des animaux sont placés dans un même endroit, les précautions nécessaires sont prises pour éviter les agressions.

Les espèces ou animaux asociaux, par nature ou non, sont séparés. Le système de séparation empêche les animaux de se blesser entre eux.

Art. 34. Les animaux sont contrôlés au minimum deux fois par jour, y compris les jours de fermeture de l'établissement. Un document de contrôle est complété quotidiennement, y compris les jours de fermeture de l'établissement.

Si les animaux ne semblent pas en bonne santé ou s'ils manifestent des troubles comportementaux, le gestionnaire ou son personnel entame immédiatement les démarches nécessaires afin d'en déterminer les causes et y remédier. Le vétérinaire de contrat est consulté aussi vite que possible lorsque les animaux ne réagissent pas suffisamment bien aux soins du gestionnaire ou de son personnel.

Art. 35. Le gestionnaire ou son personnel assure :

- 1° le déplacement des animaux malades dans le local d'isolement ou leur prise en charge par un vétérinaire ;
- 2° le respect d'une période d'isolement ou d'observation pour tout animal nouvellement arrivé dont les modalités sont prescrites par le vétérinaire de contrat ;
- 3° un nettoyage et une désinfection adéquats des locaux, équipement, aménagements pour animaux ainsi que le matériel avec lequel les animaux sont en contact ;
- 4° la prise de mesures contre l'entrée d'animaux indésirables et vecteurs de maladies ;
- 5° la lutte contre les parasites internes et externes.

5. Commercialisation, don et adoption d'animaux

Art. 36. Le certificat d'agrément délivré en vertu de l'article 14, § 2, est affiché de manière visible à l'intérieur de l'établissement.

Art. 37. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.46 du Code, est interdite, la commercialisation et le don d'animaux :

- 1° présentant des symptômes de maladie ou souffrant d'une maladie connue du vendeur ;
- 2° non sevrés ou prématurément ;
- 3° abandonnés, perdus ou errants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le don d'animaux présentant des symptômes de maladie ou souffrant d'une maladie est autorisé, à condition d'en avoir informé le receveur par écrit.

§ 2. Le gestionnaire ou son personnel ne peuvent pas fournir de fausses informations sur l'âge, l'origine ou la dénomination d'un animal destiné à la vente, au don ou à l'adoption ou faire une publicité mensongère pour promouvoir la vente, le don ou l'adoption d'un animal.

Art. 38. Pour chaque espèce, figure sur les infrastructures où les animaux sont détenus la mention selon laquelle les animaux sont hébergés de manière temporaire dans l'établissement, et doivent bénéficier de conditions d'hébergement supérieures chez l'acquéreur.

Art. 39. Le numéro d'agrément de l'établissement est mentionné dans toute publication ou toute publicité.

Art. 40. Le gestionnaire ou son personnel conseille le candidat acquéreur dans le choix d'un animal, en parcourant avec lui la liste des questions à se poser avant l'acquisition d'un animal, qui figure à l'annexe 7 et peut être complétée par le gestionnaire par des questions spécifiques à l'espèce visée.

La liste des questions visées à l'alinéa 1^{er} est :

- 1° mise à disposition de tout visiteur de l'établissement, de manière écrite ou par voie électronique ;
- 2° affichée de manière visible pour les visiteurs de l'établissement.

Le candidat acquéreur répond par écrit ou par voie électronique aux questions visées. Le gestionnaire conserve le document complété et daté durant une période de deux ans à compter de l'acquisition effective. En cas d'acquisition d'un chien ou d'un chat, le document est conservé avec le certificat de garantie.

Lorsque l'acquisition effective n'a pas lieu, le document est détruit.

Sous-section 2 — Conditions particulières pour la détention des chiens et des chats

1. Equipement

Art. 41. § 1^{er}. Les chiens et les chats ne sont pas détenus à l'attache.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les chiens peuvent être attachés le temps nécessaire à la prise de nourriture si celle-ci est de courte durée et uniquement s'il n'existe pas d'autre solution, ou pour des motifs prescrits par un vétérinaire.

Art. 42. Les chiens et les chats sont logés en groupes sociaux formés d'individus compatibles, sauf s'il existe des contre-indications comportementales, sanitaires ou d'ordre vétérinaire.

Art. 43. § 1^{er}. Les dimensions des aménagements pour chiens et chats sont adaptées à la taille des animaux. Les normes minimales requises sont reprises à l'annexe 12. Pour le calcul des dimensions des enclos, la surface qui est accessible en permanence à l'animal est prise en compte.

Si des chiens de tailles différentes sont détenus ensemble, la hauteur au garrot à prendre en considération pour le calcul de la surface minimale est celle du chien le plus grand.

Les animaux détenus à titre privé et hébergés dans les locaux de l'établissement sont comptabilisés dans le calcul de la superficie minimale requise.

Il peut être dérogé aux normes minimales visées à l'alinéa 1^{er} durant l'isolement de l'animal ou tant que l'animal nécessite des soins, dans la mesure où son séjour n'est pas prolongé inutilement.

§ 2. Pour le calcul des dimensions des enclos de mise bas, seule la taille de la mère est prise en compte. Ces enclos peuvent être utilisés pour la mère à partir d'une semaine avant la mise bas ainsi que pour les jeunes et leur mère, au plus tard jusqu'à l'âge de huit semaines pour les chiots et de dix semaines pour les chatons.

À l'exception des refuges, un chiot de moins de huit semaines ou un chaton de moins de dix semaines n'est pas détenu seul dans un enclos, sauf sur justification écrite du vétérinaire de contrat.

§ 3. L'enclos est conçu de façon à permettre aux animaux de voir et d'avoir des interactions avec l'extérieur. À l'exception des enclos de mise bas, au moins un côté de l'enclos permet à l'animal de voir à l'extérieur de celui-ci. La superficie ouverte ou transparente est égale à au moins 1/4 de la superficie de ce côté et est à hauteur des yeux des animaux qui s'y trouvent.

Art. 44. Les femelles en phase terminale de gestation et celles ayant des jeunes non sevrés disposent, au sein de leur aménagement, de matériaux de nidification adéquats et d'une source de chaleur appropriée.

Les femelles ayant des jeunes de plus de trois semaines doivent pouvoir librement s'en isoler ou rester avec ceux-ci, sauf justification écrite du vétérinaire.

Art. 45. § 1^{er}. Dans les logements des animaux, le sol, les murs et autres surfaces en contact avec les animaux sont en matériaux résistants, n'absorbant pas l'eau, imputrescibles, non toxiques et facilement lavables et désinfectables.

Le sol est égal, bien drainé, non glissant, non abrasif. Un fond en bois est interdit sauf pour le lieu de repos.

Par dérogation, le § 1^{er} ne s'applique pas aux chiens auxiliaires à une activité agricole si les conditions suivantes sont respectées :

- 1° le lieu d'élevage est une exploitation agricole ;
- 2° l'acheteur acquière l'animal dans le cadre de son activité agricole, enregistrée selon les normes en vigueur ;
- 3° les besoins physiologiques et éthologiques des animaux sont respectés.

§ 2. L'utilisation de caillebotis est interdite.

§ 3. Les animaux disposent d'une aire de repos isolée du sol, sèche et confortable.

Art. 46. Dans les établissements où les animaux sont détenus à l'intérieur, un éclairage naturel suffisant est prévu.

Art. 47. § 1^{er}. Les chiens et les chats ont régulièrement accès à une aire d'exercice.

Si un accès permanent n'est pas possible, les chiens sont sortis au moins une heure tous les deux jours.

À l'exception des élevages occasionnels, le responsable de l'établissement en fait preuve à la demande du Service, par exemple au moyen d'images caméra ou de l'enregistrement sur puce.

Le gestionnaire ou le responsable de l'établissement établit une procédure, validée par le Service, qui reprend les mesures et les engagements pris pour satisfaire à cette obligation.

§ 2. L'accès à l'aire d'exercice n'est pas obligatoire pour :

- 1° les chiennes accompagnées de chiots âgés de moins de quatre semaines et les chattes qui ont des jeunes non sevrés ;
- 2° les animaux malades ;
- 3° les animaux lorsque les conditions climatiques sont défavorables et susceptibles de porter atteinte à leur bien-être ;
- 4° des raisons vétérinaires ou pour les animaux placés en isolement.

Art. 48. Les lieux de vie des animaux sont enrichis d'éléments et accessoires adaptés à leurs besoins éthologiques.

Les chats disposent d'objets qu'ils peuvent escalader et d'objets sur lesquels ils peuvent utiliser leurs griffes. Des aires de repos à différents niveaux sont prévues.

Dès l'âge de quatre semaines, les chiots et les chatons ont à leur disposition des objets variés et sont stimulés régulièrement afin de contribuer à leur éveil et de les habituer aux sons quotidiens.

Les chiens adultes disposent en permanence d'un objet approprié à ronger. S'ils sont maintenus en groupe, ces objets sont distribués régulièrement mais uniquement sous surveillance.

Art. 49. La litière est absorbante et renouvelée régulièrement. Pour les groupes jusqu'à cinq chats, au moins un bac à litière est disponible par chat. Pour les groupes à partir de six chats, au moins un bac à litière est disponible par deux chats.

Les bacs à litière sont nettoyés au moins une fois par jour, en retirant toutes les déjections solides et en remplaçant la litière saturée d'urine.

Les bacs à litière sont placés à l'écart des récipients prévus pour la nourriture et pour l'eau.

Art. 50. L'établissement détenant plus de vingt-cinq animaux adultes dispose d'un local de soins.

Ce local est séparé du local d'isolement et est équipé :

- 1° de murs et d'un sol pouvant être lavés et désinfectés ;
- 2° de prises de courant électrique ;
- 3° d'un point d'eau courante, chaude et froide ;
- 4° d'un éclairage suffisant pour réaliser des interventions ;
- 5° d'une table d'examen ;
- 6° d'une cage d'hébergement ;
- 7° de produits désinfectants.

2. Soins

Art. 51. Dès la quatrième semaine, les jeunes reçoivent une alimentation non liquide.

Sauf avis contraire du vétérinaire de contrat, la séparation complète de la mère et de ses jeunes ne se pratique pas avant l'âge de :

- 1° huit semaines chez le chien ;
- 2° douze semaines chez le chat.

Sauf avis contraire du vétérinaire de contrat ou impossibilité matérielle telle que le décès de la mère, les chiots de moins de huit semaines et les chatons de moins de douze semaines ont en permanence la possibilité d'un contact avec leur mère.

Art. 52. Les ongles des chiens sont contrôlés régulièrement et sont, si nécessaire, coupés.

Le pelage des animaux est entretenu et, si nécessaire, est brossé, toiletté ou rasé.

3. Gestion

Art. 53. § 1^{er}. Le gestionnaire d'un élevage tient :

1° un inventaire comprenant les données relatives à toutes les femelles utilisées pour la reproduction dès la première saillie et dont le modèle est fixé à l'annexe 5.

Les chattes nées avant le 1^{er} novembre 2017 sont aussi identifiées et enregistrées conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats ;

2° pour chaque portée, une fiche d'élevage datée et comportant un numéro de suite, dont le modèle est fixé à l'annexe 6.

Le vétérinaire de contrat mentionne les dates de mise bas dans le passeport ou le carnet de santé de la femelle. Le gestionnaire fait valider la fiche d'élevage par le vétérinaire de contrat au moment de l'identification des chiots ou chatons.

§ 2. En cas de modification, les données visées au paragraphe 1^{er} sont mises à jour dans les quarante-huit heures.

4. Commercialisation

Art. 54. Tout visiteur de l'établissement peut consulter un exemplaire du certificat de garantie visé à l'annexe 8 et la liste des questions à se poser avant l'acquisition d'un animal visée à l'annexe 7.

Le gestionnaire veille à la diffusion de ces informations en les affichant de manière visible dans l'espace où il reçoit les candidats acquéreurs.

Préalablement à la vente, le gestionnaire présente à l'acquéreur la mère du chiot ou du chaton.

Art. 55. § 1^{er}. Un élevage donne ou commercialise uniquement des chiens ou des chats issus de sa propre production et nés sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Il est interdit de commercialiser, donner ou mettre à l'adoption :

- 1° des chats de moins de douze semaines ;
- 2° des chiens de moins de huit semaines ;
- 3° des chats ou des chiens qui n'ont pas été identifiés ni enregistrés conformément aux prescriptions légales ;
- 4° des chats ou des chiens sans document d'identification ou d'enregistrement prescrit par la loi ;
- 5° des chats qui n'ont pas été stérilisés.

§ 3. Par dérogation au § 2, 1°, les refuges peuvent, en l'absence de leur mère, mettre à l'adoption des chatons de moins de douze semaines.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 2, 5°, un chat destiné à l'élevage n'est pas stérilisé si l'acquéreur est un éleveur agréé. Le chat est stérilisé dès qu'il n'est plus destiné à l'élevage.

§ 5. Il est interdit de présenter ou d'exposer des chatons ou des chiots en l'absence de la mère, excepté les animaux dans les refuges ou en cas d'incapacité matérielle comme le décès de la mère.

§ 6. L'acquéreur d'un animal peut consulter les données relatives à la portée, à l'exception des coordonnées des autres acquéreurs.

Art. 56. § 1^{er}. Le responsable de l'établissement fournit à l'acquéreur, soit sur papier, soit par voie électronique en s'adressant individuellement à l'acquéreur, les directives nécessaires, approuvées et signées par le vétérinaire de contrat, concernant l'alimentation, le logement, les soins, l'éducation et la socialisation de l'animal. Ce document informe également l'acquéreur sur les maladies génétiques, les tares potentielles, et les particularités de la race qu'il choisit.

§ 2. Le Service peut publier un modèle des directives visées au § 1^{er} sur le portail du bien-être animal. Ce modèle peut être complété par le responsable de l'établissement, en fonction des spécificités des animaux vendus ou mis à l'adoption.

Art. 57. § 1^{er}. Lors de la vente d'un chien ou d'un chat, le gestionnaire informe l'acheteur du statut vaccinal de l'animal, du risque de transmission de tares héréditaires lors d'accouplement non approprié et donne une garantie quant à la santé de l'animal. A cet effet, il remet à l'acheteur un certificat de garantie dûment complété et conforme au modèle qui figure à l'annexe 8.

Un exemplaire de ce certificat est conservé au moins deux ans par le vendeur. Cet exemplaire est tenu à la disposition du Service.

§ 2. Les chiens sont commercialisés s'ils ont au moins reçu une primovaccination contre le parvovirus canin (CPV-2), le virus de la maladie de Carré (CDV) et le virus de l'hépatite infectieuse canine (CAV). Les chats sont commercialisés s'ils ont au moins reçu une primovaccination contre le virus de la panleucopénie (FPV), le calicivirus félin (FCV) et l'herpèsvirus félin (FHV-1).

Le Ministre peut :

- 1° prendre des mesures pour dépister et éliminer certaines maladies dans les établissements ;
- 2° fixer les méthodes et les tests à utiliser pour diagnostiquer ces maladies ;
- 3° mettre à jour les maladies visées au § 2 en fonction des évolutions scientifiques.

Sous-section 3. — Conditions particulières pour la détention des petits mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens, poissons d'aquarium

1. Equipement

Art. 58. § 1^{er}. Les dimensions des aménagements pour animaux sont adaptées à leur taille.

Les normes minimales requises sont les suivantes :

- 1° pour les cages des petits rongeurs et lapins, les normes minimales reprises à l'annexe 13, tableau 1 ;
- 2° pour les cages des furets, les normes minimales reprises à l'annexe 13, tableau 2 ;
- 3° pour les cages et volières de certains oiseaux, les normes minimales reprises à l'annexe 13, tableau 3 ;
- 4° pour les vivariums pour des lézards, tortues, serpents et amphibiens, les normes minimales reprises à l'annexe 13, tableau 4 ;
- 5° pour les aquariums, les normes minimales reprises à l'annexe 13, tableau 5.

Les espèces exigeant des conditions éthologiques différentes ne sont pas détenues ensemble.

§ 2. Le Ministre peut fixer des règles plus précises concernant les conditions de détention des différentes espèces d'animaux visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 3°, les normes minimales ne sont pas d'application pour les jeunes oiseaux toujours dépendants de leurs parents ou nourris à la main.

Art. 59. Les petits rongeurs et lapins disposent d'un matériel à ronger, d'une possibilité de se cacher et d'un matériel d'enrichissement.

Art. 60. Les dimensions des cages et volières pour oiseaux leur permettent, sans entrave, de voler sur une courte distance, de battre des ailes, de se tourner sans difficulté et de lisser leurs plumes.

Les cages et les volières sont équipées de perchoirs dont le diamètre est adapté aux espèces et dont la longueur est proportionnelle au nombre d'oiseaux, leur permettant de s'y percher tous en même temps. Ces perchoirs ne sont pas placés au-dessus de l'eau ou de la nourriture.

Les aménagements permettent aux oiseaux de prendre un bain d'eau ou de sable. D'autres dispositifs tels que la pulvérisation peuvent être aménagés si le responsable de l'établissement peut démontrer que leur utilisation est adaptée à l'espèce.

Art. 61. § 1^{er}. Les vivariums pour amphibiens et reptiles disposent d'un thermomètre et d'un hygromètre.

Ces vivariums sont enrichis de rocaillles, de branches, de plantes artificielles, de plan d'eau selon les besoins de l'espèce. Ils sont correctement ventilés et munis d'un humidificateur et d'un système de chauffage adéquat selon les besoins de l'espèce.

§ 2. Les reptiles disposent d'un éclairage diffusant des UV, adapté aux besoins de l'espèce.

L'éclairage diffusant des UV n'est pas obligatoire pour les serpents, sauf s'il est nécessaire aux besoins de l'espèce.

§ 3. Les serpents, et les lézards selon leurs besoins, disposent d'aménagements prévus pour se cacher.

§ 4. Les vivariums pour animaux terrestres sont pourvus d'une partie terrestre sèche en permanence. Les tortues semi-aquatiques disposent d'une surface terrestre adaptée à la taille du groupe.

§ 5. Les animaux en hibernation disposent d'un endroit adapté et non exposé au public.

Les animaux territoriaux sont détenus séparément ou avec des espèces compatibles.

§ 6. En fonction de l'espèce de caméléon, un système de goutte à goutte est prévu ou des pulvérisations régulières sont assurées.

Art. 62. Pour les poissons, chaque aquarium est équipé d'un thermomètre. Le gestionnaire met à disposition des autorités de contrôle des systèmes adéquats permettant de vérifier les paramètres visés à l'article 72, § 5.

Art. 63. L'eau de chaque aquarium est épurée par un système de filtration individuel ou centralisé et pourvue d'un diffuseur d'air individuel ou d'un autre système d'aération efficace.

La forme de l'aquarium ne peut pas être sphérique.

L'établissement dispose de suffisamment de matériel pour la manipulation des poissons afin que celui-ci soit spécifique à chaque aquarium ou à chaque ensemble d'aquariums reliés en série. Le matériel pour la manipulation des poissons est régulièrement nettoyé et désinfecté.

2. Soins

Art. 64. Le stress des animaux est limité le plus possible, particulièrement lors du nettoyage des vivariums.

Art. 65. § 1^{er}. En fonction des besoins de l'espèce, la litière est renouvelée régulièrement.

Les litières prévues pour les petits mammifères sont renouvelées régulièrement afin d'être suffisamment sèches.

§ 2. Le substrat ou support prévu pour les amphibiens et reptiles est maintenu propre et exempt de parasites. Le substrat ou support est entièrement remplacé au moins une fois par mois, ainsi que lors de tout changement d'espèce dans le vivarium.

Art. 66. Les oiseaux aquatiques disposent d'eau pour se baigner.

Art. 67. Pour les animaux terrestres, l'eau des abreuvoirs est remplacée au moins quotidiennement et les abreuvoirs sont maintenus propres.

Art. 68. Pour les poissons, la teneur en nitrite (NO₂) dans l'eau est inférieure à 0,3 mg par litre.

Le niveau de filtration et d'aération tient compte du nombre de poissons présents dans l'aquarium.

Art. 69. La nourriture proposée aux animaux est adaptée aux besoins de l'espèce.

Le recours au nourrissage avec des proies vertébrées vivantes est interdit. Par dérogation, le recours au nourrissage avec des proies vertébrées vivantes est autorisé pour des raisons de survie attestées par un vétérinaire.

Art. 70. Le Ministre peut fixer des règles plus précises concernant les soins des différentes espèces d'animaux visées à l'article 58, § 1^{er}.

3. Gestion

Art. 71. Le gestionnaire d'un établissement commercial tient à disposition du Service :

1° une liste des coordonnées des fournisseurs d'animaux ;

2° un registre des mortalités, global ou par espèce.

Art. 72. § 1^{er}. Le présent article est applicable pour ce qui concerne les locaux des établissements commerciaux ouverts au public. Les informations concernant ces dispositions doivent être visibles pour le public.

§ 2. Le nom scientifique exact des animaux autres que les furets, lapins, cobayes, hamsters, souris et rats est inscrit de manière lisible sur les infrastructures où les animaux sont détenus. Dans le cas où un nom commun existe, il est également indiqué.

§ 3. Chaque espèce d'amphibien ou de reptile détenue est identifiée au moins par son nom scientifique. Pour chaque espèce, figure sur les infrastructures où les animaux sont détenus une description pratique des conditions de détention recommandées pour les données suivantes :

1° plages de température diurne et nocturne ;

2° plages d'hygrométrie ;

3° type de vivarium et dimensions minimales de celui-ci en fonction de l'espèce détenue.

§ 4. Pour chaque espèce d'amphibien et de reptile sont également mentionnés :

1° le pays d'origine ;

2° le fait que ces animaux ont été élevés en captivité ou capturés ;

3° le biotope naturel ;

4° le statut de protection CITES ;

5° le régime alimentaire de l'adulte et du juvénile ;

6° la taille adulte maximale ;

7° le degré d'aptitude nécessaire des acquéreurs en fonction du degré de complexité de détention de l'animal ;

8° le cas échéant, l'obligation de posséder un permis d'environnement ou une attestation vétérinaire.

§ 5. Chaque espèce de poissons détenue est identifiée au moins par son nom scientifique. De plus, pour chaque espèce, figure sur les infrastructures où les animaux sont détenus une description pratique des conditions de détention recommandées pour les données suivantes :

1° la salinité ou la densité de l'eau pour l'eau de mer ;

2° le pH pour l'eau douce ;

3° la dureté, gH et kH, ou la conductivité pour l'eau douce ;

4° la température de l'eau.

§ 6. Pour chaque espèce, les informations suivantes sont mentionnées :

1° estimation du coût moyen annuel pour la détention de l'animal, à titre indicatif ;

2° durée de vie moyenne de l'animal ;

3° socialisation de l'animal (détention en groupe ou isolé) ;

4° taille de l'animal à l'âge adulte ;

5° le cas échéant, les normes prévues par le Code ou ses arrêtés d'exécution pour la détention de cette espèce par les particuliers.

§ 7. Le Ministre peut fixer des règles plus précises concernant les informations à destination du public concernant les différentes espèces d'animaux dans les établissements commerciaux pour animaux.

Art. 73. § 1^{er}. Le responsable de l'établissement donne à l'acquéreur des directives nécessaires concernant l'alimentation, le logement et les soins de l'animal, sur papier ou par voie électronique.

§ 2. Le Service peut publier un modèle des directives visées au § 1^{er} sur le portail du bien-être animal. Ce modèle peut être complété par le responsable de l'établissement, en fonction des spécificités des animaux vendus ou mis à l'adoption.

§ 3. Lors de la vente, le responsable de l'établissement ou son personnel informe l'acheteur du statut vaccinal de l'animal, de son statut de stérilisation, de ses traitements antiparasitaires et des risques de transmission de tares héréditaires lors d'accouplements non-appropriés.

4. Commercialisation

Art. 74. Aucun animal en contact avec un animal atteint d'une maladie contagieuse ne peut être vendu, sauf si le vétérinaire de contrat le déclare en bonne santé et apte à la commercialisation.

Art. 75. Le Ministre peut fixer des conditions particulières pour la commercialisation des petits mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens et poissons d'aquarium.

Sous-section 4. — Conditions particulières pour la détention d'animaux exotiques dans les refuges

Art. 76. Les dispositions de cette section s'appliquent uniquement aux refuges à qui sont confiés des animaux exotiques auparavant détenus ou élevés en captivité par des particuliers.

Art. 77. § 1^{er}. Les dimensions des aménagements sont adaptées à la taille des animaux.

§ 2. Les espèces pour lesquelles les normes d'hébergement ne sont pas fixées par le présent arrêté, sont détenues selon les normes fixées pour les parcs zoologiques.

Les animaux dont le séjour est prolongé selon les dispositions de l'article 94, § 1^{er}, sont détenus selon les normes fixées pour les parcs zoologiques.

Art. 78. Les animaux disposent d'un matériel d'enrichissement de façon à stimuler des comportements aussi variés et naturels que possible.

Section 2. — Conditions d'exploitation

Sous-section 1^{ière}. — Conditions générales

Art. 79. § 1^{er}. Le gestionnaire établit un contrat avec un vétérinaire de contrat. Le modèle de ce contrat est fixé à l'annexe 2.

§ 2. Dans le cadre de ce contrat, le vétérinaire et le gestionnaire coopèrent pour mettre en place des procédures afin d'assurer le bien-être, la santé, les soins, la socialisation, à savoir le développement de relations avec des congénères et avec l'être humain, et l'hébergement des animaux.

§ 3. Le vétérinaire met en place les mesures prophylactiques et donne les conseils appropriés en matière de gestion, de reproduction, de sélection génétique, de soins, d'alimentation, d'hygiène, d'enrichissement du lieu de vie et de socialisation des animaux.

§ 4. A l'exception des élevages occasionnels, les procédures sont écrites et un système d'autocontrôle est mis en place afin de s'assurer du respect de celles-ci.

§ 5. Ces documents sont tenus à la disposition du Service.

Art. 80. § 1^{er}. Le vétérinaire de contrat, ou son suppléant désigné dans le contrat, effectue l'identification des animaux et les vaccinations nécessaires.

§ 2. Le vétérinaire de contrat inscrit les vaccinations qu'il a effectuées avec le nom du vaccin, le numéro de lot et la date d'administration dans le passeport officiel pour les animaux qui doivent disposer de celui-ci ou dans le carnet de santé personnalisé pour les autres animaux, après avoir vérifié ou complété les données d'identification de l'animal. Il y mentionne son nom et y appose sa signature.

§ 3. Dans les élevages, au moment de l'identification des jeunes, le vétérinaire de contrat vérifie l'identification de la mère, et le cas échéant l'identification du père, ainsi que la concordance dans la fiche d'élevage et valide ces données.

§ 4. Le gestionnaire ou le responsable de l'établissement fait appel au vétérinaire de contrat pour effectuer les visites de contrôle de l'établissement dont les fréquences minimales sont fixées comme suit :

1° dans les élevages de chiens et de chats :

- a) élevages occasionnels : une visite par portée ;
- b) élevages amateurs : une visite par trimestre ;
- c) élevages professionnels : une visite par mois ;

2° dans les établissements commerciaux pour animaux : une visite par trimestre dans les établissements qui détiennent des poissons, des petits mammifères, des oiseaux, des reptiles ou des amphibiens ;

3° dans les pensions pour animaux :

- a) une visite par trimestre jusqu'à maximum 20 emplacements pour chiens ou chats ;
- b) une visite par mois s'il y a plus de 20 emplacements pour chiens ou chats.

Si lors de la période définie, le responsable de l'établissement n'a pas de pensionnaire dans l'établissement, et le démontre via le registre requis visé à l'article 88, la visite de contrôle n'est pas obligatoire ;

4° dans les refuges pour animaux :

- a) une visite par trimestre dans les établissements qui ne détiennent que des espèces autres que chiens ou chats ;
- b) une visite par mois si des chiens ou chats y sont détenus ;
- c) des visites dans les familles d'accueil sur base de l'analyse de risques ou si plus de 10 animaux y sont hébergés.

Si lors de la période définie, le responsable de l'établissement n'a pas d'animaux dans l'établissement, et le démontre via le registre requis visé à l'article 96, la visite de contrôle n'est pas obligatoire.

Le suppléant du vétérinaire de contrat a pour mission, d'une part, de substituer le vétérinaire de contrat en cas d'indisponibilité de celui-ci et, d'autre part, dans tous les cas, au minimum une fois tous les deux ans pour la réalisation des visites de contrôle.

Lorsqu'il se substitue au vétérinaire de contrat, le suppléant assure l'ensemble des fonctions exercées par le vétérinaire de contrat.

§ 2. Lors de chacune de ses visites, le vétérinaire de contrat rédige un rapport, dont le modèle est défini à l'annexe 3, qui contient :

1° la date de sa visite de contrôle et sa signature ;

2° ses observations, remarques et éventuelles recommandations concernant la santé, le bien-être et la socialisation des animaux, leurs conditions de détention, le personnel associé aux soins et à la socialisation.

Le modèle défini à l'annexe 3 constitue un minimum, et peut être complété par des observations du vétérinaire spécifiques aux espèces détenues et au type d'établissement.

§ 3. Les rapports de visite sont conservés dans l'établissement et sont mis à la disposition des autorités de contrôle pendant au moins deux ans.

§ 4. Si le gestionnaire ou le responsable de l'établissement ne fait pas appel au vétérinaire de contrat selon les fréquences fixées ou ne donne pas la suite adéquate à ses remarques et recommandations, le vétérinaire de contrat en informe par écrit le Service.

§ 5. Les honoraires du vétérinaire de contrat sont à charge du gestionnaire.

§ 6. Tout changement de vétérinaire de contrat est signalé dans le mois en renvoyant au Service une copie du nouveau contrat.

En cas de rupture du contrat, la partie qui en prend l'initiative en avertit l'autre partie par écrit avec copie au Service. Le contrat en cours reste en vigueur jusqu'à la signature d'un nouveau contrat et au maximum trente jours après la résiliation. Une copie du nouveau contrat est envoyée dans les huit jours de sa conclusion au Service.

Art. 81. Le Service peut imposer une fréquence de visites du vétérinaire de contrat plus élevée que celle prévue à l'article 80, § 4, et ordonner les mesures nécessaires pour rétablir le bien-être des animaux.

Art. 82. § 1^{er}. Pour chaque animal ou groupe d'animaux, le vétérinaire de contrat complète un registre des traitements et interventions effectués conformément à l'annexe 4. Il y indique la date, la marque d'identification ou la description de l'animal, le diagnostic, le traitement ou l'intervention, et le cas échéant, la raison de l'euthanasie.

§ 2. Le gestionnaire est responsable des données visées au § 1^{er}. Il les conserve au moins deux ans et les tient à la disposition du Service.

Art. 83. § 1^{er}. Il est interdit de servir d'intermédiaire pour la commercialisation ou le don de chiens ou de chats.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'établissement commercial pour animaux peut mettre à disposition des informations relatives aux animaux proposés à l'adoption par des refuges. Aucun animal à adopter n'est présent dans l'établissement commercial ou ses dépendances.

Sous-section 2. — Conditions particulières pour les élevages occasionnels, amateurs, professionnels

Art. 84. Le gestionnaire ou le responsable de l'établissement tient compte des caractéristiques anatomiques, génétiques, physiologiques et comportementales des animaux reproducteurs de façon à préserver leur bien-être et celui de leurs descendants.

Tout animal présent sur les lieux de l'élevage et appartenant à l'espèce visée par l'agrément est considéré comme faisant partie de l'élevage, sauf s'il est stérilisé.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les chiots et les chatons stérilisés sont considérés comme faisant partie de l'élevage.

Art. 85. Sur avis du Conseil wallon du Bien-être animal, le Ministre fixe la liste des affections héréditaires préjudiciables au bien-être des animaux.

Selon la liste visée à l'alinéa 1^{er}, le Ministre interdit ou conditionne la reproduction et la commercialisation des animaux atteints par l'affection visée.

Le gestionnaire produit au maximum deux races par espèce ou croisements distincts.

Art. 86. § 1^{er}. Concernant les chiens, la femelle est mise à la reproduction seulement à partir de l'âge de deux ans et n'est plus mise à la reproduction au-delà de ses huit ans.

§ 2. Concernant les chats, la femelle est mise à la reproduction seulement à partir de l'âge de dix-huit mois et n'est plus mise à la reproduction au-delà de ses huit ans.

§ 3. Il est interdit de faire mettre bas les femelles reproductrices plus d'une fois tous les douze mois, et plus de cinq fois au total.

Par dérogation au § 3, une femelle ayant subi une césarienne ne peut mettre bas plus d'une fois tous les dix-huit mois.

§ 4. A l'exception des éleveurs occasionnels, le gestionnaire soumet au Service un plan de reclassement pour ses animaux reproducteurs qui peuvent :

1° être mis à la retraite ;

2° être commercialisés à condition d'être stérilisés ;

3° être donnés à un refuge.

Préalablement à la stérilisation, le gestionnaire sollicite l'avis du vétérinaire de contrat.

Art. 87. Du personnel tel que visé à l'article 28, et en nombre suffisant est prévu pour les soins et la socialisation des animaux.

Ce personnel consacre, par tranche de cinq chiens ou chats adultes, au minimum une heure par jour exclusivement aux soins et aux contacts interactifs positifs pour favoriser la socialisation, à savoir le développement de relations avec des congénères et avec l'être humain.

Pour des chiots ou des chatons âgés de plus de trois semaines, le personnel consacre en plus du temps visé à l'alinéa 2, au minimum une heure par jour et par portée.

Le temps visé à l'alinéa 2 et l'alinéa 3 n'inclut pas le temps nécessaire à l'entretien des logements et la gestion administrative de l'établissement.

Sous-section 3. — Conditions particulières pour les pensions

Art. 88. Le gestionnaire tient à jour un registre conformément à l'annexe 11 et le met à la disposition du Service.

Art. 89. Compte tenu du fait que les animaux se trouvent dans un environnement inhabituel, le responsable de l'établissement ou son personnel leur accordent une attention particulière, en mettant par exemple, à leur disposition des objets familiers tels qu'une couverture, un panier ou des jouets.

Art. 90. Au moment de la réservation, le gestionnaire s'assure que les chiens ou les chats qui sont confiés à l'établissement satisfont aux obligations vaccinales établies dans les procédures mises en place avec le vétérinaire de contrat, et au minimum aux obligations visées à l'article 57. Les procédures sont mises à la disposition du client.

Les animaux détenus à titre privé et hébergés dans les mêmes locaux que les animaux confiés à l'établissement, répondent aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Le gestionnaire informe le client des conditions fixées dans le contrat de pension.

Art. 91. § 1^{er}. Lors de l'accueil d'un animal dans une pension, le gestionnaire conclut avec le propriétaire un contrat établi en double exemplaire, pour chaque séjour, signé par chaque partie dont un exemplaire pour chacune des parties.

§ 2. Les contrats sont conservés par l'établissement au moins six mois après le départ de l'animal et sont à tout moment à la disposition du Service.

Sous-section 4. — Conditions particulières pour les refuges

Art. 92. Dans des circonstances exceptionnelles de surpopulation, les refuges pour animaux peuvent déroger aux normes minimales fixées dans les arrêtés pris en application du Code, à condition qu'il ne soit pas porté atteinte au bien-être des animaux et qu'il leur soit donné la possibilité de se mouvoir suffisamment et quotidiennement.

Art. 93. Les dispositions de cette sous-section ne sont pas applicables aux cages installées dans certaines communes, zones de police et zones de secours pour un premier accueil dans l'attente d'un transfert vers un refuge, dans la mesure où les animaux n'y sont pas hébergés plus de 24 heures.

Art. 94. § 1^{er}. L'activité principale d'un refuge pour animaux est d'accueillir les animaux abandonnés, perdus, errants, négligés, saisis ou confisqués. Le refuge tente, dans la mesure du possible, de replacer les animaux susceptibles de l'être et veille à ne pas prolonger inutilement la durée du séjour des animaux recueillis. Le refuge ne fait pas de discrimination de race, de taille, d'âge, dans la prise en charge des animaux.

§ 2. La reproduction, l'achat, l'importation ou l'introduction d'un autre pays et la mise en vente d'animaux par le refuge sont interdits.

§ 3. Le refuge ouvre ses portes au public au minimum quatre heures par mois.

Art. 95. Sans préjudice d'une éventuelle convention avec l'administration communale, le gestionnaire ou le responsable de l'établissement accueille les animaux qui lui sont présentés pour autant qu'il dispose de l'infrastructure d'accueil et des connaissances adéquates.

Art. 96. § 1^{er}. Le gestionnaire ou le responsable de l'établissement tient un registre global ou un registre par espèce conforme au modèle de l'annexe 9, mis à jour dans les quarante-huit heures.

§ 2. Le vétérinaire de contrat est le seul à pouvoir procéder à l'euthanasie d'un animal, et celui-ci le justifie dans le registre des traitements et interventions effectués visé à l'article 82. Le registre visé au § 1^{er} est actualisé.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'urgence et d'indisponibilité du vétérinaire de contrat et de son suppléant, un autre vétérinaire peut procéder à l'euthanasie.

§ 3. Pour tout animal cédé, le gestionnaire ou le responsable de l'établissement complète avec le propriétaire de l'animal une déclaration de cession comprenant au minimum des informations sur les antécédents de santé, de comportement et d'environnement de l'animal.

Pour les chiens, le gestionnaire ou le responsable de l'établissement complète une déclaration de cession conformément au modèle à l'annexe 10.

§ 4. Tout animal hébergé en refuge fait l'objet d'une appréciation de son comportement. Le gestionnaire ou le responsable de l'établissement tient à disposition du Service un plan d'évaluation globale de ces appréciations.

§ 5. Pour tout animal replacé, les informations relatives à la santé, au comportement et à l'environnement de l'animal figurant sur la déclaration de cession si existante et l'appréciation du comportement de l'animal au refuge, sont communiquées préalablement à l'adoptant.

Art. 97. Le rapport annuel d'activités visé à l'article D. 31, § 2, du Code reprend les données suivantes par espèce :

1° le nombre d'animaux entrants, ventilé en :

- a) animaux trouvés sur la voie publique ;
- b) animaux abandonnés au refuge ;
- c) animaux saisis ou confisqués ;
- d) chats errants capturés pour stérilisation ;

2° le nombre d'animaux qui sont sortis du refuge, ventilé en :

- a) animaux restitués à leur propriétaire ;
- b) animaux euthanasiés ;
- c) animaux morts de cause naturelle ;
- d) animaux adoptés ;

e) chats errants stérilisés et relâchés.

Art. 98. § 1^{er}. Parmi les établissements agréés visés dans le présent arrêté, seul un refuge pour animaux peut, sous sa responsabilité, héberger des animaux dans des familles d'accueil avec lesquelles il a conclu une convention reprenant au minimum les coordonnées du responsable de la famille d'accueil, l'espèce animale qui peut être accueillie, les conditions de détention, les droits et devoirs des deux parties conformément à l'annexe 14.

Préalablement à la signature de la convention, le gestionnaire, le responsable de l'établissement ou son délégué effectue une visite du lieu d'hébergement de la famille d'accueil, en établit un rapport et le joint à la convention.

§ 2. Le gestionnaire ou le responsable de l'établissement tient un registre des familles d'accueil qui mentionne pour chacune d'elles :

- 1° un numéro d'ordre ;
- 2° la date de signature de la convention avec le refuge ;
- 3° les coordonnées ;
- 4° la date à laquelle la convention a pris fin.

En cas de modification d'une des données visées à l'alinéa 1^{er}, le registre des familles d'accueil est mis à jour dans les quarante-huit heures.

Tout ajout ou retrait d'une famille d'accueil est visé par le vétérinaire de contrat.

§ 3. A l'exception des chatons de moins de douze semaines, un animal pour lequel l'identification est obligatoire est identifié avant d'être hébergé dans une famille d'accueil.

§ 4. La famille d'accueil réside dans un rayon maximum de cinquante kilomètres du refuge ou du Cabinet du vétérinaire de contrat de référence, excepté pour l'accueil d'équidés et des espèces bovines, ovines, caprines, porcines.

Une famille d'accueil établit une convention avec au maximum un seul refuge par espèce accueillie.

§ 5. Il est interdit pour une famille d'accueil de gérer un élevage ou une pension.

§ 6. La famille d'accueil héberge uniquement des animaux dont la détention est autorisée pour des particuliers.

§ 7. Le Service peut accorder une dérogation aux dispositions visées au § 4 sur demande motivée du gestionnaire ou du responsable de l'établissement.

§ 8. La famille d'accueil se conforme aux normes minimales visées aux annexes 12 et 13. L'article 92 ne s'applique pas aux familles d'accueil.

§ 9. Une personne sous le coup d'un retrait de permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code, ou sous le coup d'une interdiction de détenir un ou plusieurs animaux, conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, de la partie décrétable du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, ne peut faire partie du ménage d'une famille d'accueil. Les membres du ménage de la famille d'accueil fournissent au refuge avec lequel elle conclut une convention, un extrait du fichier central délivré il y a moins de nonante jours conformément à l'article D.144, § 2, alinéa 2, de la partie décrétable du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 6. — *Les traitements de données à caractère personnel en vue de l'octroi et du maintien de l'agrément*

Art. 99. § 1^{er}. Le Service est responsable du traitement des données visées aux articles 7 et 11.

§ 2. Le gestionnaire est responsable des données visées aux articles 40, 53, 91, 96 et 98, § 2. Le gestionnaire tient les données mentionnées à l'alinéa précédent à la disposition du Service.

Les données visées au § 1^{er} sont conservées pour la durée de l'agrément. Elles sont conservées afin de permettre au Service d'agréer les établissements et d'effectuer les missions de contrôle qui lui sont confiées en vertu du Code wallon relatif au bien-être des animaux et du présent arrêté.

Art. 100. Les experts visés à l'article 13 mettent en œuvre des procédures pour protéger l'intégrité et la confidentialité des données visées à l'article 99, § 1^{er}, et en maintenir la sauvegarde lorsqu'elles sont conservées sous format numérique de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

CHAPITRE 7. — *Dispositions transitoires, abrogatoires, modificatives et finales*

Section 1^{ière}. — Dispositions transitoires

Art. 101. Les agréments octroyés conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, restent valables jusqu'à leur expiration.

Leur maintien et leur renouvellement sont soumis aux conditions du présent arrêté.

Art. 102. Par dérogation à l'article 101, alinéa 2, les conditions de maintien et de renouvellement d'agrément des établissements fixées aux annexes II et IV de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux continuent de s'appliquer :

- 1° jusqu'au 31 décembre 2027 pour les établissements pour animaux disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception des refuges ;
- 2° jusqu'au 31 décembre 2032 aux refuges disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 103. Concernant les éleveurs commerçants au sens de l'arrêté du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux :

- 1° l'article 19/5, 1° et 3°, de l'arrêté du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux continue à s'appliquer jusqu'au 30 juin 2023 ;
- 2° par dérogation à l'article 101, alinéa 1^{er}, du présent arrêté, les agréments délivrés conformément à l'arrêté du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux prennent fin au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

Section 2. — Dispositions abrogatoires, modificatives et finales

Art. 104. L'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° l'article 19/5, 1° et 3°, produit ses effets jusqu'au 30 juin 2023 ;

2° les annexes II et IV produisent leurs effets :

a) jusqu'au 31 décembre 2027 pour les établissements pour animaux disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception des refuges ;

b) jusqu'au 31 décembre 2031 pour les refuges disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 105. L'article 2, alinéa 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 fixant les règles en matière de publicité visant la commercialisation ou le don d'espèces animales est remplacé par la disposition suivante :

“ 2° a pour objet la promotion d'une nichée et pour autant que les chiots soient âgés de moins de huit semaines et les chatons âgés de moins de douze semaines. Dans ce cas, l'annonceur indique le numéro d'identification de la mère de l'animal en lieu et place de celui de l'animal. ».

Art. 106. L'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 relatif à l'agrément des parcs zoologiques et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques est complété par la disposition suivante le 1^{er} janvier 2025 :

“ § 3. Une personne sous le coup d'un retrait de permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code, ou sous le coup d'une interdiction de détenir un ou plusieurs animaux, conformément aux articles D.180, D.189, D.198, § 5, et D.199, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ne peut faire partie du personnel permanent. Les membres du personnel permanent fournissent un extrait du fichier central délivré il y a moins de nonante jours conformément à l'article D.144, § 2, alinéa 2, de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 107. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2023.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les articles 55, § 1^{er}, et 83, § 1^{er}, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2023 ;

2° l'article 28 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026 ;

3° l'article 2, § 2, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2028 ;

4° les annexes 12 et 13 entrent en vigueur :

a) le 1^{er} janvier 2028 pour les établissements pour animaux disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception des refuges ;

b) le 1^{er} janvier 2032 pour les refuges disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 108. Le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe 1

Formulaire général de demande d'agrément**1.1 Coordonnées du demandeur**

Avez-vous un numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises (n° BCE) ?

~ Oui, n°

~ Non

Le demandeur est une (*Remplissez un des deux cadres ci-après*) :

~ Personne physique

Numéro d'identification au Registre national :

~ M. ~ Mme Nom

Prénom.....

Rue n° boîte

.....

Code postal Localité

Téléphone

Courriel

~ Personne morale de droit privé

~ Personne morale de droit public

Dénomination ou raison

sociale.....

Forme

juridique.....

Adresse du siège social

Rue n° boîte

Code postal Localité

Pays.....

Téléphone

Site web

Courriel

Personne habilitée à représenter la personne morale

~ M. ~ Mme Nom Prénom.....

Fonction

1.2 Localisation

Coordonnées de l'établissement visé par la demande d'agrément

Rue (ou lieu-dit)n°..... boîte.....

Code postal

Localité.....

Le cas échéant, numéro d'agrément précédemment accordé : HK.....

Le cas échéant, numéro du permis d'environnement/permis unique :

- ~ Mise en activité d'un nouvel établissement
- ~ Changement de gestionnaire
- ~ Changement de catégorie d'élevage
- ~ Changement d'adresse
- ~ Extension à d'autres catégories d'animaux que ceux sur la base desquels l'agrément initial a été délivré
- ~ Extension ou modifications majeures de l'établissement eu égard au plan d'ensemble sur la base duquel l'agrément initial a été délivré
- ~ Maintien en activité d'un établissement dont la durée de validité de l'agrément arrive à expiration

! Chaque agrément fait l'objet d'une demande séparée

Elevage

- ~ chiens ~ chats
- ~ occasionnel ~ amateur ~ professionnel

Pension

- ~ chiens ~ chats

Etablissement commercial

- ~ oiseaux d'ornement ~ poissons ~ reptiles ~ amphibiens ~ rongeurs ~ lapins
- ~ furets ~ autres (à préciser) :

.....

Refuge

- ~ chiens ~ chats ~ équidés ~ bovins ~ ovins ~ caprins ~ porcins
 - ~ rongeurs ~ lapins ~ furets ~ oiseaux ~ reptiles ~ amphibiens
 - ~ poissons ~ animaux exotiques ~ autres :
- avec familles d'accueil ~ oui ~ non

1.3 Liste des documents à joindre

Elevage occasionnel :

- la copie du contrat vétérinaire dûment complété et signé
- la copie du rapport de visite de l'établissement dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat
- la liste des identifications des animaux reproducteurs de l'élevage enregistrées dans la base de données officielle (DogID, CatID)

- la preuve de paiement de la redevance liée à la demande d'agrément

S'il s'agit d'une demande d'agrément introduite postérieurement à un constat d'infraction ou à une décision de refus d'agrément :

- la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée

Elevage amateur :

- le plan d'ensemble de l'établissement avec indication de la fonction des locaux ainsi que les dimensions exactes des enclos et des zones extérieures accessibles aux animaux. En complément, des photos peuvent être jointes.

- la copie du contrat vétérinaire dûment complété et signé

- la copie du rapport de visite de l'établissement dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat

- la liste des identifications des animaux reproducteurs de l'élevage enregistrées dans la base de données officielle (DogID, CatID)

- la copie des certifications de formation des personnes actives au sein de l'établissement

- une copie de la procédure, qui reprend les mesures et les engagements pris pour satisfaire à l'obligation d'un accès à une aire d'exercice

- le plan de reclassement visé à l'article 86 §4

- la preuve de paiement de la redevance liée à la demande d'agrément

S'il s'agit d'une demande d'agrément introduite postérieurement à un constat d'infraction ou à une décision de refus d'agrément :

- la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée

Elevage professionnel :

- le plan d'ensemble de l'établissement avec indication de la fonction des locaux ainsi que les dimensions exactes des enclos et des zones extérieures accessibles aux animaux. En complément, des photos peuvent être jointes.

- la copie du contrat vétérinaire dûment complété et signé

- la copie du rapport de visite de l'établissement dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat

- la liste des identifications des animaux reproducteurs de l'élevage enregistrées dans la base de données officielle (DogID, CatID)

- la copie des certifications de formation des personnes actives au sein de l'établissement

- une copie de la procédure, qui reprend les mesures et les engagements pris pour satisfaire à l'obligation d'un accès à une aire d'exercice

- le plan de reclassement visé à l'article 86 §4

- la preuve de paiement de la redevance liée à la demande d'agrément

S'il s'agit d'une demande d'agrément introduite postérieurement à un constat d'infraction ou à une décision de refus d'agrément :

- la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée

Etablissement commercial :

- le plan d'ensemble de l'établissement avec indication de la fonction des locaux ainsi que les dimensions exactes des cages, volières, vivariums, aquariums. En complément, des photos peuvent être jointes.

- la copie du contrat vétérinaire dûment complété et signé

- la copie du rapport de visite de l'établissement dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat

- la copie des certifications de formation des personnes actives au sein de l'établissement
- la preuve de paiement de la redevance liée à la demande d'agrément

S'il s'agit d'une demande d'agrément introduite postérieurement à un constat d'infraction ou à une décision de refus d'agrément :

- la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée

Pension :

- le plan d'ensemble de l'établissement avec indication de la fonction des locaux ainsi que les dimensions exactes des enclos et les dimensions des zones extérieures accessibles aux animaux. En complément, des photos peuvent être jointes.
- la copie du contrat vétérinaire dûment complété et signé
- la copie du rapport de visite de l'établissement dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat
- la copie des certifications de formation des personnes actives au sein de l'établissement
- une copie de la procédure, qui reprend les mesures et les engagements pris pour satisfaire à l'obligation d'un accès à une aire d'exercice
- la preuve de paiement de la redevance liée à la demande d'agrément

S'il s'agit d'une demande d'agrément introduite postérieurement à un constat d'infraction ou à une décision de refus d'agrément :

- la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée

Refuge :

- le plan d'ensemble de l'établissement avec indication de la fonction des locaux ainsi que les dimensions exactes des enclos et les dimensions des zones extérieures accessibles aux animaux. En complément, des photos peuvent être jointes.
- la copie du contrat vétérinaire dûment complété et signé
- la copie du rapport de visite de l'établissement dûment complété et signé dans le mois précédant la demande d'agrément par le vétérinaire de contrat
- la copie des certifications de formation des personnes actives au sein de l'établissement
- une copie de la procédure, qui reprend les mesures et les engagements pris pour satisfaire à l'obligation d'un accès à une aire d'exercice
- la copie des statuts de l'association publiés au Moniteur belge

S'il s'agit d'une demande d'agrément introduite postérieurement à un constat d'infraction ou à une décision de refus d'agrément :

- la preuve que des mesures correctrices ont été prises ou que la mise en conformité a été effectuée

Je soussigné:

- déclare que les données mentionnées dans ce formulaire de demande sont exactes ;
- atteste sur l'honneur avoir pris connaissance des réglementations suivantes et les respecter dans le cadre de l'activité de mon établissement :
 - le Code wallon du Bien-être des animaux ;
 - l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements ;

- Le Code de l'Environnement. L'octroi d'un agrément ne dispense pas d'effectuer les démarches nécessaires pour se conformer à la législation en matière de permis d'environnement ou de permis unique.

Le à

Signature du gestionnaire:

Cette demande est à renvoyer au :

Service Public de Wallonie
Direction de la Qualité et du Bien-être animal
Chaussée de Louvain, 14
5000 Namur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature,
de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 2

Modèle de contrat vétérinaire

Je soussigné-e (NOM et Prénom)

gestionnaire d'un(e) :

£ élevage <input type="checkbox"/> chiens <input type="checkbox"/> chats <input type="checkbox"/> occasionnel <input type="checkbox"/> amateur <input type="checkbox"/> professionnel £ établissement commercial pour animaux £ pension pour <input type="checkbox"/> chiens <input type="checkbox"/> chats £ refuge
--

situé(e) à
 (adresse complète)

N° d'agrément :

désigne, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements,

..... (NOM et Prénom ou Association)
 vétérinaire à (adresse)
 numéro d'inscription à l'Ordre :

pour la surveillance régulière du bien-être, de la santé, des soins et conditions d'hébergement des animaux.

Le vétérinaire intervient essentiellement pour :

- effectuer des visites de contrôle du bien-être des animaux de l'ensemble de l'établissement selon les fréquences minimales fixées et établir un rapport écrit de ces visites.
- mettre en place avec le gestionnaire des procédures afin d'assurer le bien-être, la santé, les soins, la socialisation, à savoir le développement de relations avec des congénères et avec l'être humain, et l'hébergement des animaux.
- mettre en place les mesures prophylactiques et donner les conseils appropriés en matière de gestion, de reproduction, de sélection génétique, de soins, d'alimentation, d'hygiène, d'enrichissement du lieu de vie et de socialisation des animaux.
- effectuer l'identification des animaux et les vaccinations nécessaires.
- pratiquer les euthanasies nécessaires des animaux.

Le vétérinaire de contrat :

- aide le gestionnaire à définir un plan de formation et à rédiger un guide des bonnes pratiques à destination des personnes qui sont associées aux soins des animaux.
- approuve et signe les directives écrites à destination de l'acquéreur, concernant l'alimentation, le logement et les soins de l'animal.
- inscrit les vaccinations qu'il a effectuées dans le passeport ou le carnet de santé des animaux, il y mentionne son nom et y appose sa signature.

- mentionne les dates de mise bas dans le passeport ou le carnet de santé de la femelle.
- vérifie au moment de l'identification des chiots ou des chatons, l'identification de la mère, et le cas échéant l'identification du père, ainsi que la concordance dans la fiche d'élevage et valide ces données.
- complète le registre des traitements et interventions, y compris les euthanasies et leur justification.
- vise l'ajout ou le retrait de famille d'accueil dans le registre des familles d'accueil des refuges.
- informe le Service si le gestionnaire ne fait pas appel à lui pour effectuer les visites de contrôle selon les fréquences fixées ou ne donne pas la suite adéquate à ses remarques et recommandations.

En cas d'indisponibilité du / de la vétérinaire désigné-e ci-dessus et au minimum une fois tous les deux ans, il doit être fait appel (cocher la case et compléter le cas échéant) :

£ Au vétérinaire de remplacement qu'il/elle désigne pour sa clientèle.

£ Au vétérinaire dont les coordonnées figurent ci-après et qui soussigne en tant que vétérinaire suppléant-e.

le Dr. (NOM et Prénom)
vétérinaire à (adresse)
numéro d'inscription à l'Ordre :

Fait à, le

En au moins trois exemplaires dont un est envoyé avec le dossier de demande d'agrément et un est conservé par chaque partie.

Signature du gestionnaire

Signature du vétérinaire

Pour accord du vétérinaire suppléant :
(date et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature,
de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 3

Rapport de visite vétérinaire

Il s'agit d'un modèle reprenant les informations minimum qui doivent se trouver dans le rapport. Le vétérinaire peut ajouter des informations complémentaires, en fonction de la spécificité des espèces concernées et de l'établissement.

Je soussigné-e, Dr vétérinaire..... (NOM et Prénom)
 déclare avoir visité en date du (jour + mois + année)
 l'élevage £ chiens £ chats £ occasionnel £ amateur £ professionnel
 la pension £ chiens £ chats £ l'établissement commercial £ le refuge
 situé(e) à (adresse
complète)
 dont M. Mmeest gestionnaire

Motif de la visite :
 1ère visite (à effectuer dans le mois précédant la demande d'agrément)
 visite de contrôle £ de la portée (élevage occasionnel) £ mensuelle £ trimestrielle
 autre motif :

I. Santé et bien-être des animaux		
	OK	NOK
		Observations, remarques, recommandations

Les animaux sont traités avec douceur et compétence.					
Les animaux sont sociables avec des congénères et avec l'être humain					
Alimentation en quantité suffisante, adaptée à leur âge, poids et niveau d'activité ainsi qu'à leurs besoins spécifiques					
Eau potable renouvelée régulièrement, distribuée dans des récipients adaptés et propres					
Entretien (yeux, oreilles, ongles, dents, pelage, plumage...)					
Suivi de la conduite d'élevage (génétique et accouplements)					
Suivi du protocole de lutte contre parasites internes et externes					

Suivi du protocole de vaccination				
II. Conditions de détention				
	OK	NOK	Observations, remarques, recommandations	
La conception et l'aménagement de l'établissement tiennent compte du comportement spécifique de l'espèce ainsi que de ses besoins physiologiques et éthologiques				
Les animaux sont logés de façon adéquate, ils ont suffisamment d'espace pour se mouvoir Les chiens / les chats ont accès à une aire d'exercice				
Les lieux de vie des animaux sont enrichis d'éléments et accessoires adaptés à leurs besoins éthologiques. Les aménagements sont conçus de telle façon que tous les animaux bénéficient suffisamment de stimuli variés.				
Température et hygrométrie adaptées aux besoins physiologiques des animaux				

Locaux suffisamment aérés afin d'éviter la condensation, l'excès d'humidité ou de gaz nocifs					
Aire de repos : sèche et confortable					
Nettoyage et désinfection adéquats des locaux et du matériel en contact avec les animaux					
Maintien en état des structures d'hébergement et du matériel					
Système d'alarme incendie en bon état de fonctionnement					
III. Personnel					
En nombre suffisant pour assurer les soins et la socialisation des animaux.					

Adéquatement formé selon un plan défini. Dispose d'un guide des bonnes pratiques			
---	--	--	--

Fait à le (jour + mois + année)
Date, cachet et signature du vétérinaire de contrat pour validation :

Numéro d'inscription à l'Ordre :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 5

Inventaire des femelles reproductrices

chiens chats

Ordre	Nom de la femelle + Date de naissance	Date d'entrée dans l'élevage (date de la 1ère saillie)	Numéro de la puce électronique	Date des mises bas	Date de sortie de l'élevage	Motif de la sortie (stérilisation, décès, cession)	Destination en cas de cession (nom de l'acquéreur et son adresse OU le n° du certificat de garantie)
/...../...../...../...../...../...../...../...../...../.....
/...../...../...../...../...../...../...../...../...../.....
/...../...../...../...../...../...../...../...../...../.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 6

Fiche d'élevage (une fiche par portée)

N°..... Année - numéro de suite

chiens chats

Numéro de la puce électronique de la mère ou son N° ordre dans l'inventaire des femelles	Numéro de la puce électronique du père	Date de la mise bas	Nombre de jeunes à la mise bas	Nombre de jeunes sevrés
--	--	---------------------------------------	--	---

Numéro de la puce électronique du chiot / chaton	Sexe	Date de sortie/...../.....	Références de l'acquéreur	
			Nom	Adresse complète ou N° du certificat de garantie
...../...../.....
...../...../.....
...../...../.....
...../...../.....

Je soussigné Dr..... atteste avoir procédé à l'identification de (nombre de chiots/chatons) et avoir vérifié l'identification de la mère, et le cas échéant l'identification du mâle, et la concordance avec les données mentionnées ci-dessus.

Date, cachet et signature du vétérinaire de contrat pour validation :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 7

Questions à se poser avant l'acquisition d'un animal

Sur base de vos réponses, le responsable de l'établissement pourra vous conseiller dans le choix d'un animal. Les questions reprises ci-dessous constituent un minimum ; elles peuvent être complétées par le responsable de l'établissement, en fonction des spécificités de l'espèce concernée.

(*) Biffez les mentions inutiles

1. Pourquoi voulez-vous acquérir un animal ? :
.....
2. Quel animal souhaitez-vous acquérir ? :
.....
3. Pourquoi avez-vous choisi cette espèce, race ou variété ? :
.....
.....
4. Avez-vous conscience que l'accueil d'un animal implique un investissement sur le long terme ? Connaissez-vous la durée de vie moyenne de l'animal que vous envisagez d'acquérir ? :
.....
5. Avez-vous suffisamment de temps pour vous occuper quotidiennement de l'animal : le nourrir, le soigner, entretenir son espace, lui donner de l'attention et le cas échéant, le promener, travailler ses apprentissages ? : oui / non (*)
6. Avez-vous tenu compte du budget dont vous disposez pour choisir votre animal : prix d'achat de l'animal, nourriture, accessoires (panier, cage, litière, jouets...), frais vétérinaires ? : oui / non / pas encore (*)
7. Vous êtes-vous informé sur les besoins de l'animal que vous souhaitez acquérir (alimentation, santé, hygiène...) ? : oui / non / pas encore (*)
8. L'espèce, la race ou la variété envisagée est-elle sujette au risque de développer des problèmes de santé spécifiques, en lien par exemple avec les hypertypes ? oui / non (*)
9. Avez-vous les compétences et capacités physiques pour vous occuper de l'animal que vous souhaitez acquérir ? : oui / non (*)
10. Avez-vous connaissance de la législation relative au permis de détention ? Avez-vous en votre possession l'extrait de fichier central relatif à la délinquance environnementale, ou connaissez-vous les modalités pour vous le procurer ? : oui / non (*)
11. Tous les membres de la famille sont-ils d'accord pour l'acquisition d'un animal ?
oui / non / pas demandé (*)

12. Parmi les membres de la famille, y-a-t'il une personne allergique aux poils d'animaux ? : oui / non (*)

13. Des enfants sont-ils présents dans votre logement ? : oui / non / parfois (*)

14. Des animaux sont-ils présents dans votre logement ? : oui / non (*)

Si oui, lesquels :

et comment allez-vous organiser l'arrivée du nouvel animal ?

.....

15. Avez-vous l'intention de faire se reproduire votre animal ? oui / non (*)

Avez-vous connaissance des obligations légales liées à la commercialisation d'animaux ? oui / non (*)

16. Combien de temps par jour l'animal restera-t-il seul dans votre logement ? (*)

- plus de 8 heures
- 4 à 8 heures
- 1 à 4 heures

17. Qu'en est-il de votre logement familial ? :

- maison / appartement (*) / autre :

- accès à un jardin : oui / non (*)

- en cas de location, la détention d'animaux est-elle permise par le propriétaire : oui / non

(*)

18. Où l'animal va-t-il séjourner durant la journée ? (*) :

- en liberté à l'intérieur ;
- en liberté à l'extérieur ;
- dans une pièce de la maison ;
- dans un chenil à l'extérieur ;
- autre :

.....

19. Quelle solution envisagez-vous pour votre animal durant vos vacances ? (*) :

- il vous accompagne ;
- vous le placez chez un membre de la famille ;
- vous le placez dans une pension ;
- vous avez recours à du pet-sitting ;
- autre:

S'il s'agit d'un chien :

19. Comment pensez-vous pouvoir satisfaire ses besoins en activité physique ? (*) :

- en le laissant en liberté au jardin ;
- par des promenades quotidiennes ;
- par des promenades hebdomadaires ;
- autre

20. La vie avec un chien pouvant nécessiter des efforts d'adaptation, avez-vous l'intention de suivre avec votre animal un type d'éducation ?

oui / non / peut-être (*) Si oui lequel ?

21. A qui demanderiez-vous conseil si le chien présentait un comportement problématique constituant un risque pour vous-même et votre entourage et impliquant votre responsabilité ? .

S'il s'agit d'un chien ou d'un chat:

22. Disposez-vous d'une assurance responsabilité civile familiale qui pourrait intervenir en cas d'accident causé par votre animal ? oui / non (*)

23. En quoi ce questionnaire vous a-t-il aidé ? (*) :

- à confirmer votre choix de départ (voir question 2) ;
- à orienter votre choix vers un autre type d'animal ;
- autre

.....
.....

Nom et prénom (en majuscules) :

.....

Date et signature de l'acquéreur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 8

Certificat de garantie

N°..... Année-(numéro de suite)

Etabli en conformité avec l'article 57 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements. Il ne peut être modifié.

Ce document constitue la garantie accordée par le vendeur lorsque l'animal fait l'objet de la vente.

Vendeur : Nom : Prénom :
 N° d'agrément :
 N° d'entreprise :
 Dénomination commerciale :
 Adresse : rue n°
 à : (code postal) (commune)
 Tél. : Fax
 Adresse électronique

Acheteur : Nom : Prénom :
 Dénomination commerciale :
 Adresse : rue n°
 à : (code postal) : (commune)

Description de l'animal**Chien / Chat(*):**

Race :
 Sexe : Date de naissance :
 Pelage (couleur – nature) :
 Signes particuliers :
 Marque d'identification (microchip) :
 Numéro de passeport :
 Date de l'achat :

Date de la livraison :

Pédigrée : fait partie de la vente : oui / non*

Si oui : - il est remis à la livraison / il a fait l'objet d'une demande officielle et sera livré par le vendeur dès réception*

Délivré par :

Prix d'achat comprenant tous les frais y compris l'identification, l'enregistrement et le cas échéant, les frais de vaccination:..... € TVA Comprise.

Ce certificat définit les droits de garantie légaux du consommateur, comme stipulé aux articles 1649bis à 1649octies du Code civil (la "loi consommation"). La garantie légale prévoit une période de garantie de 2 ans et s'applique à tous les animaux de compagnie vendus par un vendeur à un consommateur.

En cas de vice de conformité au contrat (par exemple, parvovirose chez les chiens ou PIF chez les chats ou une affection héréditaire), les possibilités de recours prévues aux articles 1649bis et suivants du Code civil s'appliquent.

Dès que le défaut survient, l'acheteur a intérêt à en informer le vendeur par écrit. L'acheteur consultera un vétérinaire et se conformera aux mesures qu'il prescrit.

L'acheteur a la liberté de choix du vétérinaire en toutes circonstances. Au cours des six premiers mois suivant la livraison de l'animal, l'acheteur ne doit pas prouver que le vice existait au moment de la livraison. La preuve du contraire peut être livrée par le vendeur pendant ce délai de six mois. L'acheteur peut demander le remboursement intégral des frais de vétérinaire ou une réduction de prix équitable. En cas de décès de l'animal, une résiliation du contrat aux frais du vendeur ou un remplacement de l'animal peut être demandé devant un tribunal, à condition qu'il soit prouvé que le vendeur est responsable de la cause du décès.

Anomalies qui sont manifestement présentes chez l'animal au moment de l'achat et où une réduction de prix peut être stipulée :

Cryptorchidie
Entropion
Ectropion
Hernie ombilicale

	£
	£
	£
	£

En cas de décès, il est conseillé à l'acheteur de faire procéder à une autopsie afin de déterminer la cause du décès, par exemple par l'une des autorités suivantes : Faculté de Médecine Vétérinaire de l'Université de Liège, CERVA - Uccle, Faculteit Diergeneeskunde Universiteit Gent ou un des Laboratoires Provinciaux de dépistage des maladies du bétail ou une faculté vétérinaire universitaire européenne. L'acheteur est libre de faire pratiquer une autopsie par une autre faculté de médecine vétérinaire d'une université européenne, à condition que les résultats de l'autopsie soient fiables et qu'ils aient été établis sur des bases scientifiques.

Le rapport d'autopsie doit clairement indiquer le numéro d'identification de l'animal.

Le vendeur s'engage à respecter la garantie légale si le défaut de conformité au contrat existait déjà avant la conclusion du contrat d'achat avec l'acheteur. L'acheteur et le vendeur s'efforceront de trouver une solution négociée pouvant inclure:

- une réduction de prix appropriée;
- un remboursement des frais vétérinaires causés par le défaut de conformité au contrat ;
- en cas de décès de l'animal, résiliation du contrat aux frais du vendeur (avec remboursement du prix d'achat) ou remplacement de l'animal.

Il est conseillé au vétérinaire de l'acheteur de prendre contact avec le vétérinaire de l'éleveur afin de réunir toutes les informations nécessaires à l'établissement du diagnostic et au traitement de l'animal.

Seuls les tribunaux belges sont compétents en cas de litige. Les possibilités de recours prévues aux articles 1649bis et suivants du Code civil régissent les litiges relatifs aux vices de conformité au contrat.

Documents joints remis au moment du transfert de l'animal :

- Passeport (*)
- Carnet de vaccination (*)

- Certificat définitif d'identification et d'enregistrement
- Attestation de stérilisation (*)
- Les directives concernant l'alimentation, le logement et les soins de l'animal

Les parties ont examiné ensemble **la liste des questions à se poser avant l'acquisition d'un animal.**

En cas d'acquisition d'un chien, le vendeur a donné à l'acheteur des **directives écrites concernant l'éducation du chien.**

Fait en double exemplaire, l'un pour l'acheteur, l'autre conservé par le vendeur.

Le vendeur :

Signature

L'acheteur :

Signature

Même si ce certificat n'est pas signé par l'acheteur, la garantie légale de deux ans s'applique.

(*) Biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 9

Registre des entrées et des sorties des animaux dans un refuge

N° de suite	Date d'entrée	Espèce	N° puce électronique Si pas de puce, indiquer race, sexe, âge, couleur...	Nom et adresse du déposant	Motif du dépôt	Date de prise en charge par une famille d'accueil	N° d'ordre de la famille d'accueil	Date de réintégration dans le refuge	Nom et adresse du preneur	Date sortie En cas d'euthanasie, indiquer « E » + paragraphe du vétérinaire qui l'a pratiquée

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DIRUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 10

Déclaration de cession d'un chien à compléter par le propriétaire de l'animal**Les informations suivantes seront communiquées aux personnes candidates à l'adoption**

Nom du chien :
 Signalement du chien :
 Race :
 Identification : Microchip / Tatouage (*) N°
 Endroit: Oreille / Cou / Cuisse (*) Gauche / Droite (*)
 Date de naissance :
 Sexe: Mâle / Femelle (*) Stérilisé(e) : oui / non (*)
 Pelage (couleur - nature) :
 Signes particuliers :

Informations relatives à l'état de santé du chien.

Interventions chirurgicales subies (autres que la stérilisation)	
Maladies antérieures	
Remarques concernant la santé du chien (sensibilité particulière...)	
Vétérinaire traitant	
En ordre de vaccinations	oui / non (*)

Documents remis avec le chien.

Certificat d'identification / Passeport N° (*)
 Carnet de vaccination (*)

Informations relatives aux conditions de vie antérieures du chien.

- le chien m'appartient depuis: (*)
 - durant la journée, le chien vivait à l'extérieur / à l'intérieur (*)
 - durant la nuit, le chien vivait à l'extérieur / à l'intérieur (*)
 - le chien vivait avec d'autres chiens mâles / femelles (*)
 - le chien vivait avec d'autres animaux domestiques : oui / non (*) lesquels ?
 - le chien vivait dans une famille où il y avait des enfants : oui/non (*) combien ? âge(s) ?
 - le chien vivait avec des personnes âgées : oui/non (*)
 - type de nourriture boîtes / croquettes / cuisiné / autre : (*)

Informations au sujet du caractère et du comportement du chien.

- le chien a suivi une formation à la défense, à l'attaque ou au mordant oui/non (*)
 - le chien a eu un comportement agressif vis à vis
 d'un membre de la famille : oui, un enfant / oui, un adulte / non (*)
 des personnes étrangères à la famille : oui, un enfant / oui, un adulte / non (*)
 d'autres animaux : oui / non (*)
 - le chien est malade en voiture : oui / non (*)
 - il peut très bien/ difficilement/ ne peut pas rester seul à la maison. (*) Combien de temps ?
 - il est propre dans la maison : oui / non (*)
 - il cherche à s'échapper de la maison ou du jardin : oui / non (*)

Raison pour laquelle vous cédez votre chien.

.....

.....

 (*) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

Les informations suivantes ne peuvent pas être communiquées aux personnes candidates à l'adoption

Renseignements sur le propriétaire précédent (cédant l'animal)

Nom et prénom	
Date de naissance	
Adresse complète	
Téléphone	
Fax si disponible	
e-mail si disponible	

Par la présente, je soussigné(e) déclare me défaire librement du chien susmentionné et le confier au représentant du refuge

En signant ce document je renonce à tout droit sur cet animal et en laisse libre disposition au refuge.

Je déclare que les informations au sujet du chien sont conformes à la réalité et que s'il devait être prouvé que j'ai fourni sciemment des informations erronées, je suis prêt(e) à en assumer l'entière responsabilité.

Participation aux frais ¹

- Prise en charge :
 - Transport :
 - Vaccinations :
 - Autres :

Fait en deux exemplaires

à
 le

Total :

Lu et approuvé,

Signature du représentant du refuge

Signature du propriétaire de l'animal

¹ Mention facultative

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 11

Registre des entrées et des sorties des chiens / chats dans une pension

Date d'entrée	Numéro de puce électronique	Date sortie	Remarques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 12

Dimensions minimales pour la détention des chiens et chats**I. SURFACES AU SOL MINIMALES (en m²) POUR LES CHIENS**

Lorsque plusieurs chiens de tailles différentes sont détenus ensemble, la hauteur au garrot à prendre en considération pour le calcul de la surface minimale est celle du chien le plus grand.

Nombre de chiens	Taille au garrot					
	Inférieure à 25 cm	Inférieure à 30 cm	Inférieure à 40 cm	Inférieure à 60 cm	Inférieure à 75 cm	Supérieure à 75 cm
1 ou 2	4	6	7	10	12	16
Par chien supplémentaire	2	3	3,5	5	6	8

II. SURFACES AU SOL MINIMALES (en m²) POUR LES ENCLOS DE MISE BAS UTILISABLES POUR UNE CHIENNE AVEC SES JEUNES

Age des chiots	Taille au garrot de la femelle reproductrice					
	Inférieure à 25 cm	Inférieure à 30 cm	Inférieure à 40 cm	Inférieure à 60 cm	Inférieure à 75 cm	Supérieure à 75 cm
Jusqu'à quatre semaines	3	4	4,5	6	7	9
De quatre à huit semaines	4	6	7	10	12	16

III. HAUTEUR MINIMALE POUR LES ENCLOS DES CHIENS

Au moins deux fois la hauteur au garrot du chien le plus grand dans l'enclos avec une hauteur minimum de 75 cm.

IV. DIMENSIONS MINIMALES POUR LES ENCLOS DES CHATS

Nombre de chats	Surface au sol minimale (en m ²)	Hauteur minimale (en m)
1 ou 2	3	1,80
Par chat supplémentaire	1,5	

V. DIMENSIONS MINIMALES POUR LES ENCLOS DE MISE BAS UTILISABLES POUR UNE CHATTE AVEC SES JEUNES

Age des chatons	Surface au sol minimale (en m ²)	Hauteur minimale (en m)
Jusqu'à quatre semaines	3	1,80
De quatre à dix semaines	4	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 13

Dimensions minimales pour la détention des animaux**TABLEAU 1. DIMENSIONS MINIMALES POUR LES CAGES POUR PETITS RONGEURS ET LAPINS****a) Cages pour petits rongeurs**

Espèce	Superficie (cm ² par animal)		Hauteur (cm)	Exigences particulières
	détention individuelle	détention en groupe		
Chinchilla	3000 de préférence en groupe	2000	80	- Au moins 2 niveaux - Bain de sable - Branches
Cobaye	3000 de préférence en groupe	1200	30	—
Dègue (Octodon degus)	1500 de préférence en groupe	750	50	- Possibilité de grimper - Bain de sable - Possibilité de fourir
Tamias striatus (Tamia strié)	1500	750 de préférence individuellement	50	- Possibilité de grimper
Gerbille et Mérione de Mongolie (Meriones Unguiculatus)	1000	500 avec une surface minimale de 1000 de préférence individuellement ou par paire	25	- Bain de sable - Possibilité de fourir
Mérione de Perse (Meriones Persicus)	1000	500 avec une surface minimale de 1000 de préférence en groupe	20	- Bain de sable - Possibilité de fourir
Hamster	1000	500 avec une surface minimale de 1000 de préférence individuellement	20	-Bain de sable -Possibilité de fourir
Rat	1500 de préférence en groupe	375 avec surface minimale de 1500	30	-Possibilité de grimper
Souris	1000 de préférence en groupe	100 avec une surface minimale de 1000	15	-Possibilité de grimper

b) Cages pour lapins

Poids de l'animal (kg)	Superficie (cm ² par animal)		Largeur (cm)	Hauteur (cm)
	détention individuelle	détention en groupe		
inférieur à 1kg	3400	1200	40	40
entre 1kg et 3kg	4800	2500	50	70
Supérieur à 3kg	7200	2500	60	70

TABLEAU 2. DIMENSIONS MINIMALES POUR LES CAGES DES FURETS

Superficie (m ² par animal)	Hauteur minimale de la cage (m)	Exigences particulières
0,5	0,8	- Possibilité de se cacher - Au moins 3 niveaux

TABLEAU 3. NORMES MINIMALES POUR LES CAGES D'OISEAUX

Les espèces d'oiseaux sont mentionnées à titre d'exemple.

Tableau en cm³

Longueur de l'oiseau (de la tête au bout de la queue)	Cages (cm ³ par animal)		Volières (cm ³ par animal)
	Détention individuelle	Détention en groupe	
jusqu'à 18 cm (petits exotiques, canaris, inséparables, petites perruches)	11.000	8.000	20.000
jusqu'à 30 cm (perruches, grands canaris, perroquets, pigeons exotiques)	94.000	31.000	125.000
jusqu'à 40 cm (amazones, perroquets gris)	94.000	75.000	187.000
plus de 40 cm (aras)	450.000	560.000	1.250.000

TABLEAU 4. DIMENSIONS MINIMALES POUR VIVARIUMS

(en cm : L = longueur, B = largeur, H = hauteur)

a) Serpents

- Chaque serpent peut étirer les 2/3 du corps horizontalement à tout moment.

- N'importe quel serpent peut utiliser les installations du vivarium à tout moment.
- Les dimensions de la longueur et de la largeur du vivarium peuvent différer des normes décrites ci-dessous, à condition que la superficie totale soit au moins égale à la superficie des vivariums décrits ci-dessous.

a.1) Espèces terrestres:

H : au moins 1/3 de la longueur totale de l'animal, avec un minimum de 20 cm

B : au moins 2/3 de la longueur totale de l'animal, avec un minimum de 20 cm

L : au moins 2/3 de la longueur totale de l'animal, avec un minimum de 30 cm

Lorsque plus d'un animal est détenu dans un vivarium, la hauteur du vivarium doit être au moins de 30 cm. Pour chaque animal supplémentaire, le vivarium est agrandi avec:

- B : au moins 1/3 de la longueur totale de l'animal le plus grand, avec un minimum de 30 cm

- L : au moins 1/3 de la longueur totale de l'animal le plus grand, avec un minimum de 30 cm

Dans un vivarium, cinq animaux au maximum sont détenus.

a.2) Espèces arboricoles et semi arboricoles:

H : au moins 2/3 de la longueur totale de l'animal, avec un minimum de 40 cm

B : au moins 1/2 de la longueur totale de l'animal, avec un minimum de 20 cm

L : au moins 2/3 de la longueur totale de l'animal, avec un minimum de 30 cm

Lorsque plus d'un animal est détenu dans un vivarium, la hauteur du vivarium doit être au moins de 40 cm. Pour chaque animal supplémentaire, le vivarium est agrandi avec:

- B : au moins 1/3 de la longueur totale de l'animal le plus grand, avec un minimum de 30 cm

- L : au moins 1/3 de la longueur totale de l'animal le plus grand, avec un minimum de 30 cm

Dans un vivarium, cinq animaux au maximum sont détenus.

Pour les serpents d'une longueur totale de plus de deux mètres, les dimensions suivantes s'appliquent:

H : au moins 1/2 de la longueur totale de l'animal

B : au moins 1/2 de la longueur totale de l'animal

L : au moins 3/4 de la longueur totale de l'animal

b) Tortues

Les dimensions pour un animal détenu individuellement sont :

Longueur : quatre fois la longueur de la carapace ventrale avec un minimum de 60 cm

Largeur : deux fois la longueur de la carapace ventrale avec un minimum de 30 cm

Pour chaque animal supplémentaire, le vivarium est agrandi avec :

Longueur : quatre fois la longueur du plastron de l'animal le plus grand

Largeur : une fois la longueur du plastron de l'animal le plus grand

Toutes les tortues peuvent utiliser les installations du vivarium à tout moment.

b.1) Espèces terrestres et semi-aquatiques

Un maximum de 20 animaux sont détenus dans un vivarium.

Pour les espèces semi-aquatiques, une partie aquatique est prévue dont la superficie et la profondeur sont adaptées à l'espèce. La surface terrestre s'élève au moins à 1/4 de la superficie requise du vivarium.

b.2) Espèces aquatiques

Pour les espèces aquatiques, la surface aquatique est au moins égale à 80 % de la superficie requise du vivarium et la surface terrestre au moins égale à 10% de cette superficie.

La profondeur de la partie aquatique doit être au moins égale à deux fois la largeur du plastron de la tortue la plus grande.

c) Lézards et Crocodiliens

Un maximum de 5 animaux sont détenus dans un vivarium.

Chaque animal peut utiliser les installations du vivarium à tout moment.

Les dimensions se basent toujours sur le spécimen le plus grand, longueur queue comprise.

c.1) Espèces terrestres:

H : au moins 2/3 de la longueur de l'animal, avec un minimum de 40 cm

B : au moins une fois la longueur de l'animal, avec un minimum de 40 cm

L : au moins trois fois la longueur de l'animal, avec un minimum de 50 cm

Pour chaque animal supplémentaire, une superficie est ajoutée, égale à dix fois la longueur de l'animal le plus grand, exprimée en cm².

c.2) Espèces arboricoles et semi arboricoles:

H : au moins 2 x la longueur de l'animal, avec un minimum de 80 cm

B : au moins une fois la longueur de l'animal, avec un minimum de 50 cm

L : au moins trois fois la longueur de l'animal, avec un minimum de 60 cm

Pour chaque animal supplémentaire, une superficie est ajoutée, égale à dix fois la longueur de l'animal le plus grand, exprimée en cm².

d) Amphibiens

Les dimensions se basent toujours sur la longueur totale, le cas échéant y compris la longueur de la queue, du spécimen le plus grand.

d.1) Espèces terrestres:

Animaux de moins de 5 cm de long :

	H	B	L
Moins de 10 spécimens	35	30	35
Plus de 10 spécimens (maximum 30)	40	40	60

Animaux de plus de 5 cm de long :

Un maximum de 20 animaux sont détenus dans un vivarium.

H : au moins 40 cm

B : au moins 5 x la longueur de l'animal, avec un minimum de 40 cm

L : au moins 10 x la longueur de l'animal, avec un minimum de 60 cm

d.2) Espèces arboricoles :

Animaux de moins de 5 cm de long :

	H	B	L
Moins de 10 spécimens	60	30	35
Plus de 10 spécimens (maximum 30)	60	40	40

Animaux de plus de 5 cm de long :

Un maximum de 20 animaux sont détenus dans un vivarium.

H : au moins 80 cm

B : au moins 5 x la longueur de l'animal, avec un minimum de 40 cm

L : au moins 10 x la longueur de l'animal, avec un minimum de 60 cm

d.3) Espèces aquatiques:

Longueur (cm)	Volume d'eau (l) Jusqu'à 5 spécimens	Volume d'eau supplémentaire (l par animal supplémentaire)
≤ 10	5	0,5
> 10 et < 20	10	1
≥ 20	20	2

TABLEAU 5. NORMES MINIMALES POUR AQUARIUMS

Le volume d'eau est exprimé en litre, filtre non compris.

a) Poissons d'eau douce

Un minimum de :

- 0,10 litre d'eau par cm de poisson pour les poissons d'une longueur égale ou inférieure à 5 cm, avec un minimum de 40 litres ;
- 0,30 litre d'eau par cm de poisson pour les poissons d'une longueur de 5 cm à 10 cm, avec un minimum de 60 litres ;
- 1,50 litre d'eau par cm de poisson pour les poissons d'une longueur de 10 cm ou plus, avec un minimum de 100 litres.

Ces normes ne s'appliquent pas aux Betta splendens mâles ni aux Cyprinodontidés. Les Betta splendens mâles et les Cyprinodontidés doivent être détenus dans minimum 10 litres d'eau.

Le nombre de poissons par aquarium est adapté au volume d'eau et aux capacités de filtration et d'aération de l'aquarium.

b) Poissons marins

Au moins 2 litres d'eau par cm de poisson, avec un minimum de :

- 180 litres pour les poissons d'une longueur égale ou inférieure à 15 cm ;
- 250 litres pour les poissons d'une longueur de plus de 15 cm.

Le nombre de poissons par aquarium est adapté au volume d'eau et aux capacités de filtration et d'aération de l'aquarium.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 14

Modèle de convention entre le refuge et la famille d'accueil

Entre (NOM et Prénom),
gestionnaire du refuge

N° d'agrément :

Et

..... (NOM et Prénom)

..... (adresse)
ci-après dénommée « la Famille d'accueil » (« FA »)

Type(s) ou espèce(s) pouvant être hébergée(s) :

O chiens O chats O chevaux O oiseaux O rongeurs O autre :

Nombre maximum d'animaux pouvant être hébergés par la famille d'accueil :

Lieu d'hébergement et conditions de détention :

.....
.....
.....
.....

Date de la visite du lieu d'hébergement de la famille d'accueil par le gestionnaire :

.....
.....

Animaux détenus par la famille d'accueil :

.....
.....

Rapport de visite :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Par cette convention, les deux parties acceptent de se conformer aux conditions suivantes :

C. 1 – La famille d'accueil s'engage à accueillir temporairement l'animal ou les animaux à son domicile.

C. 2 – La FA reconnaît que le refuge reste propriétaire de plein droit de l'animal confié. La FA en sera toutefois légalement responsable pendant la durée de la prise en charge.

Aucune décision concernant le placement, le transfert de responsabilité, l'euthanasie ou des quelconques soins ou opérations vétérinaires ne peuvent être prises sans l'accord écrit du refuge.

C. 3 – La FA s'engage auprès du refuge à prodiguer tous les soins nécessaires à l'animal et fournir les traitements recommandés par le refuge. Elle s'engage à répondre à ses besoins physiologiques et éthologiques et à détenir l'animal dans un lieu d'hébergement adapté à ses besoins et à respecter le Code wallon du Bien-être des animaux, les clauses du contrat d'adoption du refuge et les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements

C. 4 – La FA s'engage à accepter la visite du gestionnaire du refuge et / ou du vétérinaire de contrat ou son suppléant à son domicile.

C. 5 – En cas d'accident, la responsabilité de la FA pourra être pleinement engagée juridiquement et financièrement.

C. 6 – La FA s'engage à garder l'animal (sauf cas d'extrême urgence) durant un délai déterminé d'un commun accord entre les deux parties, mais pourra prolonger, avec l'accord du refuge, si elle le désire.

C. 7 – La FA s'engage à présenter à la demande du refuge l'animal périodiquement pour un check-up vétérinaire et pour assurer le protocole de soin. Le choix du vétérinaire est effectué en concertation avec le refuge.

En cas d'urgence, la FA a la possibilité de se rendre chez un vétérinaire tiers - conventionné ou non avec le refuge - après accord écrit du refuge. Les frais vétérinaires seront pris en charge par le refuge. A défaut d'accord écrit, les frais vétérinaires sont à charge de la FA.

Dans le cas de blessures, de maladie ou d'accident intervenant pendant la durée du contrat, les frais engagés seraient à la charge de la FA, le refuge se réservant tous droits de poursuite et ne pouvant être tenu responsable.

C. 8 – Sur simple demande du gestionnaire du refuge et sans justification nécessaire, la FA s'engage à restituer l'animal sans délai au refuge.

C. 9 – Le refuge s'engage à fournir l'alimentation et le matériel nécessaire.

C. 10 – À tout moment et sans justification, le refuge peut mettre fin à ce contrat et la FA se verra dans l'obligation de restituer immédiatement l'animal au refuge, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, droit ou avantage quelconque.

C. 11 – La famille d'accueil informe immédiatement le refuge en cas d'impossibilité de continuer à accueillir les animaux qui lui sont confiés. Le refuge s'engage à recueillir les animaux au plus tard le lendemain de la demande de la famille d'accueil.

Fait à....., le

Signature du gestionnaire du refuge,

Signature du vétérinaire de contrat du refuge,

Signature de la Famille d'accueil,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Fait à....., le

Signature du gestionnaire du refuge,

Signature du vétérinaire de contrat du refuge,

Signature de la M^mille d'accueil,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 40 novembre 4344 relatif aux conditions d'agrément des établissements pour animaux et aux conditions de détention et de commercialisation au sein de ces établissements.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la M^mrêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/30526]

24. NOVEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.8 § 2, D.28 § 1, § 3 und § 5, D.29 § 3, D.30 § 1 und § 2, D.43;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.148;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. April zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 14. September 2007, 18. März 2009, 15. November 2010 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 und vom 7. Februar 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017 zur Festlegung der Vorschriften über die Werbung zur Vermarktung oder Verschenkung von Tierarten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 über die Sterilisation der Hauskatzen;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 10. Juni 2021;

Aufgrund der am 5. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. Juli 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 9. Mai 2014 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere;

Aufgrund der am 1. Dezember 2016, am 12. Juni 2019 und am 21. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahmen des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere;

Aufgrund der am 3. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 115/2022;

Aufgrund des am 4. August 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.767/2/V;

Aufgrund der gemäß der Richtlinie 2015/1535/EG erfolgten Notifizierung vom 25. Juli 2022 und des Ausbleibens einer offiziellen Reaktion der Europäischen Kommission und der Mitgliedstaaten während der am 26. Oktober 2022 abgelaufenen Stillhaltefrist;

In Erwägung des Berichts an den Minister für Tierschutz, der am 28. Februar 2019 von den wallonischen Abgeordneten Philippe Dodrion und Isabelle Moynet zum Thema der wallonischen Zuchtstätten eingereicht wurde; dass dieser Bericht das Ergebnis einer parlamentarischen Mission zur Reflexion über die Hundezuchtstätten in der Wallonie ist, die vom Minister für Tierschutz in Auftrag gegeben wurde;

In der Erwägung, dass die Vorschriften über die Zulassung von Einrichtungen und die Vermarktung von Tieren angepasst werden müssen, um den bei den Kontrollen vor Ort festgestellten Problemen entgegenzuwirken;

In Erwägung, dass die Feststellungen gezeigt haben, dass es äußerst komplex ist, die Qualität der Bedingungen, unter denen Hunde und Katzen im Ausland gezüchtet werden, sicherzustellen und diesbezüglich zuverlässige Garantien zu erlangen;

In der Erwägung, dass es ebenso kompliziert ist, die Einhaltung der Bedingungen während des Transports dieser Tiere zu gewährleisten;

In Erwägung, dass der vorliegende Erlass darauf abzielt, für Tiere, die auf dem Gebiet der Wallonie verkauft werden, tierschutzgerechte Haltungsbedingungen zu gewährleisten;

Auf Vorschlag der Ministerin für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;

2° Identifizierungsdaten: Rasse, Geschlecht, Geburtsdatum, Fellfarbe und Beschaffenheit des Fells und gegebenenfalls Identifizierungszeichen und Sterilisationsstatus des Tieres;

3° ein Auslaufbereich: ein Innen- oder Außenbereich, der es den Tieren ermöglicht, ihre physiologischen und ethologischen Bedürfnisse auszuleben;

4° Hobbyzuchtstätte: eine Zuchtstätte, die pro Jahr nicht mehr als fünf Würfe Hunde oder Katzen hervorbringt;

5° Gelegentliche Zuchtstätte: eine Zuchtstätte, die pro Jahr nicht mehr als einen Wurf Hunde oder Katzen hervorbringt;

6° Gewerbsmäßige Zuchtstätte: eine Zuchtstätte, die pro Jahr mehr als fünf Würfe Hunde oder Katzen hervorbringt;

7° Einrichtung: je nach Fall die gelegentliche Zuchtstätte, die Hobbyzuchtstätte, die gewerbsmäßige Zuchtstätte, die Tierpension, die Handel treibende Einrichtung oder das Tierheim;

8° Sachverständiger: ein unabhängiger Tierarzt, der im Verzeichnis der Kammer eingetragen ist, das im Gesetz vom 19. Dezember 1950 zur Einrichtung der Tierärztekammer genannt wird;

9° Vermittler für die Vermarktung oder Verschenkung von Hunden oder Katzen: derjenige, der auf eigene Rechnung oder für Rechnung Dritter Hunde oder Katzen zum Verkauf oder zur Verschenkung anbietet, die aus der Zucht eines Dritten stammen;

10° Absonderungsraum: ein Raum, in dem kranke oder neu eingetroffene Tiere abgesondert werden sollen;

11° Pflegeraum: ein Raum, in dem Untersuchungen, Behandlungen und kleinere tierärztliche Eingriffe vorgenommen werden können;

12° Ausweis: das in Artikel 21 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 576/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Juni 2013 über die Verbringung von Heimtieren zu anderen als Handelszwecken und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 998/2003 erwähnte Schriftstück;

13° Verantwortlicher der Einrichtung: die Person, die in der Einrichtung eine Funktion ausübt oder die Fähigkeit hat, Entscheidungen zu treffen;

14° Dienststelle: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört, oder die juristische oder natürliche Person, die zur Vertretung der Dienststelle bestimmt wurde;

15° Vertragstierarzt: ein Tierarzt oder sein in gegenseitigem Einvernehmen bestimmten Stellvertreter, der im Verzeichnis der Kammer eingetragen ist, das im Gesetz vom 19. Dezember 1950 zur Einrichtung der Tierärztekammer genannt wird.

KAPITEL 2 — Registrierung der Einrichtungen

Art. 2 - § 1. Der Minister kann die Modalitäten eines Registrierungsverfahrens für die folgenden Einrichtungen festlegen:

1° 1° Zuchtstätten von kleinen Nagetieren, Kaninchen, Frettchen, Vögeln, Fischen, Reptilien und Amphibien mit dem Ziel, sie an Privatpersonen zu verkaufen;

2° Tierpensionen für kleine Nagetiere, Kaninchen, Frettchen, Vögel, Fische, Reptilien und Amphibien.

§ 2. Die in § 1 genannten Einrichtungen müssen die in Anhang 13 genannten Normen einhalten.

KAPITEL 3 — Zulassung der Einrichtungen

Art. 3 - Jede Einrichtung wird vor ihrer Eröffnung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassen.

Art. 4 - Pro Postanschrift wird nur eine Zulassung für eine Einrichtung ausgestellt.

Abweichend von Absatz 1 können unter derselben Postanschrift ausgestellt werden:

1° eine Zulassung für eine gelegentliche Zuchtstätte, eine Hobbyzuchtstätte oder eine gewerbsmäßige Zuchtstätte für Hunde und eine Zulassung für eine gelegentliche Zuchtstätte, eine Hobbyzuchtstätte oder eine gewerbsmäßige Zuchtstätte für Katzen;

2° eine Zulassung für eine gelegentliche Zuchtstätte, eine Hobbyzuchtstätte oder eine gewerbsmäßige Zuchtstätte für Hunde und eine Zulassung für eine gelegentliche Zuchtstätte, eine Hobbyzuchtstätte oder eine gewerbsmäßige Zuchtstätte für Katzen und eine Zulassung für eine Tierpension;

3° eine Zulassung für ein Tierheim und eine Zulassung für eine Tierpension;

4° eine Zulassung für eine Handel treibende Einrichtung und eine Registrierung für eine Pension für kleine Nagetiere, Kaninchen, Frettchen, Vögel, Fische, Reptilien oder Amphibien.

Mit der Erteilung einer Zulassung für eine bestimmte Zuchtkategorie erlischt jede andere für dieselbe Tierart erteilte Zuchtzulassung.

Für jede Zulassung muss ein gesonderter Antrag gestellt werden.

KAPITEL 4 — Verfahren für die Zulassung von Einrichtungen

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Unterabschnitt 1 — Gebühr

Art. 5 - Der Verwalter zahlt die in Artikel D.30 § 2 des Gesetzbuchs vorgesehene Gebühr.

Die Gebühr beläuft sich auf:

1° für eine gelegentliche Zuchtstätte: 50 Euro;

2° für eine Hobbyzuchtstätte: 250 Euro;

3° für eine gewerbsmäßige Zuchtstätte: 500 Euro;

4° für eine Handel treibende Einrichtung: 500 Euro;

5° für eine Tierpension: 250 Euro.

Die Beträge werden am 1. Januar jedes Jahres auf der Grundlage des Index der Verbraucherpreise für den vorhergehenden Monat Oktober indiziert. Sie werden an den Schwellenindex für den Monat Oktober 2022 gebunden.

Tierheime sind von der Zahlung der Gebühr befreit.

Unterabschnitt 2 — Mittel, um einem Dokument ein sicheres Datum zu verleihen und Berechnung der Fristen

Art. 6 - Um den Dokumenten ein sicheres Datum zu verleihen, erfolgt jeder Versand auf einem der folgenden Wege:

1° durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung;

2° durch Verwendung einer ähnlichen Methode, die es ermöglicht, dem Versand und dem Empfang des Schriftstücks ein sicheres Datum zu verleihen, unabhängig davon, welcher Postzustellungsdienst verwendet wird;

3° durch Abgabe eines Schriftstücks gegen Empfangsbestätigung;

4° elektronisch.

Die Versendung erfolgt spätestens am Tag der Fälligkeit.

Der Tag des Empfangs des Schriftstücks, der den Ausgangspunkt bildet, ist darin nicht enthalten.

Abweichend von Absatz 4 ist, wenn die Versendung elektronisch erfolgt und der Tag der Versendung des Schriftstücks ein Samstag, Sonntag oder Feiertag ist, der Tag des Empfangs des Schriftstücks, mit dem die Frist beginnt, der nächstfolgende Werktag.

Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mitgerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Werktag verlegt.

Abschnitt 2 — Gelegentliche Zuchtstätte

Art. 7 - § 1. Der Antrag auf Zulassung wird vom Verwalter der gelegentlichen Zuchtstätte mit dem in Anhang 1 aufgeführten, ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Formular bei der Dienststelle eingereicht.

§ 2. Der Antrag umfasst folgende Unterlagen:

1° eine Kopie des Vertrags mit dem Tierarzt, der in Artikel 79 erwähnt wird und dessen Muster in Anhang 2 aufgeführt ist;

2° eine Kopie des Besuchsberichts der Einrichtung, dessen Muster in Anhang 3 enthalten ist, der innerhalb eines Monats vor dem Zulassungsantrag vom Vertragstierarzt ordnungsgemäß ausgefüllt und unterzeichnet wurde und in dem er seine Feststellungen zur Gesundheit, zum Wohlbefinden und zur Sozialisierung der Tiere, zu ihren Haltungsbedingungen und zum Personal, das mit der Pflege und der Sozialisierung befasst ist, auführt;

3° eine Liste der Kennzeichnungen der Zuchttiere der Zuchtstätte, die in der offiziellen Registrierungsplattform für Hunde oder der offiziellen Registrierungsplattform für Katzen registriert sind;

4° einen Nachweis über die Zahlung der in Artikel 5 festgelegten Gebühr.

Wenn er noch keine Tiere hält, fügt der Antragsteller seinem Zulassungsantrag die im vorherigen Absatz unter den Punkten 2° und 3° genannten Dokumente nicht bei.

§ 3. Wenn der Antragsteller wegen eines Verstoßes gemäß Artikel 105 des Gesetzbuches verurteilt oder ein früherer Antrag auf Zulassung abgelehnt wurde, fügt er dem Antrag auf Zulassung den Nachweis bei, dass Abhilfemaßnahmen ergriffen oder die Anpassung an die Vorschriften gewährleistet ist.

Art. 8 - § 1. Der Antrag auf Zulassung ist unzulässig, wenn:

1° die Dienststelle zuvor einen Verstoß gemäß Artikel 105 des Gesetzbuches festgestellt hat und der Antragsteller nicht nachweist, dass Abhilfemaßnahmen ergriffen wurden;

2° die Einrichtung zuvor Gegenstand einer Ablehnung der Zulassung war und der Antragsteller nicht nachweisen kann, dass er den Anmerkungen, die der Ablehnung zugrunde lagen, Folge geleistet hat;

3° der Antragsteller Gegenstand des in Artikel D.29, § 1, Absatz 2 des Gesetzbuches erwähnten Verbots ist;

4° der Antragsteller gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches einem Verbot unterliegt, ein oder mehrere Tiere zu halten;

5° dem Antragsteller gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches die Genehmigung zur Haltung eines Tieres gemäß Artikel D.6 des Gesetzbuches entzogen wurde.

§ 2. Innerhalb von 20 Werktagen nach Eingang des Antrags:

1° wenn der Antrag unvollständig ist, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller eine Aufstellung der fehlenden Unterlagen und weist darauf hin, dass das Verfahren ab dem Datum des Eingangs dieser Unterlagen neu beginnt. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von 30 Tagen, um seinen Antrag zu vervollständigen. Andernfalls wird sein Antrag für unzulässig erklärt;

2° wenn der Antrag vollständig ist, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie angibt, dass der Antrag vollständig ist;

3° wenn der Antrag gemäß § 1 unzulässig ist, teilt die Dienststelle dem Antragsteller die Entscheidung über die Unzulässigkeit mit.

Art. 9 - Die Dienststelle entscheidet innerhalb von 30 Tagen nach der Empfangsbestätigung, in der die Vollständigkeit des Antrags bestätigt wird, über den Antrag auf Zulassung.

Die Entscheidung wird dem Antragsteller mitgeteilt. Eine Kopie der Entscheidung wird zur Information an die Gemeindeverwaltung und den Vertragstierarzt gesendet.

Die Zulassung ist für eine Dauer von sechs Jahren gültig. Sie kann erneuert werden, wenn ein neuer Antrag gemäß Artikel 7 gestellt wird.

Art. 10 - Ein Wechsel des Vertragstierarztes wird innerhalb eines Monats gemeldet, indem der Dienststelle eine Abschrift des neuen Vertrags zugestellt wird.

Abschnitt 3 — Hobbyzuchtstätte, gewerbsmäßige Zuchtstätte, Handel treibende Einrichtung, Tierpension, Tierheim

Art. 11 - § 1. Der Antrag auf Zulassung wird vom Verwalter der Hobbyzuchtstätte, der gewerbsmäßigen Zuchtstätte, der Handel treibenden Einrichtung, der Tierpension oder des Tierheims mit dem in Anhang 1 aufgeführten, ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Formular bei der Dienststelle eingereicht.

§ 2. Der Antrag umfasst folgende Unterlagen:

1° einen Gesamtplan der Einrichtung, aus dem die Funktion der Räumlichkeiten sowie die Abmessungen der Gehege oder Anlagen und gegebenenfalls die Abmessungen der den Tieren zugänglichen Außenbereiche hervorgehen;

2° eine Kopie des Vertrags mit dem Tierarzt, der in Artikel 79 erwähnt wird und dessen Muster in Anhang 2 aufgeführt ist;

3° eine Kopie des Besuchsberichts der Einrichtung, dessen Muster in Anhang 3 enthalten ist, der innerhalb eines Monats vor dem Zulassungsantrag vom Vertragstierarzt ordnungsgemäß ausgefüllt und unterzeichnet wurde und in dem er seine Feststellungen zur Gesundheit, zum Wohlbefinden und zur Sozialisierung der Tiere, zu ihren Haltungsbedingungen und zum Personal, das mit der Pflege und der Sozialisierung befasst ist, auführt;

4° eine Liste der Kennzeichnungen der Zuchttiere der Zuchtstätte, die in der offiziellen Registrierungsplattform für Hunde oder der offiziellen Registrierungsplattform für Katzen registriert sind;

5° für Tierheime eine Kopie der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Satzung der Vereinigung;

6° für Zuchtstätten, Tierpensionen und Tierheime eine Kopie der Verfahrensschritte, in denen die Maßnahmen und Verpflichtungen aufgeführt sind, die zur Erfüllung der in Artikel 47 § 1 genannten Verpflichtung eines Zugangs zu einem Auslaufbereich getroffen wurden;

7° für Zuchtstätten der in Artikel 86 § 4 erwähnte Umklassifizierungsplan;

8° für Zuchtstätten, Handel treibende Einrichtungen, Tierpensionen einen Nachweis über die Zahlung der in Artikel 5 festgelegten Gebühr;

9° eine Kopie der Ausbildungsnachweise der in der Einrichtung tätigen Personen.

Wenn er noch keine Tiere hält, fügt der Antragsteller seinem Zulassungsantrag die im vorherigen Absatz unter den Punkten 3° und 4° genannten Dokumente nicht bei.

§ 3. Wenn der Antragsteller wegen eines Verstoßes gemäß Artikel 105 des Gesetzbuches verurteilt oder ein früherer Antrag auf Zulassung abgelehnt wurde, fügt er dem Antrag auf Zulassung zudem den Nachweis bei, dass Abhilfemaßnahmen ergriffen oder die Anpassung an die Vorschriften gewährleistet ist.

Art. 12 - § 1. Der Antrag auf Zulassung ist unzulässig, wenn:

1° die Dienststelle zuvor einen Verstoß gemäß Artikel 105 des Gesetzbuches festgestellt hat und der Antragsteller nicht nachweist, dass Abhilfemaßnahmen ergriffen wurden;

2° die Einrichtung zuvor Gegenstand einer Ablehnung der Zulassung war und der Antragsteller nicht nachweisen kann, dass er den Anmerkungen, die der Ablehnung zugrunde lagen, Folge geleistet hat;

3° der Antragsteller Gegenstand des in Artikel D.29, § 1, Absatz 2 des Gesetzbuches erwähnten Verbots ist;

4° der Antragsteller gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches einem Verbot unterliegt, ein oder mehrere Tiere zu halten;

5° dem Antragsteller gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches die Genehmigung zur Haltung eines Tieres gemäß Artikel D.6 des Gesetzbuches entzogen wurde.

§ 2. Innerhalb von 20 Werktagen nach Eingang des Antrags:

1° wenn der Antrag unvollständig ist, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller eine Aufstellung der fehlenden Unterlagen und weist darauf hin, dass das Verfahren ab dem Datum des Eingangs dieser Unterlagen neu beginnt. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von 30 Tagen, um seinen Antrag zu vervollständigen. Andernfalls wird sein Antrag für unzulässig erklärt.

2° wenn der Antrag vollständig ist, übermittelt die Dienststelle ein Schreiben, in dem der Antragsteller informiert wird:

a) über den Eingang eines zulässigen und vollständigen Antrags;

b) über eine vorläufige Zulassungsnummer und die Möglichkeit, mit der Tätigkeit zu beginnen;

c) über einen Besuch durch die Dienststelle, bei dem festgestellt werden soll, ob die Einrichtung die in dem vorliegenden Erlass genannten Zulassungsbedingungen erfüllt;

d) über die Bestimmung in Artikel 14 § 1;

e) über die Tatsache, dass die aufgrund des vorliegenden Erlasses erteilte Zulassung die Einrichtung nicht davon entbindet, die notwendigen Schritte zur Einhaltung der Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung oder die Globalgenehmigung zu unternehmen oder sich bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen einzutragen;

3° wenn der Antrag gemäß § 1 unzulässig ist, teilt die Dienststelle dem Antragsteller die Entscheidung über die Unzulässigkeit mit.

§ 3. Nach Abschluss des Besuchs durch die Dienststelle gibt diese einen Besuchsbericht heraus, der entweder:

1° eine positive Stellungnahme umfasst, wenn festgestellt wird, dass die Einrichtung die in dem vorliegenden Erlass genannten Zulassungsbedingungen erfüllt;

2° eine mit Vorbehalten versehene Stellungnahme umfasst, wenn bei dem Besuch durch die Dienststelle geringfügige Mängel festgestellt werden. Der Verwalter wird aufgefordert, innerhalb der von der Dienststelle gesetzten Frist eine Anpassung vorzunehmen und den Nachweis dafür zu erbringen.

Wenn der Verwalter der Dienststelle mitteilt, dass die Anpassung an die Vorschriften erreicht wurde, kann die Dienststelle einen weiteren Besuch durchführen.

Wenn der Verwalter nach Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist dieser Aufforderung nicht nachgekommen ist oder unzureichend belegt hat, gibt die Dienststelle eine ungünstige Stellungnahme ab;

3° eine ungünstige Stellungnahme umfasst, wenn bei dem Besuch durch die Dienststelle größere Mängel festgestellt werden.

Art. 13 - § 1. Die Dienststelle kann ein öffentliches Auftragsverfahren durchführen, um Sachverständige zu bestellen, die für die Durchführung des Besuchs gemäß dem vorstehenden Artikel geeignet sind.

In Anwendung von Artikel D.148 und Artikel R.87 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden den Sachverständigen Kontrollaufgaben übertragen, die sich auf die Einhaltung der Zulassungsbedingungen des vorliegenden Erlasses beziehen, insbesondere:

1° die Anhänge 12 und 13;

2° die Anpassung an die Vorschriften im Falle einer Verweigerung, eines Entzugs oder einer Aussetzung der Zulassung;

3° die tierärztliche Überwachung der Einrichtung, insbesondere die Einhaltung der in Artikel 79 vorgesehenen Bestimmungen.

Die genaue Beschreibung der verlangten Aufgaben, der Ort, an dem sie ausgeführt werden sollen, sowie die zwischen dem Sachverständigen und der Dienststelle genutzten Kommunikationsmittel werden dem Sachverständigen von der Dienststelle mitgeteilt. Der Sachverständige handelt auf Anweisung der Dienststelle, die ihm die für die ordnungsgemäße Durchführung seiner Kontrollaufgaben erforderlichen Informationen zur Verfügung stellt.

§ 2. Der Sachverständige, im Rahmen der Ausführung seiner Kontrollaufgaben:

1° beachtet, sobald er den Besuchsauftrag angenommen hat, die in den Vorschriften festgelegten Bestimmungen und Verfahren, die Anweisungen und die Zeitpläne, die zur Gewährleistung der Kontinuität des öffentlichen Dienstes auferlegt werden können;

2° meldet der Dienststelle unverzüglich jede Änderung seiner Qualifikationen, die im Dienstleistungsauftrag zur erfolgreichen Durchführung seines Auftrags gefordert werden;

3° nimmt an den von der Dienststelle bestimmten Ausbildungen teil, um jederzeit über die erforderlichen Fachkenntnisse und Qualifikationen zu verfügen;

4° lehnt jeden Auftrag ab, der ihn in einen Interessenkonflikt bringen würde, d.h. eine Situation, in der sich ein Sachverständiger befindet, der persönlich direkte oder indirekte Interessen hat, die die Art und Weise beeinflussen könnten, wie er seine Aufgaben und die ihm von der Dienststelle übertragenen Verantwortlichkeiten erfüllt. Direkte Interessen oder indirekte Interessen beziehen sich auf jeden Vorteil, der für den Sachverständigen oder zugunsten von Personen oder Organisationen bestehen kann, mit denen er geschäftliche Beziehungen hatte, seiner Familie oder ihm nahestehenden Personen;

5° hält sich jederzeit streng an die Pflicht zur Zurückhaltung in Bezug auf die Daten, von denen er bei der Ausübung seines Auftrags Kenntnis erlangt, in Bezug auf die Daten, die sich auf die Dienststelle und dessen Verwaltung beziehen, sowie auf die Einrichtungen, in denen er seine Tätigkeit im Rahmen des Auftrags ausübt, und auf deren Geschäftsführung;

6° ist zivilrechtlich für die erbrachten Leistungen verantwortlich.

Art. 14 - § 1. Der Minister oder sein Beauftragter, der als Direktor der Dienststelle bezeichnet wird, trifft innerhalb von acht Monaten nach Erhalt des vollständigen Antrags eine Entscheidung über die Gewährung oder Ablehnung der Zulassung auf der Grundlage des oder der Berichte über den Besuch durch die Dienststelle oder ihren Beauftragten.

Wenn die Dienststelle gemäß Artikel 12 § 3 Ziffer 2° eine Frist zur Anpassung an die Vorschriften gewährt hat, wird die Frist für die Entscheidung des Ministers oder seines Beauftragten um zwei Monate verlängert.

§ 2. Wenn der Minister oder sein Beauftragter eine Entscheidung über die Erteilung der Zulassung trifft, stellt er eine Zulassungsbescheinigung aus. Die Zulassung ist für eine Dauer von zehn Jahren gültig.

Die Zulassung kann Einschränkungen hinsichtlich der Arten, der Anzahl der Tiere und der nutzbaren Strukturen unterliegen.

§ 3. Wenn der Minister oder sein Beauftragter eine Entscheidung über die Ablehnung der Zulassung trifft, informiert er den Verwalter so schnell wie möglich per Einschreiben, in dem er Folgendes erwähnt:

1° das Datum des Ablaufs der Gültigkeit der vorläufigen Zulassung, um die Einstellung der Tätigkeit zu organisieren;

2° die Notwendigkeit, den Bemerkungen, die die Ablehnung begründet haben, Folge zu leisten, bevor ein neuer Antrag auf Zulassung gestellt wird.

§ 4. In allen Fällen beendet die Entscheidung über die Erteilung oder Ablehnung einer endgültigen Zulassung die vorläufige Zulassung.

§ 5. Der Minister oder sein Beauftragter übermittelt jede Entscheidung über die Erteilung oder Ablehnung der Zulassung sowie eine Kopie der Zulassungsbescheinigung an die Gemeinde des Ortes, an dem die Einrichtung ihren Sitz hat.

Art. 15 - Gegenstand eines neuen Zulassungsantrags sind:

1° die Änderung der in Artikel 1, Ziffern 4°, 5° und 6° definierten Kategorien der Zuchtstätten;

2° die Ausweitung auf andere Tierkategorien als die, auf deren Grundlage die ursprüngliche Zulassung erteilt wurde;

3° die Erweiterung oder umfassende Änderungen der Einrichtung in Bezug auf den Gesamtplan, auf dessen Grundlage die ursprüngliche Zulassung erteilt wurde;

4° der Wechsel des Verwalters.

Art. 16 - Wenn er eine Verlängerung seiner Zulassung anstrebt, muss der Verwalter spätestens sechs Monate vor Ablauf der Gültigkeitsdauer der Zulassung bei der Dienststelle einen neuen Antrag gemäß den Artikeln 11, 12 und 14 stellen.

Im Rahmen eines Antrags auf Verlängerung der Zulassung und abweichend von Artikel 12 ist ein Besuch durch die Dienststelle nicht zwingend erforderlich.

Art. 17 - Der Verwalter informiert die Dienststelle über jede Einstellung des Betriebs der Einrichtung mindestens dreißig Tage vor diesem Vorgang, außer im Falle höherer Gewalt.

Wird der Betrieb der Einrichtung eingestellt, endet die Zulassung sofort.

Abschnitt 4 — Kontrolle der Einrichtungen und Sanktionen

Art. 18 - § 1. Unbeschadet eines oder mehrerer Verstöße gegen das Gesetzbuch oder einen in Ausführung desselben verabschiedeten Erlass, die gemäß Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches festgestellt wurden, informiert die Dienststelle den Verwalter unverzüglich per Einschreiben, wenn dieser die in Kapitel III festgelegten Zulassungsbedingungen nicht erfüllt, und teilt ihm mit, dass eine Entscheidung zur Aussetzung oder zum Entzug durch den Minister getroffen werden kann.

Der Verwalter verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Schreibens, in dem ihm mitgeteilt wird, dass er die in Kapitel III festgelegten Zulassungsvoraussetzungen nicht erfüllt, um seine Stellungnahmen und Verteidigungsmittel per Einschreiben an die Dienststelle vorzubringen.

Nach Ablauf der im vorstehenden Absatz genannten Frist sendet die Dienststelle dem Minister einen begründeten Vorschlag zur Aussetzung mit Frist zur Anpassung an die Vorschriften oder zum Entzug der Zulassung.

Die Dienststelle notifiziert die vom Minister unterzeichnete Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung per Einschreiben mit Empfangsbestätigung. Eine Kopie der Notifizierung wird zur Information an die Gemeindeverwaltung und den Vertragstierarzt übermittelt.

Erfolgt innerhalb der vorgeschriebenen Frist keine Anpassung an die Vorschriften, übermittelt die Dienststelle dem Minister einen begründeten Vorschlag für den Entzug der Zulassung.

§ 2. Die in § 1 Absatz 2 genannte Frist kann von der Dienststelle in dringenden Fällen verkürzt werden.

KAPITEL 5 — Bedingungen für die Zulassung von Einrichtungen

Art. 19 - Die Zulassungen für die gelegentliche Zuchtstätte, die Hobbyzuchtstätte, die gewerbsmäßige Zuchtstätte, die kommerzielle Einrichtung, die Handel treibende Einrichtung, die Tierpension oder das Tierheim werden unter den in diesem Kapitel festgelegten Bedingungen erteilt und aufrechterhalten.

Nach Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere kann der Minister Haltungsbedingungen festlegen, die ein höheres Maß an Tierschutz gewährleisten und die von den Einrichtungen freiwillig angewandt werden können, sowie die Modalitäten der Information über die Einrichtungen, die diese Bedingungen anwenden.

Abschnitt 1 — Haltungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bedingungen

1. Ausstattung

Art. 20 - Wenn sich gemäß Artikel 4 Absatz 2 mehrere der Zulassung unterliegende Einrichtungen an derselben Adresse befinden, ist eine Trennung zwischen den Einrichtungen vorzusehen, so dass kein Kontakt zwischen Tieren aus verschiedenen Einrichtungen besteht.

Art. 21 - § 1. Orte, an denen Tiere untergebracht werden, müssen mit einem Feueralarmsystem ausgestattet sein, das einen beginnenden Brand so schnell wie möglich erkennt und den Verwalter oder Verantwortlichen der Einrichtung auch bei Abwesenheit benachrichtigt. Die Art des Melders muss den Besonderheiten der Unterbringungsorte angepasst sein.

§ 2. In Abweichung von § 1 können sich gelegentliche Zuchtstätten mit einem optischen Rauchmelder ausstatten.

Art. 22 - In geschlossenen Räumen, in denen Tiere gehalten werden, muss ein Rauchverbot bestehen.

Art. 23 - Die Tiere werden nicht ständig im Dunkeln oder im Hellen untergebracht. Der natürliche Wechsel von Tag und Nacht wird auch an Tagen, an denen die Einrichtung geschlossen ist, eingehalten.

In jedem Fall wird die Helligkeit an die physiologischen Bedürfnisse der Tiere angepasst. Zu diesem Zweck ist eine angemessene natürliche oder künstliche Beleuchtung vorgesehen.

Art. 24 - § 1. Die Tiere sind angemessen untergebracht. Sie verfügen über ausreichend Platz, um sich zu bewegen.

Bei der Planung und Gestaltung der Einrichtung wird dem artspezifischen Verhalten sowie den physiologischen und ethologischen Bedürfnissen der Tiere Rechnung getragen.

Die Anlagen sind so gestaltet, dass alle Tiere ausreichend und abwechslungsreich stimuliert werden.

§ 2. Der Bau der Anlagen sowie die Zäune sind stabil und machen ein Entkommen unmöglich.

§ 3. Die verwendeten Materialien werden so ausgewählt und instand gehalten, dass sich die Tiere nicht verletzen oder vergiften können.

Alle spitzen oder scharfen Gegenstände sind für die Tiere unerreichbar.

§ 4. Räumlichkeiten, Ausrüstungsgegenstände und Anlagen für Tiere sowie Materialien, mit denen die Tiere in Berührung kommen, sind leicht abwaschbar und optimal zu desinfizieren.

§ 5. Die Räumlichkeiten oder Unterkünfte für Tiere sind so gestaltet, dass Temperatur und Luftfeuchtigkeit den physiologischen Bedürfnissen der anwesenden Tiere angepasst werden können.

§ 6. Die Räumlichkeiten müssen ausreichend be- und entlüftet werden, um Kondensation, übermäßige Feuchtigkeit oder schädliche Gase zu vermeiden.

§ 7. Anlagen für Tiere im Freien müssen gegen schlechte Witterungsbedingungen beständig sein.

Die Tiere haben im Freien einen schattigen Platz während der warmen und sonnigen Perioden sowie einen Schutz vor Kälte, Zugluft, Regen und Bodenfeuchtigkeit.

Handelt es sich um einen künstlichen Unterstand, so ist dessen Eingang groß genug, damit das Tier ungehindert hindurchgehen kann, und er ist so bemessen, dass es sich darin problemlos bewegen kann.

Art. 25 - Die Einrichtung verfügt über einen Raum, in dem bestimmte Tiere isoliert werden können. Dieser Raum ist von den anderen Tieren getrennt und befindet sich außerhalb von Bereichen mit häufigem Durchgangsverkehr.

Art. 26 - Die Einrichtung ist so gestaltet, dass Futter unter hygienisch einwandfreien Bedingungen gelagert werden kann. Für die Lagerung von Frischfleisch, Fisch oder anderen verderblichen Waren ist eine Kühleinrichtung erforderlich.

Art. 27 - Kadaver, Abfall, Einstreu und Exkremate dürfen nicht an Orten gelagert werden, an denen sich lebende Tiere befinden oder Futtermittel gelagert werden. Sie werden auf eine von den zuständigen Behörden festgelegte Weise gelagert und entsorgt.

2. Personal

Art. 28 - § 1. Für die Pflege und Sozialisierung der Tiere, die Instandhaltung der Tierunterkünfte und die Leitung der Einrichtung steht angemessen ausgebildetes, entlohntes oder ehrenamtliches Personal zur Verfügung. Der Minister kann Bedingungen hinsichtlich der Anzahl und Ausbildung dieses Personals festlegen.

Der Verwalter hält die Liste und die Arbeitszeit des Personals auf dem neuesten Stand. Die Liste wird den Kontrollbehörden zur Verfügung gehalten.

§ 2. Außer wenn es sich um Einrichtungen, die als gelegentliche Zuchtstätte zugelassen sind, handelt, muss mindestens der Verwalter oder ein Mitglied des ständigen Personals über einen der folgenden Abschlüsse, Zertifikate oder Bescheinigungen verfügen:

1° ein Diplom "Tierpflege" oder "Tierarzthelfer" des Sekundarschulwesens;

2° ein Diplom "Bachelor in Agronomie, Fachrichtung Tiertechnologie";

3° ein Diplom "Bachelor in Veterinärmedizin";

4° ein Universitätszeugnis in Tiermanagement;

5° ein Diplom "Ausbildung zum Unternehmensleiter" oder "Ausbildung zur Koordination und Betreuung" in Bezug auf den Tiersektor, das vom IFAPME ausgestellt wird;

6° eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss einer Ausbildung von mindestens 50 Stunden im Zusammenhang mit dem Tierbereich, die vom Minister oder der Behörde anerkannt wird und mindestens folgende Elemente behandelt:

- a) Gesetzgebung zum Tierschutz, einschließlich des Gesetzbuches, des vorliegenden Erlasses, des Artenschutzübereinkommens CITES und der europäischen Gesetzgebung zur Rückverfolgbarkeit von Tieren;
- b) Grundlagen der Ethologie, des Tierschutzes und der Tiergesundheit;
- c) Grundlagen der Haltungspraxis und Hygiene bei der Unterbringung von Tieren;
- d) Grundlagen zu den ethologischen und physiologischen Bedürfnissen der Tiere, die in den durch den vorliegenden Erlass zugelassenen Einrichtungen gehalten werden, darunter Unterbringung, Ernährung, Sozialisierung und Anreicherung.

Damit die Ausbildung anerkannt wird, reicht der Organisator die Zusammenfassung des Inhalts des Ausbildungsprogramms bei der Dienststelle ein. Der Minister oder die Dienststelle trifft innerhalb von acht Wochen nach Eingang des Antrags eine Entscheidung über die Anerkennung der Ausbildung.

Die Liste der anerkannten Ausbildungen wird auf dem Tierschutzportal veröffentlicht.

§ 3. Der Verwalter stellt sicher, dass Personen, die an der Pflege von Tieren beteiligt sind, einschließlich Pflegefamilien, und die nicht über einen der in § 2 genannten Abschlüsse, Zertifikate oder Bescheinigungen verfügen, eine interne Ausbildung erhalten, die sich bezieht auf:

- 1° das Wohlbefinden und die Pflege von Tieren;
- 2° soweit erforderlich, die Auswahl und Fortpflanzung von Tieren;
- 3° soweit erforderlich, die Grundlagen der Erziehung und Sozialisierung von Tieren.

Der Verwalter legt einen Plan für die Weiterbildung von Personen fest, die an der Pflege von Tieren beteiligt sind, einschließlich der Pflegefamilien, und erstellt in Absprache mit dem Vertragstierarzt einen Leitfaden für bewährte Verfahren. Der Leitfaden für bewährte Verfahren enthält mindestens die Normen des vorliegenden Erlasses, die für die betreffende Einrichtung gelten, sowie Empfehlungen, um ein höheres Maß an Tierschutz zu gewährleisten.

§ 4. Eine Person, der die Tierhaltungsgenehmigung gemäß Artikel D.6 des Gesetzbuches entzogen wurde oder der gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches verboten wurde, ein oder mehrere Tiere zu halten, darf nicht zum Personal gehören. Die Mitglieder des ständigen Personals legen bei ihrer Einstellung einen Auszug aus der zentralen Datei vor, der gemäß Artikel D.144 § 2 Absatz 2 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches vor weniger als neunzig Tagen ausgestellt wurde.

3. Pflege

Art. 29 - Wer mit Tieren in Kontakt kommt, behandelt diese sanft und sachkundig und fördert ihre Sozialisierung, d. h. die Entwicklung von Beziehungen zu Artgenossen und zum Menschen.

Art. 30 - Die Tiere erhalten in ausreichender Menge qualitativ hochwertiges Futter, das ihrem Alter, ihrem Gewicht und ihrem Aktivitätsgrad sowie ihren spezifischen Bedürfnissen entspricht. Das Futter wird in geeigneten und saubereren Behältern sowie in einer Regelmäßigkeit verteilt, die ihren spezifischen Bedürfnissen entspricht.

Wenn mehrere Tiere an einem Ort untergebracht sind, wird die Futterverteilung so gesteuert, dass Konkurrenz zwischen den Tieren vermieden wird.

Art. 31 - Den Tieren steht ständig sauberes Trinkwasser zur Verfügung. Es wird in geeigneter Weise verteilt und regelmäßig erneuert.

Der Verwalter oder sein Personal stellt sicher, dass das Wasser unabhängig von den Witterungsbedingungen zugänglich ist.

4. Verwaltung

Art. 32 - Mit Ausnahme von Tieren, die von Natur aus Einzelgänger sind, und von Tieren, die aus gesundheitlichen oder verhaltensbedingten Gründen isoliert werden, dürfen Tiere nicht ständig allein gehalten werden.

Sie werden in Begleitung eines Artgenossen oder zumindest eines anderen Tieres gehalten, mit dem sie interagieren können.

Art. 33 - Wenn Tiere an demselben Ort untergebracht sind, werden die notwendigen Vorkehrungen getroffen, um Aggressionen zu vermeiden.

Arten oder Tiere, die entweder von Natur aus oder ohne Grund asozial sind, werden getrennt gehalten. Das System der Trennung verhindert, dass sich die Tiere gegenseitig verletzen.

Art. 34 - Die Tiere werden mindestens zweimal täglich kontrolliert, auch an Tagen, an denen die Einrichtung geschlossen ist. Ein Kontrolldokument wird täglich, auch an Tagen, an denen die Einrichtung geschlossen ist, ausgefüllt.

Wenn die Tiere nicht gesund erscheinen oder Verhaltensstörungen zeigen, leitet der Verwalter oder sein Personal unverzüglich die notwendigen Schritte ein, um die Ursachen zu ermitteln und Abhilfe zu schaffen. Der Vertragstierarzt wird so schnell wie möglich hinzugezogen, wenn die Tiere nicht ausreichend auf die Pflege des Verwalters oder seines Personals reagieren.

Art. 35 - Der Verwalter oder sein Personal gewährleistet:

- 1° die Verlegung der kranken Tiere in den Absonderungsraum oder ihre Übernahme durch einen Tierarzt;
- 2° für jedes neu eingetroffene Tier die Einhaltung einer Isolations- oder Beobachtungsphase, deren Modalitäten vom Vertragstierarzt vorgeschrieben werden;
- 3° eine angemessene Reinigung und Desinfektion der Räumlichkeiten, Einrichtungen und Anlagen für Tiere sowie des Materials, mit dem die Tiere in Berührung kommen;
- 4° Maßnahmen gegen unerwünschte Tiere, die Krankheiten einschleppen könnten;
- 5° Maßnahmen zur Bekämpfung von Innen- und Außenparasiten

5. Vermarktung, Abgabe und Adoption von Tieren

Art. 36 - Die nach Artikel 14 § 2 ausgestellte Zulassungsbescheinigung ist in der Einrichtung sichtbar anzubringen.

Art. 37 - § 1. Unbeschadet des Artikels D.46 des Gesetzbuches ist es verboten, Tiere zu vermarkten und abzugeben:

- 1° die Krankheitssymptome aufweisen oder an einer dem Verkäufer bekannten Krankheit leiden;
- 2° die nicht entwöhnt sind oder vorzeitig entwöhnt wurden;
- 3° die ausgesetzt wurden, verloren oder streunend sind.

In Abweichung von Absatz 1 ist die Abgabe von Tieren, die Krankheitssymptome aufweisen oder an einer Krankheit leiden, zulässig, sofern der Empfänger schriftlich darüber informiert wurde.

§ 2. Der Verwalter oder sein Personal dürfen keine falschen Angaben über das Alter, die Herkunft oder die Bezeichnung eines zum Verkauf, zur Abgabe oder zur Adoption bestimmten Tieres machen oder eine irreführende Werbung betreiben, um den Verkauf, die Abgabe oder die Adoption eines Tieres zu fördern.

Art. 38 - Für jede Tierart wird auf der Infrastruktur, in der die Tiere gehalten werden, vermerkt, dass die Tiere in der Einrichtung nur vorübergehend untergebracht sind und beim Käufer bessere Haltungsbedingungen vorfinden müssen.

Art. 39 - Die Zulassungsnummer der Einrichtung muss in jeder Veröffentlichung oder Werbung angegeben werden.

Art. 40 - Der Verwalter oder sein Personal berät den Kaufinteressenten bei der Auswahl eines Tieres, indem er mit ihm die Liste der Fragen durchgeht, die vor dem Erwerb eines Tieres zu stellen sind; diese Liste ist in Anhang 7 enthalten und kann vom Verwalter durch spezifische Fragen zur jeweiligen Art ergänzt werden.

Die Liste der in Absatz 1 genannten Fragen wird:

- 1° jedem Besucher der Einrichtung schriftlich oder auf elektronischem Wege zur Verfügung gestellt;
- 2° für die Besucher der Einrichtung sichtbar ausgehängt.

Der Kaufinteressent beantwortet die genannten Fragen schriftlich oder auf elektronischem Wege. Der Verwalter bewahrt das ausgefüllte und datierte Dokument während eines Zeitraums von zwei Jahren ab dem tatsächlichen Erwerb auf. Im Falle des Erwerbs eines Hundes oder einer Katze wird das Dokument zusammen mit dem Garantieschein aufbewahrt.

Wenn der tatsächliche Erwerb nicht stattfindet, wird das Dokument vernichtet.

Unterabschnitt 2 — Besondere Bedingungen für die Haltung von Hunden und Katzen

1. Ausstattung

Art. 41 - § 1. Hunde und Katzen werden nicht angebunden gehalten.

§ 2. Abweichend von § 1 dürfen Hunde für die Dauer der Fütterung angebunden werden, wenn diese nur von kurzer Dauer ist und nur, wenn es keine andere Möglichkeit gibt, oder aus Gründen, die von einem Tierarzt angeordnet wurden.

Art. 42 - Hunde und Katzen werden in sozialen Gruppen aus miteinander verträglichen Individuen untergebracht, sofern keine verhaltensbedingten, gesundheitlichen oder tierärztlichen Kontraindikationen vorliegen.

Art. 43 - § 1. Die Abmessungen der Anlagen für Hunde und Katzen müssen an die Größe der Tiere angepasst sein. Die erforderlichen Mindeststandards sind in Anhang 12 aufgeführt. Bei der Berechnung der Abmessungen von Gehegen wird die Fläche berücksichtigt, die für das Tier ständig zugänglich ist.

Werden Hunde unterschiedlicher Größe zusammen gehalten, so ist bei der Berechnung der Mindestfläche die Widerristhöhe des größten Hundes zu berücksichtigen.

Privat gehaltene Tiere, die in den Räumlichkeiten der Einrichtung untergebracht sind, werden bei der Berechnung der erforderlichen Mindestfläche mitgezählt.

Von den in Absatz 1 genannten Mindestnormen kann während der Isolation des Tieres oder solange das Tier der Pflege bedarf, abgewichen werden, sofern sein Aufenthalt nicht unnötig verlängert wird.

§ 2. Bei der Berechnung der Größe von Wurfkisten wird nur die Größe des Muttertieres berücksichtigt. Diese Gehege dürfen für das Muttertier ab einer Woche vor der Geburt sowie für die Jungtiere und ihre Mutter bis zu einem Alter von höchstens acht Wochen bei Welpen bzw. zehn Wochen bei Kätzchen verwendet werden.

Außer in Tierheimen darf ein Welpe, der jünger als acht Wochen ist, oder ein Kätzchen, das jünger als zehn Wochen ist, nicht allein in einem Gehege gehalten werden, es sei denn, der Vertragstierarzt begründet dies schriftlich.

§ 3. Das Gehege ist so gestaltet, dass die Tiere die Möglichkeit haben, die Außenwelt zu sehen und mit ihr zu interagieren. Außer wenn es sich um Wurfkisten handelt, ermöglicht mindestens eine Seite des Geheges den Tieren, aus dem Gehege herauszusehen. Die offene oder durchsichtige Fläche beträgt mindestens 1/4 der Fläche dieser Seite und befindet sich auf Augenhöhe der Tiere, die sich darin aufhalten.

Art. 44 - Weibliche Tiere im letzten Stadium der Trächtigkeit und mit noch nicht entwöhnten Jungtieren müssen innerhalb ihrer Einrichtung über geeignetes Nistmaterial und eine angemessene Wärmequelle verfügen.

Weibliche Tiere mit Jungtieren, die älter als drei Wochen sind, müssen die Möglichkeit haben, sich frei von den Jungtieren abzusondern oder bei ihnen zu bleiben, es sei denn, es liegt eine schriftliche Begründung des Tierarztes vor.

Art. 45 - § 1. In Tierunterkünften müssen Böden, Wände und andere Oberflächen, die mit den Tieren in Berührung kommen, aus widerstandsfähigem, nicht wasserabsorbierendem, verrottungsfestem, ungiftigem und leicht abwaschbarem und desinfizierbarem Material bestehen.

Der Boden ist eben, gut drainiert, nicht rutschig und nicht scheuernd. Ein Holzboden ist außer für den Schlafplatz verboten.

Abweichend davon gilt § 1 nicht für Hunde, die in der Landwirtschaft eingesetzt werden, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

- 1° bei der Zuchtstätte handelt es sich um einen landwirtschaftlichen Betrieb;

2° der Käufer erwirbt das Tier im Rahmen seiner landwirtschaftlichen Tätigkeit, die gemäß den geltenden Normen eingetragen ist;

3° die physiologischen und ethologischen Bedürfnisse der Tiere werden respektiert.

§ 2. Die Verwendung von Rosten ist untersagt.

§ 3. Den Tieren steht ein vom Boden isolierter, trockener und bequemer Liegebereich zur Verfügung.

Art. 46 - In Einrichtungen, in denen Tiere in Innenräumen gehalten werden, ist für eine ausreichende natürliche Beleuchtung zu sorgen.

Art. 47 - § 1. Hunde und Katzen haben regelmäßig Zugang zu einem Auslaufbereich.

Wenn ein ständiger Zugang nicht möglich ist, werden die Hunde mindestens alle zwei Tage für eine Stunde ausgeführt.

Außer wenn es sich um gelegentliche Zuchtstätten handelt, weist der Verantwortliche der Einrichtung dies auf Verlangen der Dienststelle nach, z. B. durch Kamerabilder oder die Aufzeichnung auf einem Mikrochip.

Der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung arbeitet ein Verfahren aus, das von der Dienststelle bestätigt wird und in dem die Maßnahmen und Verpflichtungen aufgeführt sind, die zur Erfüllung dieser Auflage getroffen wurden.

§ 2. Der Zugang zum Auslaufbereich ist nicht obligatorisch für:

1° Hündinnen mit Welpen, die weniger als vier Wochen alt sind, und weibliche Katzen mit noch nicht entwöhnten Jungtieren;

2° kranke Tiere;

3° Tiere, wenn die klimatischen Bedingungen ungünstig sind und ihr Wohlbefinden beeinträchtigen könnten;

4° aus tierärztlichen Gründen oder bei Tieren, die in Isolation untergebracht sind.

Art. 48 - Die Bereiche, in denen die Tiere leben, werden mit Gegenständen und Zubehör angereichert, die ihren ethologischen Bedürfnissen entsprechen.

Katzen verfügen über Objekte, die sie erklettern können, und über Objekte, an denen sie ihre Krallen benutzen können. Es sind Ruhebereiche auf verschiedenen Ebenen vorgesehen.

Welpen und Kätzchen ab einem Alter von vier Wochen haben verschiedene Gegenstände zur Verfügung und werden regelmäßig stimuliert, damit sie sich an Alltagsgeräusche gewöhnen und ihre Sinne schärfen können.

Erwachsene Hunde haben ständig einen geeigneten Gegenstand zum Nagen zur Verfügung. Wenn sie in Gruppen gehalten werden, werden diese Gegenstände regelmäßig verteilt, aber nur unter Aufsicht.

Art. 49 - Die Einstreu wird regelmäßig erneuert. Für Gruppen bis zu fünf Katzen steht pro Katze mindestens eine Katzentoilette zur Verfügung. Für Gruppen ab sechs Katzen steht für je zwei Katzen mindestens eine Katzentoilette zur Verfügung.

Die Katzentoiletten werden mindestens einmal täglich gereinigt, wobei alle festen Ausscheidungen entfernt und mit Urin gesättigte Streu ersetzt wird.

Die Katzentoiletten werden getrennt von Futter- und Wasserbehältern aufgestellt.

Art. 50 - Einrichtungen, in denen mehr als fünfundzwanzig ausgewachsene Tiere gehalten werden, verfügen über einen Pflegeraum.

Dieser Raum ist vom Absonderungsraum getrennt und ausgestattet mit:

1° Wänden und einem Boden, die gewaschen und desinfiziert werden können;

2° elektrischen Steckdosen;

3° fließendem, warmem und kaltem Wasser;

4° einer ausreichenden Beleuchtung, um Eingriffe durchführen zu können;

5° einem Untersuchungstisch;

6° einem Unterbringungskäfig;

7° Desinfektionsmitteln.

2. Pflege

Art. 51 - Ab der vierten Woche erhalten die Jungtiere festes Futter.

Sofern der Vertragstierarzt nichts anderes empfiehlt, erfolgt die vollständige Trennung von Muttertier und Jungtieren nicht vor dem Alter von:

1° acht Wochen bei Hunden;

2° zwölf Wochen bei Katzen.

Sofern der Vertragstierarzt nichts anderes empfiehlt oder es materiell unmöglich ist, wie z.B. beim Tod der Mutter, haben Welpen unter acht Wochen und Jungtiere unter zwölf Wochen ständig die Möglichkeit, mit ihrer Mutter Kontakt zu haben.

Art. 52 - Die Krallen der Hunde werden regelmäßig kontrolliert und bei Bedarf geschnitten.

Das Fell wird gepflegt und falls nötig gebürstet, getrimmt oder geschoren.

3. Verwaltung

Art. 53 - § 1. Der Verwalter einer Zuchtstätte führt:

1° ein Inventar, das die Daten aller weiblichen Tiere umfasst, die ab dem ersten Decken zur Zucht verwendet werden, und dessen Muster in Anhang 5 festgelegt ist.

Weibliche Katzen, die vor dem 1. November 2017 geboren wurden, werden ebenfalls gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Kennzeichnung und Registrierung der Katzen identifiziert und registriert;

2° für jeden Wurf ein datiertes Zuchtblatt mit einer Folgenummer, dessen Muster in Anhang 6 festgelegt ist.

Der Vertragstierarzt trägt die Wurfdaten in den Ausweis oder das Gesundheitsbuch des Muttertieres ein. Der Verwalter lässt das Zuchtblatt bei der Kennzeichnung der Welpen oder Kätzchen durch den Vertragstierarzt bestätigen.

§ 2. Bei Änderungen werden die in Paragraph 1 genannten Angaben innerhalb von 48 Stunden aktualisiert.

4. Vermarktung

Art. 54 - Jeder Besucher der Einrichtung kann eine Kopie des in Anhang 8 genannten Garantiescheins und die in Anhang 7 genannte Liste der Fragen, die vor dem Erwerb eines Tieres zu stellen sind, einsehen.

Der Verwalter sorgt für die Bekanntmachung dieser Informationen, indem er sie in dem Bereich, in dem er die Kaufinteressenten empfängt, deutlich sichtbar anbringt.

Vor dem Verkauf zeigt der Verwalter dem Erwerber die Mutter des Welpen oder des Kätzchens.

Art. 55 - § 1. Eine Zuchtstätte gibt ausschließlich Hunde oder Katzen ab oder vermarktet sie, insofern aus ihrer eigenen Produktion stammen und auf dem Gebiet der Wallonischen Region geboren wurden.

§ 2. Es ist untersagt, folgende Tiere zu vermarkten, abzugeben oder zur Adoption freizugeben:

1° Katzen, die jünger als zwölf Wochen sind;

2° Hunde, die jünger als acht Wochen sind;

3° Katzen oder Hunde, die nicht gemäß den gesetzlichen Vorschriften identifiziert oder registriert wurden;

4° Katzen oder Hunde ohne ein gesetzlich vorgeschriebenes Dokument zur Identifizierung oder Registrierung;

5° Katzen, die nicht sterilisiert wurden;

§ 3. Abweichend von § 2 Ziffer 1 können Tierheime in Abwesenheit ihrer Mutter Kätzchen zur Adoption freigeben, die jünger als zwölf Wochen sind.

§ 4. In Abweichung von Paragraph 2 Ziffer 5 wird eine für die Zucht bestimmte Katze nicht sterilisiert, wenn der Käufer ein zugelassener Züchter ist. Die Katze wird sterilisiert, sobald sie nicht mehr für die Zucht bestimmt ist.

§ 5. Es ist verboten, Kätzchen oder Welpen in Abwesenheit der Mutter zu präsentieren oder auszustellen, mit Ausnahme von Tieren in Tierheimen oder falls dies materiell nicht möglich ist, wie z.B. beim Tod der Mutter.

§ 6. Der Käufer eines Tieres kann die Daten über den Wurf einsehen, mit Ausnahme der Kontaktdaten der anderen Käufer.

Art. 56 - § 1. Der Verantwortliche der Einrichtung stellt dem Käufer entweder auf Papier oder elektronisch, indem er sich persönlich an den Käufer wendet, die erforderlichen, vom Vertragstierarzt genehmigten und unterzeichneten Richtlinien für die Fütterung, Unterbringung, Pflege, Erziehung und Sozialisierung des Tieres zur Verfügung. Dieses Dokument informiert den Käufer auch über genetische Krankheiten, potenzielle Erbfehler und die Besonderheiten der Rasse, für die er sich entscheidet.

§ 2. Die Dienststelle kann ein Muster der in § 1 genannten Richtlinien auf dem Tierschutzportal veröffentlichen. Dieses Muster kann vom Verantwortlichen der Einrichtung entsprechend den Besonderheiten der verkauften oder zur Adoption freigegebenen Tiere ergänzt werden.

Art. 57 - § 1. Beim Verkauf eines Hundes oder einer Katze informiert der Verwalter den Käufer über den Impfstatus des Tieres, das Risiko der Übertragung von Erbfehlern bei unsachgemäßer Verpaarung und gibt eine Garantie für die Gesundheit des Tieres. Zu diesem Zweck übergibt er dem Käufer einen ordnungsgemäß ausgefüllten Garantieschein, der dem Muster in Anhang 8 entspricht.

Eine Ausfertigung dieses Garantiescheins wird vom Verkäufer mindestens zwei Jahre lang aufbewahrt. Dieses Exemplar wird zur Verfügung der Dienststelle gehalten.

§ 2. Hunde werden vermarktet, wenn sie mindestens eine Erstimpfung gegen das Canine Parvovirus 2 (CPV-2), das Staupevirus (CDV) und das Virus der Hepatitis contagiosa canis (CAV) erhalten haben. Katzen werden vermarktet, wenn sie mindestens eine Erstimpfung gegen das Feline Panleukopenie-Virus (FPV), das Feline Calicivirus (FCV) und das Feline Herpesvirus (FHV-1) erhalten haben.

Der Minister kann:

1° Maßnahmen ergreifen, um bestimmte Krankheiten in den Einrichtungen zu entdecken und auszurotten;

2° die Methoden und Tests festlegen, die zur Diagnose dieser Krankheiten verwendet werden sollen;

3° die in § 2 genannten Krankheiten entsprechend den wissenschaftlichen Entwicklungen aktualisieren.

Unterabschnitt 3 — Besondere Bedingungen für die Haltung von kleinen Säugetieren, Vögeln, Reptilien, Amphibien und Aquarienfischen

1. Ausstattung

Art. 58 - § 1. Die Abmessungen der Tieranlagen sind an die Größe der Tiere angepasst.

Die erforderlichen Mindeststandards sind folgende:

1° für Käfige für kleine Nagetiere und Kaninchen die in Anhang 13, Tabelle 1 aufgeführten Mindeststandards;

2° für Käfige für Frettchen die in Anhang 13, Tabelle 2 aufgeführten Mindeststandards;

3° für Käfige und Volieren für bestimmte Vögel die in Anhang 13, Tabelle 3 aufgeführten Mindeststandards;

4° für Vivarien für Eidechsen, Schildkröten, Schlangen und Amphibien die in Anhang 13, Tabelle 4 aufgeführten Mindeststandards;

1° für Aquarien die in Anhang 13, Tabelle 5 aufgeführten Mindeststandards.

Arten, die unterschiedliche ethologische Bedingungen erfordern, dürfen nicht zusammen gehalten werden.

§ 2. Der Minister kann genauere Regeln bezüglich der Haltungsbedingungen der verschiedenen Tierarten, die in Paragraph 1 genannt werden, festlegen.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 Ziffer 3 gelten die Mindeststandards nicht für Jungvögel, die noch von ihren Eltern abhängig sind oder mit der Hand gefüttert werden.

Art. 59 - Für kleine Nagetiere und Kaninchen gibt es Nagematerial, Versteckmöglichkeiten und Anreicherungs-material.

Art. 60 - Die Größe von Käfigen und Volieren für Vögel ermöglicht es ihnen, ungehindert eine kurze Strecke zu fliegen, mit den Flügeln zu schlagen, sich problemlos zu drehen und ihre Federn zu glätten.

Die Käfige und Volieren sind mit Sitzstangen ausgestattet, deren Durchmesser der jeweiligen Vogelart angepasst ist und deren Länge proportional zur Anzahl der Vögel ist, sodass alle Vögel gleichzeitig auf ihnen sitzen können. Diese Sitzstangen befinden sich nicht über Wasser oder Futter.

Die Einrichtungen ermöglichen es den Vögeln, ein Bad in Wasser oder Sand zu nehmen. Andere Vorrichtungen, wie z. B. Sprühvorrichtungen, können eingerichtet werden, wenn der Leiter der Einrichtung nachweisen kann, dass ihre Verwendung für die jeweilige Vogelart geeignet ist.

Art. 61 - § 1. Vivarien für Amphibien und Reptilien verfügen über ein Thermometer und ein Hygrometer.

Diese Vivarien sind je nach den Bedürfnissen der Art mit Steingärten, Ästen, künstlichen Pflanzen und einer Wasserfläche angereichert. Sie werden angemessen belüftet und sind mit einem Luftbefeuchter und einem angemessenen Heizsystem entsprechend den Bedürfnissen der Art ausgestattet.

§ 2. Reptilien verfügen über eine Beleuchtung mit UV-Strahlern, die den Bedürfnissen der Art entspricht.

Für Schlangen ist eine Beleuchtung mit UV-Strahlern nicht vorgeschrieben, es sei denn, sie ist für die Bedürfnisse der Art erforderlich.

§ 3. Für Schlangen und je nach Bedarf auch für Eidechsen gibt es Versteckmöglichkeiten.

§ 4. Vivarien für Landtiere sind mit einem ständig trockenen Landbereich ausgestattet. Halbaquatische Schildkröten verfügen über einen der Gruppengröße angepassten Landbereich.

§ 5. Tiere in Winterstarre verfügen über einen geeigneten Platz, der nicht der Öffentlichkeit ausgesetzt ist.

Territoriale Tiere werden getrennt oder zusammen mit verträglichen Arten gehalten.

§ 6. Je nach Chamäleonart ist ein Tropfsystem vorgesehen oder es wird regelmäßig gesprüht.

Art. 62 - Für Fische ist jedes Aquarium mit einem Thermometer ausgestattet. Der Verwalter stellt den Kontrollbehörden geeignete Systeme zur Verfügung, mit denen die in Artikel 72 § 5 genannten Parameter überprüft werden können.

Art. 63 - Das Wasser in jedem Aquarium wird durch ein individuelles oder zentrales Filtersystem gereinigt und mit einem individuellen Luftverteiler oder einem anderen effektiven Belüftungssystem versehen.

Das Aquarium darf nicht kugelförmig sein.

Die Einrichtung verfügt über ausreichend Ausrüstung für die Handhabung mit Fischen, so dass diese für jedes Aquarium oder jede Gruppe von Aquarien, die in Reihe geschaltet sind, eigens vorhanden ist. Die Ausrüstung für die Handhabung von Fischen wird regelmäßig gereinigt und desinfiziert.

2. Pflege

Art. 64 - Der Stress für die Tiere wird so weit wie möglich begrenzt, insbesondere bei der Reinigung der Vivarien.

Art. 65 - § 1. Je nach den Bedürfnissen der jeweiligen Tierart wird die Einstreu regelmäßig erneuert.

Die für kleine Säugetiere vorgesehene Einstreu wird regelmäßig erneuert, damit sie ausreichend trocken ist.

§ 2. Das für Amphibien und Reptilien vorgesehene Substrat oder die Unterlage wird sauber und frei von Parasiten gehalten. Das Substrat oder die Unterlage wird mindestens einmal im Monat sowie bei jedem Wechsel der Arten im Vivarium vollständig ausgetauscht.

Art. 66 - Wasservögel verfügen über Wasser zum Baden.

Art. 67 - Bei Landtieren wird das Wasser in den Tränken mindestens täglich gewechselt und die Tränken werden sauber gehalten.

Art. 68 - Bei Fischen liegt der Nitritgehalt (NO₂) im Wasser unter 0,3 mg pro Liter.

Der Grad der Filterung und Belüftung berücksichtigt die Anzahl der Fische im Aquarium.

Art. 69 - Die den Tieren angebotene Nahrung muss den Bedürfnissen der jeweiligen Art entsprechen.

Die Fütterung mit lebenden Wirbeltieren ist verboten. Abweichend davon ist die Fütterung mit lebenden Wirbeltieren aus tierärztlich nachgewiesenen Überlebensgründen zulässig.

Art. 70 - Der Minister kann genauere Regeln bezüglich der Pflege der verschiedenen Tierarten, die in Artikel 58 Paragraf 1 genannt werden, festlegen.

3. Verwaltung

Art. 71 - Der Verwalter einer Handel treibenden Einrichtung stellt der Dienststelle folgende Dokumente zur Verfügung:

1° eine Liste mit den Kontaktdaten der Tierlieferanten;

2° ein Register der Todesfälle, insgesamt oder nach Arten geordnet.

Art. 72 - § 1. Der vorliegende Artikel gilt in Bezug auf die Räumlichkeiten von Handel treibenden Einrichtungen, die der Öffentlichkeit zugänglich sind. Die Informationen über diese Bestimmungen müssen für die Öffentlichkeit sichtbar sein.

§ 2. Der genaue wissenschaftliche Name der Tiere, ausgenommen Frettchen, Kaninchen, Meerschweinchen, Hamster, Mäuse und Ratten, ist an den Infrastrukturen, in denen die Tiere gehalten werden, gut lesbar anzubringen. Falls ein gebräuchlicher Name existiert, wird dieser ebenfalls angegeben.

§ 3. Jede gehaltene Amphibien- oder Reptilienart wird zumindest mit ihrem wissenschaftlichen Namen identifiziert. Für jede Art ist auf der Infrastruktur, in der die Tiere gehalten werden, eine praktische Beschreibung der empfohlenen Haltungsbedingungen für die folgenden Werte angegeben:

1° Temperaturbereiche bei Tag und Nacht;

2° Luftfeuchtigkeitsbereiche;

3° Art des Vivariums und Mindestabmessungen desselben entsprechend der gehaltenen

§ 4. Für jede Amphibien- und Reptilienart wird außerdem angegeben:

1° das Herkunftsland;

2° die Tatsache, dass diese Tiere in Gefangenschaft gezüchtet oder gefangen wurden;

3° das natürliche Biotop;

4° der CITES-Schutzstatus;

5° die Ernährung des ausgewachsenen Tieres und des Jungtieres;

6° die maximale ausgewachsene Größe;

7° der Grad der erforderlichen Eignung der Käufer je nach dem Grad der Komplexität der Haltung des Tieres;

8° gegebenenfalls die Verpflichtung, eine Umweltgenehmigung oder eine tierärztliche Bescheinigung zu besitzen.

§ 5. Jede gehaltene Fischart wird zumindest mit ihrem wissenschaftlichen Namen identifiziert. Zudem wird für jede Art auf der Infrastruktur, in der die Tiere gehalten werden, eine praktische Beschreibung der empfohlenen Haltungsbedingungen für die folgenden Werte angegeben:

1° der Salzgehalt oder Dichte des Wassers für Meerwasser;

2° der pH-Wert für Süßwasser;

3° die Härte, gH und kH, oder die Leitfähigkeit bei Süßwasser;

4° die Wassertemperatur.

§ 6. Für jede Tierart werden die folgenden Informationen angegeben:

1° Schätzung der durchschnittlichen jährlichen Kosten für die Haltung des Tieres, als Richtwert;

2° durchschnittliche Lebenserwartung des Tieres;

3° Sozialisierung des Tieres (Gruppen- oder Einzelhaltung);

4° Größe des Tieres im Erwachsenenalter;

5° ggf. Normen, die im Gesetzbuch oder seinen Ausführungserlassen für die Haltung dieser Art durch Privatpersonen vorgesehen sind.

§ 7. Der Minister kann genauere Regeln für die Information der Öffentlichkeit über die verschiedenen Tierarten in Handel treibenden Einrichtungen für Tiere festlegen.

Art. 73 - § 1. Der Verantwortliche der Einrichtung händigt dem Käufer die notwendigen Anweisungen zur Fütterung, Unterbringung und Pflege des Tieres auf Papier oder in elektronischer Form aus.

§ 2. Die Dienststelle kann ein Muster der in § 1 genannten Richtlinien auf dem Tierschutzportal veröffentlichen. Dieses Muster kann vom Verantwortlichen der Einrichtung entsprechend den Besonderheiten der verkauften oder zur Adoption freigegebenen Tiere ergänzt werden.

§ 3. Beim Verkauf informiert der Verantwortliche der Einrichtung oder sein Personal den Käufer über den Impfstatus des Tieres, seinen Sterilisationsstatus, seine Parasitenbehandlungen und das Risiko der Übertragung von Erbfehlern bei unsachgemäßer Verpaarung.

4. Vermarktung

Art. 74 - Kein Tier, das mit einem Tier in Berührung gekommen ist, das an einer ansteckenden Krankheit leidet, darf verkauft werden, es sei denn, der Vertragstierarzt erklärt es für gesund und vermarktungsfähig.

Art. 75 - Der Minister kann besondere Bedingungen für die Vermarktung von kleinen Säugetieren, Vögeln, Reptilien, Amphibien und Aquarienfischen festlegen.

Unterabschnitt 4 — Besondere Bedingungen für die Haltung exotischer Tiere in Tierheimen

Art. 76 - Die Bestimmungen dieses Abschnitts gelten nur für Tierheime, denen exotische Tiere anvertraut werden, die zuvor von Privatpersonen in Gefangenschaft gehalten oder gezüchtet wurden.

Art. 77 - § 1. Die Abmessungen der Anlagen sind an die Größe der Tiere angepasst.

§ 2. Arten, für die in diesem Erlass keine Unterbringungsstandards festgelegt sind, werden nach den für zoologische Gärten festgelegten Standards gehalten.

Tiere, deren Aufenthalt gemäß den Bestimmungen von Artikel 94 § 1 verlängert wird, werden gemäß den für zoologische Gärten festgelegten Standards gehalten.

Art. 78 - Den Tieren wird Anreicherungsmaterial zur Verfügung gestellt, um möglichst vielfältige und natürliche Verhaltensweisen zu stimulieren.

Abschnitt 2 — Betriebsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bedingungen

Art. 79 - § 1. Der Verwalter stellt einen Vertrag mit einem Vertragstierarzt auf. Das Muster dieses Vertrags ist in Anhang 2 festgelegt.

§ 2. Im Rahmen dieses Vertrags arbeiten der Tierarzt und der Verwalter zusammen, um Verfahren einzuführen, die das Wohlbefinden, die Gesundheit, die Pflege, die Sozialisierung, d.h. die Entwicklung von Beziehungen zu Artgenossen und zum Menschen, und die Unterbringung der Tiere gewährleisten.

§ 3. Der Tierarzt führt prophylaktische Maßnahmen durch und erteilt angemessene Ratschläge in Bezug auf Haltung, Fortpflanzung, genetische Auswahl, Pflege, Ernährung, Hygiene, Anreicherung des Lebensraums und Sozialisierung der Tiere.

§ 4. Außer wenn es sich um gelegentliche Zuchtstätten handelt, sind die Verfahren schriftlich niedergelegt und ein System der Selbstkontrolle wird eingeführt, um die Einhaltung der Verfahren zu gewährleisten.

§ 5. Diese Unterlagen werden der Dienststelle zur Verfügung gehalten.

Art. 80 - § 1. Der Vertragstierarzt oder sein im Vertrag benannter Stellvertreter führt die Kennzeichnung der Tiere und die notwendigen Impfungen durch.

§ 2. Der Vertragstierarzt trägt die von ihm durchgeführten Impfungen mit dem Namen des Impfstoffs, der Chargennummer und dem Datum der Verabreichung in den amtlichen Ausweis für Tiere, die über diesen verfügen müssen, oder in das personalisierte Gesundheitsbuch für andere Tiere ein, nachdem er die Identifizierungsdaten des Tieres überprüft oder vervollständigt hat. Er vermerkt darin seinen Namen und setzt seine Unterschrift darunter.

§ 3. In den Zuchtstätten überprüft der Vertragstierarzt bei der Identifizierung der Jungtiere die Identifizierung der Mutter und gegebenenfalls die Identifizierung des Vaters sowie die Übereinstimmung im Zuchtblatt und validiert diese Angaben.

§ 4. Der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung beauftragt den Vertragstierarzt mit der Durchführung der Kontrollbesuche der Einrichtung, deren Mindestfrequenzen wie folgt festgelegt sind:

1° in Zuchtstätten von Hunden und Katzen:

a) gelegentliche Zuchtstätten: ein Besuch pro Wurf;

b) Hobbyzuchtstätten: ein Besuch pro Quartal;

c) Gewerbsmäßige Zuchtstätten: ein Besuch pro Monat;

2° in den Handel treibenden Einrichtungen für Tiere: ein Besuch pro Quartal in Einrichtungen, in denen Fische, kleine Säugetiere, Vögel, Reptilien oder Amphibien gehalten werden;

3° in den Tierpensionen:

a) ein Besuch pro Quartal bei bis zu maximal 20 Plätzen für Hunde oder Katzen;

b) ein Besuch pro Monat, wenn es mehr als 20 Plätze für Hunde oder Katzen gibt.

Wenn der Verantwortliche der Einrichtung während des festgelegten Zeitraums keine Tiere in der Einrichtung untergebracht hat und dies anhand des vorgeschriebenen Registers gemäß Artikel 88 nachweist, ist der Kontrollbesuch nicht obligatorisch;

4° in Tierheimen;

a) ein Besuch pro Quartal in Einrichtungen, in denen nur andere Tierarten als Hunde oder Katzen gehalten werden;

b) ein Besuch pro Monat, wenn dort Hunde oder Katzen gehalten werden;

c) Besuche in Pflegefamilien auf der Grundlage der Risikoanalyse oder wenn dort mehr als 10 Tiere untergebracht sind.

Wenn der Verantwortliche der Einrichtung während des festgelegten Zeitraums keine Tiere in der Einrichtung untergebracht hat und dies anhand des vorgeschriebenen Registers gemäß Artikel 96 nachweist, ist der Kontrollbesuch nicht obligatorisch.

Der Stellvertreter des Vertragstierarztes hat zum einen die Aufgabe, den Vertragstierarzt zu vertreten, wenn dieser nicht verfügbar ist, und zum anderen in jedem Fall mindestens einmal alle zwei Jahre die Kontrollbesuche durchzuführen.

Wenn der Stellvertreter den Vertragstierarzt ersetzt, übernimmt er alle Aufgaben, die der Vertragstierarzt ausübt.

§ 2. Bei jedem seiner Besuche verfasst der Vertragstierarzt einen Bericht, dessen Muster in Anhang 3 festgelegt ist, und der folgende Angaben enthält:

1° das Datum seines Kontrollbesuchs und seine Unterschrift;

2° seine Beobachtungen, Bemerkungen und eventuellen Empfehlungen bezüglich der Gesundheit, des Wohlbefindens und der Sozialisierung der Tiere, ihrer Haltungsbedingungen und des mit der Pflege und der Sozialisierung befassten Personals.

Bei dem in Anhang 3 festgelegten Muster handelt es sich um Mindestanforderungen, die durch spezifische Bemerkungen des Tierarztes zu den gehaltenen Tierarten und der Art der Einrichtung ergänzt werden können.

§ 3. Die Besuchsberichte sind in der Einrichtung aufzubewahren und den Kontrollbehörden mindestens zwei Jahre lang zur Verfügung zu halten.

§ 4. Wenn der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung den Vertragstierarzt nicht in den festgelegten Abständen hinzuzieht oder auf seine Bemerkungen und Empfehlungen nicht angemessen reagiert, informiert der Vertragstierarzt die Dienststelle schriftlich darüber.

§ 5. Das Honorar des Vertragstierarztes ist vom Verwalter zu tragen.

§ 6. Ein Wechsel des Vertragstierarztes wird innerhalb eines Monats gemeldet, indem der Dienststelle eine Abschrift des neuen Vertrags zugestellt wird.

Im Falle eines Vertragsbruchs benachrichtigt die Partei, die die Initiative ergreift, die andere Partei schriftlich, wobei sie der Dienststelle eine Kopie dieser Benachrichtigung übermittelt. Der laufende Vertrag bleibt bis zur Unterzeichnung eines neuen Vertrags und höchstens dreißig Tage nach der Kündigung in Kraft. Eine Kopie des neuen Vertrags wird innerhalb von acht Tagen nach dessen Abschluss an die Dienststelle gesendet.

Art. 81 - Die Dienststelle kann vorschreiben, dass der Vertragstierarzt häufiger als in Artikel 80 § 4 vorgesehen vorstellig werden muss, und die erforderlichen Maßnahmen zur Wiederherstellung des Wohlbefindens der Tiere anordnen.

Art. 82 - § 1. Für jedes Tier oder jede Gruppe von Tieren füllt der Vertragstierarzt ein Register der durchgeführten Behandlungen und Eingriffe gemäß Anhang 4 aus. Darin gibt er das Datum, die Kennmarke oder die Beschreibung des Tieres, die Diagnose, die Behandlung oder den Eingriff und gegebenenfalls den Grund für die Euthanasie an.

§ 2 Der Verwalter ist für die in § 1 genannten Daten verantwortlich. Er bewahrt sie mindestens zwei Jahre lang auf und hält sie der Dienststelle zur Verfügung.

Art. 83 - § 1. Es ist verboten, als Vermittler für die Vermarktung oder die kostenfreie Abgabe von Hunden oder Katzen zu aufzutreten.

§ 2. In Abweichung von § 1 darf die Handel treibende Einrichtung für Tiere Informationen über Tiere, die von Tierheimen zur Adoption angeboten werden, zur Verfügung stellen. In der Handel treibenden Einrichtung für Tiere oder ihren Nebengebäuden befinden sich keine zur Adoption angebotenen Tiere.

Unterabschnitt 2 — Besondere Bedingungen für gelegentliche Zuchtstätten,
Hobbyzuchtstätten und gewerbsmäßige Zuchtstätten

Art. 84 - Der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung berücksichtigt die anatomischen, genetischen, physiologischen und verhaltensmäßigen Merkmale der Zuchttiere, um ihr Wohlergehen und das ihrer Nachkommen zu wahren.

Jedes Tier, das sich auf dem Gelände der Zuchtstätte befindet und der Art angehört, auf die sich die Zulassung bezieht, wird als zur Zuchtstätte gehörend betrachtet, es sei denn, es ist sterilisiert.

Abweichend vom vorstehenden Absatz werden sterilisierte Welpen und Kätzchen als zur Zuchtstätte gehörend betrachtet.

Art. 85 - Auf Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere legt der Minister die Liste der Erbkrankheiten fest, die dem Wohlbefinden der Tiere abträglich sind.

Gemäß der in Absatz 1 erwähnten Liste untersagt oder bedingt der Minister die Zucht und die Vermarktung von Tieren, die von der erwähnten Erkrankung betroffen sind.

Der Verwalter züchtet höchstens zwei Rassen pro Art oder getrennte Kreuzungen.

Art. 86 - § 1. Bei Hunden wird die Hündin erst ab dem Alter von zwei Jahren zur Zucht eingesetzt und darf nach ihrem achten Lebensjahr nicht mehr zur Zucht eingesetzt werden.

§ 2. Bei Katzen wird das weibliche Tier erst ab einem Alter von achtzehn Monaten zur Zucht eingesetzt und darf nach dem achten Lebensjahr nicht mehr zur Zucht eingesetzt werden.

§ 3. Es ist verboten, weibliche Zuchttiere mehr als einmal alle zwölf Monate und insgesamt mehr als fünfmal werfen zu lassen.

Abweichend von § 3 darf ein weibliches Tier, bei dem ein Kaiserschnitt durchgeführt wurde, nicht mehr als einmal alle 18 Monate werfen.

§ 4. Außer wenn es sich um gelegentliche Züchter handelt, legt der Verwalter der Dienststelle einen Umklassifizierungsplan für seine Zuchttiere vor, die:

1° ihr Gnadensbrot erhalten;

2° vermarktet werden, vorausgesetzt, sie sind sterilisiert ;

3° an ein Tierheim abgegeben werden.

Vor der Sterilisierung holt der Verwalter die Meinung des Vertragstierarztes ein.

Art. 87 - Für die Pflege und Sozialisierung der Tiere wird Personal im Sinne von Artikel 28 in ausreichender Zahl zur Verfügung gestellt.

Dieses Personal widmet pro fünf ausgewachsene Hunde oder Katzen mindestens eine Stunde pro Tag ausschließlich der Pflege und positiven interaktiven Kontakten zur Förderung der Sozialisierung, d. h. der Entwicklung von Beziehungen zu Artgenossen und zum Menschen.

Bei Welpen oder Kätzchen, die älter als drei Wochen sind, widmet das Personal zusätzlich zu der in Absatz 2 genannten Zeit mindestens eine Stunde pro Tag und pro Wurf.

Die in den Absätzen 2 und 3 genannte Zeit umfasst nicht die Zeit, die für die Instandhaltung der Unterkünfte und die administrative Leitung der Einrichtung erforderlich ist.

Unterabschnitt 3 — Besondere Bedingungen für Tierpensionen

Art. 88 - Der Verwalter führt ein Register gemäß Anhang 11 und stellt es der Dienststelle zur Verfügung.

Art. 89 - Angesichts der Tatsache, dass sich die Tiere in einer ungewohnten Umgebung befinden, widmen der Verwalter der Einrichtung oder das Personal den Tieren besondere Aufmerksamkeit, indem sie ihnen z. B. vertraute Gegenstände wie eine Decke, einen Korb oder Spielzeug zur Verfügung stellen.

Art. 90 - Zum Zeitpunkt der Buchung stellt der Verwalter sicher, dass die der Einrichtung anvertrauten Hunde oder Katzen die Impfanforderungen erfüllen, die in den mit dem Vertragstierarzt eingeführten Verfahren festgelegt sind, sowie mindestens die in Artikel 57 genannten Anforderungen. Die Verfahren werden dem Kunden zur Verfügung gestellt.

Tiere, die privat gehalten und in denselben Räumlichkeiten wie die der Einrichtung anvertrauten Tiere untergebracht werden, erfüllen die in Absatz 1 genannten Bedingungen.

Der Verwalter informiert den Kunden über die im Pensionsvertrag festgelegten Bedingungen.

Art. 91 - § 1. Bei der Aufnahme eines Tieres in eine Tierpension schließt der Verwalter mit dem Eigentümer einen Vertrag ab, der für jeden Aufenthalt in zweifacher Ausfertigung erstellt und von jeder Partei unterzeichnet wird, wobei eine Ausfertigung für jede der Parteien bestimmt ist.

§ 2. Die Verträge werden von der Einrichtung mindestens sechs Monate nachdem das Tier die Pension verlassen hat, aufbewahrt und stehen der Dienststelle jederzeit zur Verfügung.

Unterabschnitt 4 — Besondere Bedingungen für Tierheime

Art. 92 - Unter außergewöhnlichen Umständen der Überbelegung können Tierheime von den Mindeststandards abweichen, die in den Erlassen festgelegt sind, die in Anwendung des Gesetzbuches verabschiedet wurden, vorausgesetzt, dass das Wohlbefinden der Tiere nicht beeinträchtigt wird und sie die Möglichkeit haben, sich ausreichend und täglich zu bewegen.

Art. 93 - Die Bestimmungen dieses Unterabschnitts gelten nicht für Käfige, die in bestimmten Gemeinden, Polizei- und Hilfeleistungszonen zur Erstaufnahme bis zur Überführung in ein Tierheim aufgestellt werden, sofern die Tiere dort nicht länger als 24 Stunden untergebracht sind.

Art. 94 - § 1. Die Haupttätigkeit eines Tierheims ist die Aufnahme von ausgesetzten, verlorenen, streunenden, vernachlässigten, beschlagnahmten oder sichergestellten Tieren. Das Tierheim versucht, die Tiere, die vermittelt werden können, so weit wie möglich weiterzuvermitteln, und achtet darauf, dass der Aufenthalt der aufgenommenen Tiere nicht unnötig verlängert wird. Das Tierheim diskriminiert bei der Aufnahme von Tieren nicht nach Rasse, Größe oder Alter.

§ 2. Die Zucht, der Kauf, der Import oder die Einführung aus einem anderen Land und das Anbieten von Tieren zum Verkauf durch das Tierheim sind verboten.

§ 3. Das Tierheim ist mindestens vier Stunden im Monat für die Öffentlichkeit geöffnet.

Art. 95 - Unbeschadet einer eventuellen Vereinbarung mit der Gemeindeverwaltung nimmt der Verwalter oder Verantwortliche der Einrichtung die ihm gebrachten Tiere auf, sofern er über die Infrastruktur für die Aufnahme und die entsprechenden Kenntnisse verfügt.

Art. 96 - § 1. Der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung führt ein Gesamtregister oder ein Register für jede Tierart, das dem Muster in Anhang 9 entspricht und innerhalb von 48 Stunden aktualisiert wird.

§ 2 Der Vertragstierarzt ist als einziger befugt, die Euthanasie eines Tieres vorzunehmen, und dieser belegt dies in dem in Artikel 82 genannten Register der durchgeführten Behandlungen und Eingriffe. Das in § 1 genannte Register wird daraufhin aktualisiert.

Abweichend vom vorstehenden Absatz kann in dringenden Fällen und wenn der Vertragstierarzt und sein Stellvertreter nicht verfügbar sind, ein anderer Tierarzt die Euthanasie durchführen.

§ 3. Für jedes abgegebene Tier füllt der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung zusammen mit dem Eigentümer des Tieres eine Abgabeerklärung aus, die mindestens Informationen über die Vorgeschichte des Tieres in Bezug auf Gesundheit, Verhalten und Umgebung enthält.

Bei Hunden füllt der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung eine Abgabeerklärung gemäß dem Muster in Anhang 10 aus.

§ 4. Jedes Tier, das in einem Tierheim untergebracht ist, wird auf sein Verhalten hin beurteilt. Der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung hält einen Plan zur Gesamtbewertung dieser Beurteilungen für die Dienststelle bereit.

§ 5. Für jedes vermittelte Tier werden die Informationen über die Gesundheit, das Verhalten und die Umgebung des Tieres, die in der Abgabeerklärung, falls vorhanden, enthalten sind, und die Beurteilung des Verhaltens des Tieres im Tierheim, dem Adoptierenden vorab mitgeteilt.

Art. 97 - Der jährliche Tätigkeitsbericht gemäß Artikel D. 31 § 2 des Gesetzbuches enthält pro Tierart die folgenden Angaben:

1° die Anzahl der aufgenommenen Tiere, aufgeschlüsselt in:

- a) auf öffentlichen Straßen gefundene Tiere;
- b) im Tierheim abgegebene Tiere;
- c) beschlagnahmte oder sichergestellte Tiere;
- d) streunende Katzen, die zur Sterilisation eingefangen wurden;

2° die Anzahl der Tiere, die das Tierheim verlassen haben, aufgeschlüsselt in:

- a) Tiere, die ihrem Besitzer zurückgegeben wurden;
- b) eingeschläferte Tiere;
- c) Tiere, die auf natürliche Weise gestorben sind;
- d) adoptierte Tiere;
- e) kastrierte und wieder freigelassene streunende Katzen.

Art. 98 - § 1. Von den Einrichtungen im Sinne des vorliegenden Erlasses darf ein Tierheim nur unter seiner Verantwortung Tiere in Pflegefamilien unterbringen, mit denen es eine Vereinbarung geschlossen hat, die zumindest die Kontaktdaten des Verantwortlichen der Pflegefamilie, die Tierart, die aufgenommen werden kann, die Haltungsbedingungen sowie die Rechte und Pflichten der beiden Parteien gemäß Anhang 14 enthält.

Vor der Unterzeichnung der Vereinbarung besucht der Verwalter, der Verantwortliche der Einrichtung oder sein Stellvertreter den Ort der Unterbringung in der Gastfamilie, erstellt einen Bericht darüber und fügt ihn der Vereinbarung bei.

§ 2. Der Verwalter oder der Verantwortliche der Einrichtung führt ein Verzeichnis der Gastfamilien, in dem für jede Gastfamilie Folgendes angegeben ist:

- 1° eine laufende Nummer;
- 2° das Datum der Unterzeichnung der Vereinbarung mit dem Tierheim;
- 3° die Kontaktdaten;
- 4° das Datum, an dem die Vereinbarung beendet wurde.

Bei Änderung einer der in Absatz 1 genannten Angaben wird das Verzeichnis der Gastfamilien innerhalb von 48 Stunden aktualisiert.

Jede Hinzufügung oder Streichung einer Gastfamilie wird vom Vertragstierarzt mit einem Sichtvermerk versehen.

§ 3. Mit Ausnahme von Kätzchen, die jünger als zwölf Wochen sind, wird ein Tier, für das eine Kennzeichnungspflicht besteht, vor der Unterbringung in einer Gastfamilie gekennzeichnet.

§ 4. Die Gastfamilie wohnt in einem Umkreis von höchstens fünfzig Kilometern vom Tierheim oder der Praxis des Referenzvertragstierarztes, außer bei der Aufnahme von Equiden und Rindern, Schafen, Ziegen und Schweinen.

Eine Gastfamilie schließt eine Vereinbarung mit höchstens einem Tierheim pro aufgenommener Tierart.

§ 5. Es ist einer Gastfamilie untersagt, eine Zuchtstätte oder eine Tierpension zu betreiben.

§ 6. Die Gastfamilie beherbergt nur Tiere, deren Haltung für Privatpersonen erlaubt ist.

§ 7. Die Dienststelle kann auf begründeten Antrag des Verwalters oder des Verantwortlichen der Einrichtung eine Ausnahme von den in § 4 genannten Bestimmungen gewähren.

§ 8. Die Gastfamilie muss die in den Anhängen 12 und 13 genannten Mindeststandards einhalten. Artikel 92 findet keine Anwendung auf Gastfamilien.

§ 4. Eine Person, der die Tierhaltungsgenehmigung gemäß Artikel D.6 des Gesetzbuches entzogen wurde oder der gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches verboten wurde, ein oder mehrere Tiere zu halten, darf nicht Teil des Haushalts einer Gastfamilie sein. Die Mitglieder des Haushalts der Gastfamilie stellen dem Tierheim, mit dem die Gastfamilie eine Vereinbarung abschließt, einen Auszug aus der zentralen Datei zur Verfügung, der gemäß Artikel D.144 § 2 Absatz 2 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches vor weniger als neunzig Tagen ausgestellt wurde.

KAPITEL 6 — *Die Verarbeitung personenbezogener Daten zum Zweck der Erteilung und Aufrechterhaltung der Zulassung*

Art. 99 - § 1. Die Dienststelle ist für die Verarbeitung der in den Artikeln 7 und 11 genannten Daten verantwortlich.

§ 2. Der Verwalter ist für die Verarbeitung der in den Artikeln 40, 53, 91, 96 und 98 § 2 genannten Daten verantwortlich. Der Verwalter hält die im vorherigen Absatz genannten Daten für die Dienststelle zur Verfügung.

Die in § 1 genannten Daten werden für die Dauer der Zulassung aufbewahrt. Sie werden aufbewahrt, um es der Dienststelle zu ermöglichen, die Einrichtungen zuzulassen und die Kontrollaufgaben durchzuführen, die ihr gemäß dem Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz und dem vorliegenden Erlass anvertraut sind.

Art. 100 - Die in Artikel 13 genannten Sachverständigen führen Verfahren durch, um die Integrität und Vertraulichkeit der in Artikel 99 § 1 genannten Daten zu schützen und ihre Sicherung aufrechtzuerhalten, wenn sie in digitaler Form aufbewahrt werden, so dass die Verarbeitung den Anforderungen der Europäischen Datenschutzverordnung entspricht.

KAPITEL 7 — *Übergangs-, Aufhebungs-, Abänderungs- und Schlussbestimmungen*

Abschnitt 1 — Übergangsbestimmungen

Art. 101 - Die gemäß dem Königlichen Erlass vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren erteilten Zulassungen bleiben bis zu ihrem Ablauf gültig.

1^o Aufrechterhaltung und Erneuerung unterliegt den Bedingungen des vorliegenden Erlasses.

Art. 102 - Abweichend von Artikel 101, Absatz 2 gelten die Bedingungen für die Aufrechterhaltung und Erneuerung der Zulassung der Einrichtungen, die in den Anhängen II und IV des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren festgelegt sind, weiterhin:

1^o bis zum 31. Dezember 2027 für die Einrichtungen für Tiere, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine Zulassung verfügten, mit Ausnahme der Tierheime;

2^o bis zum 31. Dezember 2032 für Tierheime, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine Zulassung verfügen.

Art. 103 - In Bezug auf Züchter, die im Sinne des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren Handel treiben:

1^o Artikel 19/5 Ziffer 1 und 3 des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren gilt weiterhin bis zum 30. Juni 2023;

2^o abweichend von Artikel 101 Absatz 1 des vorliegenden Erlasses enden die gemäß dem Königlichen Erlass vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren erteilten Zulassungen spätestens am 1. Januar 2026.

Abschnitt 2 — Aufhebungs-, Abänderungs- und Schlussbestimmungen

Art. 104 - Der Königliche Erlass vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren wird aufgehoben.

In Abweichung von Absatz 1:

1^o Artikel 19/5 Ziffer 1 und 3 bleibt bis zum 30. Juni 2023 wirksam;

2^o Die Anhänge II und IV bleiben wirksam:

a) bis zum 31. Dezember 2027 für die Einrichtungen für Tiere, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine Zulassung verfügten, mit Ausnahme der Tierheime;

b) bis zum 31. Dezember 2031 für die Tierheime, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine Zulassung verfügen.

Art. 105 - Artikel 2 Absatz 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017 zur Festlegung der Vorschriften über die Werbung zur Vermarktung oder Verschenkung von Tierarten wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2^o die Werbung für einen Wurf betrifft, insofern die Welpen weniger als acht Wochen und die Kätzchen weniger als zwölf Wochen alt sind. In diesem Fall gibt der Inserent die Identifizierungsnummer der Mutter des Tieres und nicht die des Tieres selbst an."

Art. 106 - Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 über die Zulassung von zoologischen Gärten und zur Festlegung der Zusammensetzung und Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten wird am 1. Januar 2025 durch folgende Bestimmung ersetzt;

"§ 3. Eine Person, der die Tierhaltungsgenehmigung gemäß Artikel D.6 des Gesetzbuches entzogen wurde oder der gemäß Artikel D.180, D.189, D.198 § 5 und D.199 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches verboten wurde, ein oder mehrere Tiere zu halten, darf nicht zum ständigen Personal gehören. Die Mitglieder des ständigen Personals legen einen Auszug aus der zentralen Datei vor, der gemäß Artikel D.144 § 2 Absatz 2 des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches vor weniger als neunzig Tagen ausgestellt wurde."

Art. 107 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2023 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1:

1^o treten die Artikel 55 § 1 und 83 § 1 am 1. Juli 2023 in Kraft;

2° tritt Artikel 28 am 1. Januar 20216 in Kraft;

3

4° 4° treten die Anhänge 12 und 13 in Kraft:

a) am 1. Januar 2028 für die Einrichtungen für Tiere, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine Zulassung verfügten, mit Ausnahme der Tierheime;

b) am 1. Januar 2032 für die Tierheime, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine Zulassung verfügen.

Art. 108 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

Anlage 1

Allgemeines Zulassungsantragsformular**1.1 Daten des Antragstellers**

Verfügen Sie über eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen (ZDU-Nummer)? *

~ Ja, Nr.

Nein

Der Antragsteller ist eine* (Füllen Sie eines der beiden untenstehenden Felder aus):

~ Natürliche Person

Erkennungsnummer beim Nationalregister:

~ Herr ~ Frau Name

Vorname.....

Straße: Nr.

Briefkasten

Postleitzahl Ort

Telefon

E-Mail

Juristische Person des Privatrechts Juristische Person des öffentlichen Rechts

Bezeichnung oder Firmenname

Rechtsform.....

Anschrift des Geschäftssitzes

Straße: Nr.

Briefkasten

Postleitzahl Ort Land

Telefon

Webseite

E-Mail

Person, die zur Vertretung der juristischen Person befugt ist

~ Herr ~ Frau Name

Vorname.....

Funktion

1.2 Ortsbestimmung

Kontaktinformationen des im Genehmigungsantrag genannten Unternehmens

Straße (oder Ort)Nr.....
 Briefkasten.....
 Postleitzahl Ort.....
Falls zutreffend, Nummer der zuvor erteilten Zulassung: HK.....
 Falls zutreffend, Nummer der Umweltgenehmigung/Globalgenehmigung:

~ Inbetriebnahme einer neuen Einrichtung
 ~ Wechsel des Verwalters
 ~ Änderung der Zuchtkategorie
 ~ Änderung der Adresse
 ~ Ausweitung auf andere Tierkategorien als die, auf deren Grundlage die ursprüngliche Zulassung erteilt wurde
 ~ Erweiterung oder größere Änderungen der Einrichtung in Bezug auf den Gesamtplan, auf dessen Grundlage die ursprüngliche Genehmigung erteilt wurde
 ~ Weiterführung eines Betriebs, dessen Zulassung abläuft

! Für jede Zulassung wird ein separater Antrag gestellt

Zucht

~ Hunde ~ Katzen
 ~ gelegentlich ~ Hobby ~ gewerbsmäßig

Pension

~ Hunde ~ Katzen

Kommerzielle Einrichtung

Ziervögel Fische Reptilien Amphibien Nagetiere Kaninchen
 ~ Frettchen ~ Sonstige (bitte angeben):

.....

Tierheim

~ Hunde ~ Katzen ~ Equiden ~ Rinder ~ Schafe ~ Ziegen ~ Schweine
 ~ Nagetiere ~ Hasen ~ Frettchen ~ Vögel ~ Reptilien ~ Amphibien
 ~ Fische ~ exotische Tiere ~ Sonstige:
 mit Pflegefamilien ja nein

1.3 Liste der beizufügenden Unterlagen

Gelegentliche Zuchtstätte:

- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Tierarztvertrags
- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Berichts über den Besuch der Einrichtung innerhalb eines Monats vor dem Antrag auf Zulassung durch den Vertragstierarzt
- die Liste der in der offiziellen Datenbank registrierten Identifizierungen der Zuchttiere des Betriebs (DogID, CatID)

- der Nachweis über die Zahlung der Gebühr im Zusammenhang mit dem Zulassungsantrag
Wenn es sich um einen Antrag auf Zulassung handelt, der nach einer Feststellung eines Verstoßes oder einer Entscheidung über die Verweigerung der Zulassung gestellt wurde:
- den Nachweis, dass Korrekturmaßnahmen ergriffen oder die Einhaltung der Vorschriften hergestellt wurden

Hobbyzuchtstätte:

- den Grundriss der Einrichtung mit Angabe der Funktion der Räume sowie der genauen Abmessungen der Gehege und der für die Tiere zugänglichen Außenbereiche. Als Ergänzung können Fotos beigefügt werden.
- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Tierarztvertrags
- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Berichts über den Besuch der Einrichtung innerhalb eines Monats vor dem Antrag auf Zulassung durch den Vertragstierarzt
- die Liste der in der offiziellen Datenbank registrierten Identifizierungen der Zuchttiere des Betriebs (DogID, CatID)
- Kopie der Ausbildungsnachweise der in der Einrichtung tätigen Personen
- eine Kopie des Verfahrens, in dem die Maßnahmen und Verpflichtungen aufgeführt sind, die zur Erfüllung der Auflage, Zugang zu einem Auslauf zu haben, eingegangen wurden
- den in Artikel 86 Absatz 4 genannten Neuzuordnungsplan
- der Nachweis über die Zahlung der Gebühr im Zusammenhang mit dem Zulassungsantrag
Wenn es sich um einen Antrag auf Zulassung handelt, der nach einer Feststellung eines Verstoßes oder einer Entscheidung über die Verweigerung der Zulassung gestellt wurde:
- den Nachweis, dass Korrekturmaßnahmen ergriffen oder die Einhaltung der Vorschriften hergestellt wurden

gewerbsmäßige Zuchtstätte:

- den Grundriss der Einrichtung mit Angabe der Funktion der Räume sowie der genauen Abmessungen der Gehege und der für die Tiere zugänglichen Außenbereiche. Als Ergänzung können Fotos beigefügt werden.
- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Tierarztvertrags
- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Berichts über den Besuch der Einrichtung innerhalb eines Monats vor dem Antrag auf Zulassung durch den Vertragstierarzt
- die Liste der in der offiziellen Datenbank registrierten Identifizierungen der Zuchttiere des Betriebs (DogID, CatID)
- Kopie der Ausbildungsnachweise der in der Einrichtung tätigen Personen
- eine Kopie des Verfahrens, in dem die Maßnahmen und Verpflichtungen aufgeführt sind, die zur Erfüllung der Auflage, Zugang zu einem Auslauf zu haben, eingegangen wurden
- den in Artikel 86 Absatz 4 genannten Neuzuordnungsplan
- der Nachweis über die Zahlung der Gebühr im Zusammenhang mit dem Zulassungsantrag
Wenn es sich um einen Antrag auf Zulassung handelt, der nach einer Feststellung eines Verstoßes oder einer Entscheidung über die Verweigerung der Zulassung gestellt wurde:
- den Nachweis, dass Korrekturmaßnahmen ergriffen oder die Einhaltung der Vorschriften hergestellt wurden

Kommerzielle Einrichtung:

- den Grundriss der Einrichtung mit Angabe der Funktion der Räume sowie der genauen Abmessungen der Käfige, Volieren, Vivarien und Aquarien. Als Ergänzung können Fotos beigefügt werden.
- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Tierarztvertrags

- die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Berichts über den Besuch der Einrichtung innerhalb eines Monats vor dem Antrag auf Zulassung durch den Vertragstierarzt
 - Kopie der Ausbildungsnachweise der in der Einrichtung tätigen Personen
 - der Nachweis über die Zahlung der Gebühr im Zusammenhang mit dem Zulassungsantrag
- Wenn es sich um einen Antrag auf Zulassung handelt, der nach einer Feststellung eines Verstoßes oder einer Entscheidung über die Verweigerung der Zulassung gestellt wurde:***
- den Nachweis, dass Korrekturmaßnahmen ergriffen oder die Einhaltung der Vorschriften hergestellt wurden

Pension:

- den Grundriss der Einrichtung mit Angabe der Funktion der Räume sowie der genauen Abmessungen der Gehege und der für die Tiere zugänglichen Außenbereiche. Als Ergänzung können Fotos beigefügt werden.
 - die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Tierarztvertrags
 - die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Berichts über den Besuch der Einrichtung innerhalb eines Monats vor dem Antrag auf Zulassung durch den Vertragstierarzt
 - Kopie der Ausbildungsnachweise der in der Einrichtung tätigen Personen
 - eine Kopie des Verfahrens, in dem die Maßnahmen und Verpflichtungen aufgeführt sind, die zur Erfüllung der Auflage, Zugang zu einem Auslauf zu haben, eingegangen wurden
 - der Nachweis über die Zahlung der Gebühr im Zusammenhang mit dem Zulassungsantrag
- Wenn es sich um einen Antrag auf Zulassung handelt, der nach einer Feststellung eines Verstoßes oder einer Entscheidung über die Verweigerung der Zulassung gestellt wurde:***
- den Nachweis, dass Korrekturmaßnahmen ergriffen oder die Einhaltung der Vorschriften hergestellt wurden

Tierheim:

- den Grundriss der Einrichtung mit Angabe der Funktion der Räume sowie der genauen Abmessungen der Gehege und der für die Tiere zugänglichen Außenbereiche. Als Ergänzung können Fotos beigefügt werden.
 - die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Tierarztvertrags
 - die Kopie des ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Berichts über den Besuch der Einrichtung innerhalb eines Monats vor dem Antrag auf Zulassung durch den Vertragstierarzt
 - Kopie der Ausbildungsnachweise der in der Einrichtung tätigen Personen
 - eine Kopie des Verfahrens, in dem die Maßnahmen und Verpflichtungen aufgeführt sind, die zur Erfüllung der Auflage, Zugang zu einem Auslauf zu haben, eingegangen wurden
 - die Kopie der im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Satzung des Vereins
- Wenn es sich um einen Antrag auf Zulassung handelt, der nach einer Feststellung eines Verstoßes oder einer Entscheidung über die Verweigerung der Zulassung gestellt wurde:***
- den Nachweis, dass Korrekturmaßnahmen ergriffen oder die Einhaltung der Vorschriften hergestellt wurden

Ich, der/die Unterzeichnete:

- erklärt, dass die in diesem Antragsformular genannten Daten korrekt sind:
- bestätigt ehrenwörtlich, dass ich die folgenden Regelungen zur Kenntnis genommen habe und sie im Rahmen der Tätigkeit meiner Einrichtung befolge:

- das Wallonische Tierschutzgesetz;
- den Erlass der wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen;
- das Umweltgesetzbuch; Die Erteilung einer Genehmigung entbindet nicht von der Pflicht, die notwendigen Schritte zur Einhaltung der Rechtsvorschriften für Umwelt- oder Globalgenehmigungen zu unternehmen.

Am

in

Unterschrift des Verwalters:

Dieser Antrag ist zurückzusenden an:

Öffentlicher Dienst der Wallonie
Direktion Qualität und Tierschutz
Chaussée de Louvain 14
B-5000 Namur

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 2

Muster eines Tierarztvertrags

Ich, der/die Unterzeichnete (NAME und Vorname)

Verwalter einer/eines:

Zucht Hunde Katzen
 gelegentlich Hobby gewerbsmäßig
 kommerziellen Einrichtung für Tiere
 Pension für Hunde Katzen
 Tierheims

in
 (vollständige Adresse)

Zulassungsnummer:

ernennt in Anwendung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen,

..... (NAME und Vorname oder Verein)

Tierarzt in (Adresse)

Eintragsnummer bei der Kammer:

für die regelmäßige Überwachung des Wohlergehens, der Gesundheit, der Pflege und der Haltungsbedingungen der Tiere.

Der Tierarzt greift vor allem ein, um:

- Tierschutzkontrollbesuche im gesamten Betrieb gemäß den festgelegten Mindesthäufigkeiten durchzuführen und einen schriftlichen Bericht über diese Besuche zu erstellen.
- mit dem Verwalter Verfahren einzuführen, um das Wohlbefinden, die Gesundheit, die Pflege, die Sozialisierung, d. h. die Entwicklung von Beziehungen zu Artgenossen und zum Menschen, und die Unterbringung der Tiere zu gewährleisten.
- prophylaktische Maßnahmen und angemessene Beratung in Bezug auf die Haltung, Fortpflanzung, genetische Auswahl, Pflege, Ernährung, Hygiene, Bereicherung des Lebensraums und Sozialisierung der Tiere umzusetzen.
- die Kennzeichnung der Tiere und die notwendigen Impfungen durchzuführen.
- die notwendigen Euthanasien bei Tieren durchführen.

Der Vertragstierarzt:

- unterstützt den Verwalter bei der Festlegung eines Schulungsplans und der Erstellung eines Leitfadens mit bewährten Praktiken für Personen, die an der Tierpflege beteiligt sind.
- genehmigt und unterzeichnet die schriftlichen Richtlinien für den Käufer, die sich auf die Ernährung, Unterbringung und Pflege des Tieres beziehen.

- trägt die von ihm durchgeführten Impfungen in den Tierpass oder das Tiergesundheitsbuch ein, vermerkt seinen Namen und setzt seine Unterschrift darunter.
- vermerkt die Wurfdaten im Pass oder im Gesundheitsbuch des weiblichen Tieres.
- überprüft bei der Kennzeichnung der Welpen oder Kätzchen die Identifikation der Mutter und ggf. die Identifikation des Vaters sowie die Übereinstimmung in der Zuchtkartei und validiert diese Angaben.
- vervollständigt das Register der Behandlungen und Eingriffe, einschließlich der Euthanasie und ihrer Begründung.
- zielt darauf ab, Pflegefamilien in das Register der Pflegefamilien aufzunehmen oder daraus zu entfernen.
- informiert den Dienst, wenn der Verwalter ihn nicht dazu auffordert, die Kontrollbesuche in den festgelegten Abständen durchzuführen, oder seine Anmerkungen und Empfehlungen nicht angemessen weiterverfolgt.

Wenn der oben genannte Tierarzt/die oben genannte Tierärztin nicht verfügbar ist und mindestens einmal alle zwei Jahre muss folgende Person kontaktiert werden (bitte ankreuzen und ggf. ergänzen):

£ Ersatztierarzt/-ärztin, den/die er/sie für seine/ihre Kundschaft benennt.

£ Tierarzt, dessen Kontaktdaten unten aufgeführt sind und der als stellvertretender Tierarzt/stellvertretende Tierärztin unterschreibt.

Dr. (NAME und Vorname)
 Tierarzt in (Adresse)
 Eintragsnummer bei der Kammer:

Ausgestellt in....., am

In mindestens drei Exemplaren, von denen eines mit dem Zulassungsantrag versandt wird und eines von jeder Partei aufbewahrt wird.

Unterschrift des Verwalters

Unterschrift des Tierarztes

Für Zustimmung des stellvertretenden Tierarztes:
 (Datum und Unterschrift)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 3

Tierärztlicher Besuchsbericht

Dies ist eine Vorlage mit den Mindestinformationen, die in einem Bericht enthalten sein müssen. Der Tierarzt kann zusätzliche Informationen hinzufügen, je nach den Besonderheiten der betreffenden Tierart und der Einrichtung.

Ich der/die Unterzeichnete (NAME und Vorname)
 erkläre, dass ich am (Tag + Monat + Jahr) folgende Einrichtung besucht habe:
 die Zucht £ Hunde £ Katzen gelegentlich Hobby gewerbsmäßig
 die Pension £ Hunde £ Katzen die gewerbliche Einrichtung das Tierheim
 in (vollständig)
dige Adresse
 deren/dessen Verwalter(in) Herr Frauist

Grund für den Besuch:
 1. Besuch (muss innerhalb eines Monats vor dem Antrag auf Zulassung erfolgen)
 Kontrollbesuch £ des Wurfs (gelegentliche Zuchtstätte) £ monatlich £ vierteljährlich
 sonstiger Grund:.....

I. Tiergesundheit und Tierschutz		
	OK	NOK
	Beobachtungen, Bemerkungen, Empfehlungen	

Die Tiere werden sanft und kompetent behandelt.					
Die Tiere verhalten sich mit Artgenossen und mit Menschen gesellig					
Ernährung in ausreichender Menge, angepasst an Alter, Gewicht und Aktivitätsniveau sowie an ihre spezifischen Bedürfnisse					
Regelmäßig erneuertes Trinkwasser, das in geeigneten und sauberen Behältern verteilt wird					
Pflege (Augen, Ohren, Nägel, Zähne, Fell, Federn...)					
Überwachung der Zuchtführung (Genetik und Paarungen)					
Verfolgung des Protokolls zur Bekämpfung von internen und externen Parasiten					

Überwachung des Impfprotokolls				
II. Haltungsbedingungen				
	OK	NOK	Beobachtungen, Bemerkungen, Empfehlungen	
Bei der Planung und Gestaltung der Einrichtung werden das artspezifische Verhalten sowie die physiologischen und ethologischen Bedürfnisse der Tiere berücksichtigt				
Die Tiere sind angemessen untergebracht, sie haben genügend Platz, um sich zu bewegen Hunde / Katzen haben Zugang zu einem Auslaufbereich				
Die Lebensräume der Tiere werden mit Elementen und Zubehör angereichert, die auf ihre ethologischen Bedürfnisse zugeschnitten sind. Die Einrichtungen sind so gestaltet, dass alle Tiere ausreichend unterschiedliche Stimuli erhalten.				
Die Temperatur und Luftfeuchtigkeit sind an die physiologischen Bedürfnisse der Tiere angepasst				

Die Räume sind ausreichend belüftet, um Kondensation, überschüssige Feuchtigkeit oder schädliche Gase zu vermeiden					
Ruheplatz: trocken und komfortabel					
Räume und Geräte, die mit den Tieren in Berührung kommen, sind angemessen gereinigt und desinfiziert					
Die Unterkerfungsstrukturen und die Ausrüstung befinden sich in gutem Zustand					
Das Feueralarmsystem befindet sich in einem guten Betriebszustand					
III. Personal					
In ausreichender Zahl, um die Pflege und Sozialisierung der Tiere zu gewährleisten.					

<p>Nach einem festgelegten Plan entsprechend ausgebildet. Verfügt über einen Leitfaden für bewährte Praktiken</p>			
---	--	--	--

Ausgestellt in den (*Tag + Monat + Jahr*)
Datum, Stempel und Unterschrift des Vertragstierarztes zur Validierung:

Eintragungsnummer bei der Kammer:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DIRUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DIRUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 5

Bestandsaufnahme der weiblichen Zuchttiere

Hunde Katzen

Ordnungsnummer	Name des Weibchens + Geburtsdatum	Datum der Aufnahme in die Zucht (Datum der ersten Deckung)	Mikrochipnummer	Datum der Geburten	Datum des Ausganges aus der Zucht	Grund für den Ausgang (Sterilisation, Tod, Übertragung)	Bestimmung bei Übertragung (Name des Käufers und seine Adresse ODER die Nummer des Garantiezertifikats)
/...../...../...../...../...../.....
/...../...../...../...../...../.....

...../...../...../...../...../...../...../...../...../...../.....
----------------	----------------------------	----------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DIRUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 6

Zuchtblatt (ein Blatt pro Wurf)

Nr. Jahr - Folgenummer
 Hunde Katzen

Mikrochipnummer der Mutter oder ihre Ordnungsnummer im Verzeichnis der weiblichen	Mikrochipnummer des Vaters	Datum der Geburt	Anzahl der Jungtiere bei der Geburt	Anzahl der entwöhnten Jungtiere
.....

Mikrochipnummer des Welpen / Kätzchens	Geschlecht	Ausgangsdatum	Referenzen des Käufers	
			Name	Vollständige Adresse oder Nr. des Garantiezertifikats
...../...../.....
...../...../.....
...../...../.....
...../...../.....

Ich, der/die Unterzeichnete, Dr., bestätige, dass ich (Anzahl an Welpen/Kätzchen) identifiziert habe und die Identifizierung des Muttertieres und ggf. die Identifizierung des Männchens vorgenommen sowie die Übereinstimmung mit den oben genannten Daten überprüft habe.

Datum, Stempel und Unterschrift des Vertragstierarztes zur Validierung:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DIRUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 7

Fragen, die vor der Anschaffung eines Tieres gestellt werden müssen

Auf der Grundlage Ihrer Antworten kann der Einrichtungsleiter Sie bei der Auswahl eines Tieres beraten. Die unten aufgeführten Fragen stellen ein Minimum dar; sie können vom Leiter der Einrichtung je nach den Besonderheiten der betreffenden Tierart ergänzt werden.

(* Bitte Nichtzutreffendes streichen)

1. Warum möchten Sie sich ein Tier anschaffen?:
2. Welches Tier möchten Sie sich anschaffen?:
3. Warum haben Sie sich für diese Art oder Rasse entschieden?:
.....
.....
4. Ist Ihnen bewusst, dass die Anschaffung eines Tieres eine langfristige Investition bedeutet? Kennen Sie die durchschnittliche Lebensdauer des Tieres, das Sie sich anschaffen möchten?:
.....
5. Haben Sie genügend Zeit, um sich täglich um das Tier zu kümmern: es zu füttern, zu pflegen, seine Umgebung sauber zu halten, ihm Aufmerksamkeit zu schenken und ggf. mit ihm spazieren zu gehen, an seinen Lernerfolgen zu arbeiten?: ja / nein (*)
6. Haben Sie bei der Auswahl des Tieres das Budget berücksichtigt, das Ihnen zur Verfügung steht: Kaufpreis des Tieres, Futter, Zubehör (Korb, Käfig, Katzenstreu, Spielzeug...), Tierarztkosten?: ja / nein / noch nicht (*)
7. Haben Sie sich über die Bedürfnisse des Tieres, das Sie sich anschaffen möchten, informiert (Ernährung, Gesundheit, Hygiene...)? : ja / nein / noch nicht (*)
8. Besteht bei der in Betracht gezogenen Art oder Rasse ein Risiko spezifischer Gesundheitsprobleme, z. B. im Zusammenhang mit Hypertypen? ja / nein (*)
9. Haben Sie die Fähigkeiten und körperlichen Voraussetzungen, um sich um das Tier zu kümmern, das Sie sich anschaffen möchten?: ja / nein (*)
10. Sind Ihnen die Rechtsvorschriften über die Haltungsgenehmigung bekannt? Besitzen Sie den Auszug aus der Zentraldatei für Umweltkriminalität oder wissen Sie, wie Sie ihn erhalten können?: ja / nein (*)
11. Sind alle Familienmitglieder mit der Anschaffung eines Tieres einverstanden? ja / nein / nicht gefragt (*)
12. Gibt es in der Familie jemanden, der gegen Tierhaare allergisch ist? ja / nein (*)
13. Gibt es in Ihrer Wohnung Kinder?: ja / nein / manchmal (*)

14. Gibt es in Ihrer Wohnung Tiere?: ja / nein (*)

Falls ja, welche:

.....

und wie werden Sie die Ankunft des neuen Tieres organisieren?

.....

.....

15. Beabsichtigen Sie, Ihr Tier sich fortpflanzen zu lassen? ja / nein (*)

Sind Ihnen die rechtlichen Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Vermarktung von Tieren bekannt? ja / nein (*)

16. Wie viel Zeit pro Tag wird der Hund alleine in der Wohnung sein? (*)

- mehr als 8 Stunden
- 4 bis 8 Stunden
- 1 bis 4 Stunden

17. Wie sieht Ihre Familienwohnung aus?:

- Haus / Wohnung (*) / Sonstiges:
- Zugang zu einem Garten: ja / nein (*)
- falls gemietet, ist das Halten von Tieren durch den Vermieter erlaubt: ja / nein (*)

18. Wo wird sich das Tier tagsüber aufhalten? (*):

- frei drinnen;
- frei draußen;
- in einem Raum des Hauses;
- in einem Zwinger draußen;
- Sonstiges:

19. Welche Lösung sehen Sie während Ihres Urlaubs für Ihren Hund vor? (*):

- Mitnehmen;
- Sie bringen es bei einem Familienmitglied unter;
- Sie bringen es in einer Pension unter;
- Sie greifen auf Pet-Sitting zurück;
- Sonstiges:

Wenn es sich um einen Hund handelt:

19. Wie glauben Sie, dass Sie dessen Bedürfnis nach körperlicher Aktivität befriedigen können? (*):

- indem er sich im Garten frei bewegen kann;
- durch tägliche Spaziergänge;
- durch wöchentliche Spaziergänge;
- Sonstiges

20. Da das Leben mit einem Hund möglicherweise gewöhnungsbedürftig ist, beabsichtigen Sie, mit Ihrem Tier an einer bestimmten Art von Abrichtung teilzunehmen?

ja / nein / vielleicht (*) Wenn ja, welche?

21. Wen werden Sie um Rat fragen, falls der Hund ein problematisches Verhalten aufweist, das ein Risiko für Sie selbst und Ihr Umfeld darstellt und Ihrer Verantwortung unterliegt?

.....

Wenn es sich um einen Hund oder ein Katze handelt:

22. Verfügen Sie über eine Familienhaftpflichtversicherung, die bei einem durch Ihr Tier verursachten Unfall eintritt? ja / nein (*)

23. In wie weit hat Ihnen dieser Fragebogen geholfen? (*):

- um Ihre anfängliche Wahl zu bestätigen (siehe Frage 2);
- um Ihre Wahl auf eine andere Tierart zu lenken;
- Sonstiges

.....

Name und Vorname (in Großbuchstaben):

Datum und Unterschrift des Erwerbers:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 8

Garantiezertifikat

Nr. Jahr - (Folgenummer)

Ausgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 57 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen. Änderungen sind nicht möglich.

Dieses Dokument ist die Garantie, die der Verkäufer gewährt, wenn das Tier Gegenstand des Verkaufs ist.

Verkäufer: Name: Vorname:
 Zulassungsnummer:
 Unternehmensnummer:
 Firmenname:.....
 Adresse: Straße Nr.
 in: (Postleitzahl) (Gemeinde)
 Tel.: Fax
 E-Mail-Adresse

Käufer: Name: Vorname:
 Firmenname:.....
 Adresse: Straße Nr.
 in: (Postleitzahl) (Gemeinde)

Beschreibung des Tieres**Hund / Katze(*):**

Rasse:
 Geschlecht: Geburtsdatum:
 Fell (Farbe - Beschaffenheit):.....
 Besondere Merkmale:.....
 Identifizierungszeichen (Mikrochip):.....
 Passnummer:
 Kaufdatum:

Lieferungsdatum:

Stammbaum: in den Verkauf einbegriffen: ja / nein*

Wenn ja: - er wird bei der Lieferung übergeben / er wurde offiziell beantragt und wird vom Verkäufer nach Erhalt geliefert*

Ausgestellt von:

Kaufpreis inklusive aller Kosten einschließlich Identifikation, Registrierung und ggf. Impfkosten:..... € inkl. MwSt.

Dieses Zertifikat definiert die gesetzlichen Gewährleistungsrechte des Verbrauchers, wie sie in den Artikeln 1649bis bis 1649octies des Bürgerlichen Gesetzbuches (das „Verbrauchergesetz“) festgelegt sind. Die gesetzliche Garantie sieht eine Gewährleistungsfrist von zwei Jahren vor und gilt für alle Haustiere, die von einem Verkäufer an einen Verbraucher verkauft werden.

Im Falle eines Vertragsmangels (z. B. Parvovirose bei Hunden oder FIP bei Katzen oder eine Erbkrankheit) gelten die in Artikel 1649bis ff. des Zivilgesetzbuchs vorgesehenen Einspruchsmöglichkeiten.

Sobald der Mangel auftritt, liegt es im Interesse des Käufers, den Verkäufer schriftlich darüber zu informieren. Der Käufer konsultiert einen Tierarzt und hält sich an die von ihm vorgeschriebenen Maßnahmen.

Dem Käufer steht es unter allen Umständen frei, den Tierarzt zu wählen. In den ersten sechs Monaten nach der Lieferung des Tieres muss der Käufer nicht beweisen, dass der Mangel bereits zum Zeitpunkt der Lieferung bestand. Der Beweis des Gegenteils kann vom Verkäufer innerhalb dieser sechsmonatigen Frist erbracht werden. Der Käufer kann die volle Erstattung der Tierarztkosten oder einen angemessenen Preisnachlass verlangen. Im Falle des Todes des Tieres, kann vor Gericht eine Vertragsauflösung auf Kosten des Verkäufers oder ein Ersatz des Tieres verlangt werden, sofern nachgewiesen werden kann, dass der Verkäufer für die Todesursache verantwortlich ist.

Anomalien, die bei dem Tier zum Zeitpunkt des Kaufs offensichtlich vorhanden sind und bei denen ein Preisnachlass vereinbart werden kann:

Bauchhoden	£
Entropion	£
Ektropion	£
Nabelbruch	£

Im Todesfall wird dem Käufer empfohlen, eine Autopsie durchführen zu lassen, um die Todesursache zu ermitteln, z. B. durch eine der folgenden Behörden: Faculté de Médecine Vétérinaire de l'Université de Liège (Veterinärmedizinische Fakultät von Lüttich), CERVA - Uccle, Faculteit Diergeneeskunde Universiteit Gent oder eines der Provinzialen Labore zur Früherkennung von Viehkrankheiten oder eine europäische veterinärmedizinische Universitätsfakultät. Es steht dem Käufer frei, eine Autopsie durch eine andere veterinärmedizinische Fakultät einer europäischen Universität durchführen zu lassen, sofern die Ergebnisse der Autopsie zuverlässig sind und auf wissenschaftlicher Grundlage ermittelt wurden.

Im Autopsiebericht muss die Identifikationsnummer des Tieres deutlich angegeben werden.

Der Verkäufer verpflichtet sich zur Einhaltung der gesetzlichen Garantie, wenn die Vertragswidrigkeit bereits vor Abschluss des Kaufvertrags mit dem Käufer bestand. Der Käufer und der Verkäufer werden sich bemühen, eine Verhandlungslösung zu finden, die Folgendes beinhalten kann:

- eine angemessene Preissenkung;
- eine Erstattung der Tierarztkosten, die durch die Nichteinhaltung des Vertrags verursacht wurden;
- im Falle des Todes des Tieres, Auflösung des Vertrags auf Kosten des Verkäufers (mit Rückerstattung des Kaufpreises) oder Ersatz des Tieres.

Der Tierarzt des Käufers sollte sich mit dem Tierarzt des Züchters in Verbindung setzen, um alle Informationen zu sammeln, die für die Diagnose und die Behandlung des Tieres notwendig sind.

Im Falle eines Rechtsstreits sind ausschließlich die belgischen Gerichte zuständig. Die in den Artikeln 1649bis ff. des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Rückgriffsmöglichkeiten regeln Streitigkeiten über Mängel bei der Erfüllung des Vertrags.

Beigefügte Dokumente, die bei der Überführung des Tieres ausgehändigt werden:

- Pass (*)
- Impfpass (*)
- Endgültige Bescheinigung über die Identifizierung und Registrierung
- Bescheinigung über die Sterilisation (*)
- Richtlinien für die Ernährung, Unterbringung und Pflege des Tieres

Die Parteien erörterten gemeinsam die **Liste der Fragen, die vor dem Erwerb eines Tieres zu stellen sind.**

Beim Kauf eines Hundes hat der Verkäufer dem Käufer schriftliche **Anweisungen für die Erziehung des Hundes gegeben.**

In zwei Exemplaren ausgestellt, eines für den Käufer, das andere für den Verkäufer.

Der Verkäufer:
Unterschrift

Der Käufer:
Unterschrift

Auch wenn dieses Zertifikat nicht vom Käufer unterschrieben wird, gilt die gesetzliche Garantie von zwei Jahren.

(*) Nichtzutreffendes bitte streichen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 9

Register der Ein- und Ausgänge von Tieren in einem Tierheim

Folge-Nr.	Eingangsdatum	Art	Mikrochipnummer Wenn kein Chip, bitte Rasse, Geschlecht, Alter, Farbe etc. angeben	Name und Adresse des Einreichenden	Grund für die Einreichung	Datum der Übernahme durch eine Pflegefamilie	Ordnungsnnummer der Pflegefamilie	Datum der Wiederaufnahme in das Tierheim	Name und Adresse des Übernehmers	Ausgangsdatum Im Falle einer Euthanasie: „E“ + Parapher des Tierarztes, der die Euthanasie durchgeführt hat

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigefügt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DIRUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 10

Erklärung zur Übergabe eines Hundes, die vom Besitzer des Tieres auszufüllen ist**Folgende Informationen werden den Adoptionsbewerbern mitgeteilt**

Name des Hundes:

Beschreibung des Hundes:

Rasse:

Identifizierung: Mikrochip / Tätowierung (*) Nr.

Ort: Ohr / Hals / Oberschenkel (*) Links / Rechts (*)

Geburtsdatum:

Geschlecht: Männchen / Weibchen (*) Sterilisiert: ja / nein (*)

Fell (Farbe - Beschaffenheit):

Besondere Merkmale:

Informationen über den Gesundheitszustand des Hundes.

Unternommene chirurgische Eingriffe (außer Sterilisation)	
Frühere Erkrankungen	
Bemerkungen zur Gesundheit des Hundes (besondere Empfindlichkeit ...)	
Behandelnder Tierarzt	
Alle Impfungen durchgeführt	ja / nein (*)

Dokumente, die mit dem Hund übergeben werden.

Identifikationszertifikat/Pass Nr. (*)

Impfpass (*)

Informationen über die früheren Lebensumstände des Hundes.

- der Hund gehört mir seit: (*)
- tagsüber lebte der Hund im Freien / im Haus (*)
- nachtsüber lebte der Hund im Freien / im Haus (*)
- der Hund lebte mit anderen männlichen / weiblichen Hunden zusammen (*)
- der Hund lebte mit anderen Haustieren zusammen: ja / nein (*) welche?
- der Hund lebte in einer Familie mit Kindern: ja / nein (*) wie viele? wie alt?
- der Hund lebte mit älteren Menschen zusammen: ja / nein (*)
- Art der Nahrung Nassfutter / Trockenfutter / gekocht / Sonstiges: (*)

Informationen über den Charakter und das Verhalten des Hundes.

- der Hund hat eine Ausbildung in Verteidigung, Angriff oder Beißen absolviert ja / nein (*)
- der Hund hat sich aggressiv verhalten gegenüber:
einem Familienmitglied: ja, ein Kind / ja, ein Erwachsener / nein (*)
familienfremden Personen: ja, ein Kind / ja, ein Erwachsener / nein (*)
anderen Tieren: ja / nein (*)
- dem Hund wird beim Autofahren schlecht: ja / nein (*)
- er kann sehr gut / schwer / nicht allein zu Hause bleiben. (*) Wie lange?
- er ist stubenrein: ja / nein (*)
- er versucht, aus Haus oder Garten auszureißen: ja / nein (*)

Grund, warum Sie Ihren Hund abgeben.

.....

(*) Nichtzutreffendes streichen

Folgende Informationen können den Adoptionsbewerbern nicht mitgeteilt werden

Angaben zum Vorbesitzer (der das Tier abgibt)

Name und Vorname	
Geburtsdatum	
Vollständige Adresse	
Telefon	
Fax falls verfügbar	
E-Mail falls verfügbar	

Hiermit erkläre ich, den oben genannten Hund freiwillig abzugeben und ihn dem Vertreter des Tierheims zu übergeben

Mit der Unterzeichnung dieses Dokuments verzichte ich auf alle Rechte an diesem Tier und überlasse es dem Tierheim zur freien Verfügung.

Ich erkläre, dass die Informationen über den Hund der Wahrheit entsprechen, und dass ich bereit bin, die volle Verantwortung zu übernehmen, falls sich herausstellen sollte, dass ich wissentlich falsche Angaben gemacht habe.

Kostenbeteiligung¹

- Übernahme:
- Transport
- Impfungen:
- Sonstige:

Gesamt:

Erstellt in zweifacher Ausfertigung

in

am

Gelesen und genehmigt,

Unterschrift des Vertreters des Tierheims

Unterschrift des Tierbesitzers

¹ Freiwillige Angabe

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 11

Register der Ein- und Ausgänge von Hunden / Katzen in einer Pension

Eingangsdatum	Mikrochipnummer	Ausgangsdatum	Anmerkungen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DIRUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 12

Mindestmaße für die Haltung von Hunden und Katzen**I. MINDESTBODENFLÄCHEN (in m²) FÜR HUNDE**

Werden mehrere Hunde unterschiedlicher Größe zusammen gehalten, so ist die Widerristhöhe, die bei der Berechnung der Mindestfläche zu berücksichtigen ist, die des größten Hundes.

Anzahl der Hunde	Widerristhöhe					
	Weniger als 25 cm	Weniger als 30 cm	Weniger als 40 cm	Weniger als 60 cm	Weniger als 75 cm	Mehr als 75 cm
1 oder 2	4	6	7	10	12	16
Pro zusätzlichem	2	3	3,5	5	6	8

II. MINDESTBODENFLÄCHEN (in m²) FÜR GEBURTSGEHEGE, DIE FÜR EINE HÜNDIN MIT IHREN WELPEN NUTZBAR SIND

Alter der Welpen	Widerristhöhe des weiblichen Zuchttieres					
	Weniger als 25 cm	Weniger als 30 cm	Weniger als 40 cm	Weniger als 60 cm	Weniger als 75 cm	Mehr als 75 cm
Bis zu vier Wochen	3	4	4,5	6	7	9
Von vier bis acht Wochen	4	6	7	10	12	16

III. MINDESTHÖHE FÜR HUNDEGEHEGE

Mindestens die doppelte Widerristhöhe des größten Hundes im Gehege mit einer Mindesthöhe von 75 cm.

IV. MINDESTABMESSUNGEN FÜR GEHEGE VON KATZEN

Anzahl der Katzen	Minimale Bodenfläche (in m²)	Mindesthöhe (in m)
1 oder 2	3	1,80
Pro zusätzlicher Katze	1,5	

V. MINDESTABMESSUNGEN (in m²) FÜR GEBURTSGEHEGE, DIE FÜR EINE KATZE MIT IHREN KÄTZCHEN NUTZBAR SIND

Alter der Kätzchen	Minimale Bodenfläche (in m²)	Mindesthöhe (in m)
Bis zu vier Wochen	3	1,80
Von vier bis zehn Wochen	4	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 13

Mindestabmessungen für die Haltung von Tieren

TABELLE 1. MINDESTABMESSUNGEN FÜR KÄFIGE FÜR KLEINE NAGETIERE UND KANINCHEN**a) Käfige für kleine Nagetiere**

Art	Fläche (cm ² pro Tier)		Höhe (cm)	Besondere Anforderungen
	Einzelhaltung	Gruppenhaltung		
Chinchilla	3000 vorzugsweise in der Gruppe	2000	80	- Mindestens 2 Ebenen - Sandbad - Zweige
Meerschweinchen	3000 vorzugsweise in der Gruppe	1200	30	–
Strauchratte (Octodon degus)	1500 vorzugsweise in der Gruppe	750	50	- Möglichkeit zum Klettern - Sandbad - Möglichkeit zur Flucht
Tamias striatus (Streifen-Backenhörnchen)	1500	750 vorzugsweise einzeln	50	- Möglichkeit zum Klettern
Mongolische Rennratte (Meriones Unguiculatus)	1000	500 mit einer Mindestfläche von 1000 vorzugsweise einzeln oder paarweise	25	- Sandbad - Möglichkeit zur Flucht
Persische Rennratte (Meriones Persicus)	1000	500 mit einer Mindestfläche von 1000 vorzugsweise in der Gruppe	20	- Sandbad - Möglichkeit zur Flucht
Hamster	1000	500 mit einer Mindestfläche von 1000 vorzugsweise einzeln	20	- Sandbad - Möglichkeit zur Flucht
Ratte	1500 vorzugsweise in der Gruppe	375 mit einer Mindestfläche von 1500	30	- Möglichkeit zum Klettern

Maus	1000 vorzugsweise in der Gruppe	100 mit einer Mindestfläche von 1000	15	- Möglichkeit zum Klettern
-------------	---------------------------------------	--	----	-------------------------------

b) Käfige für Kaninchen

Gewicht des Tieres (kg)	Fläche (cm ² pro Tier)		Breite (cm)	Höhe (cm)
	Einzelhaltung	Gruppenhaltung		
Weniger als 1 kg	3400	1200	40	40
zwischen 1 kg und 3 kg	4800	2500	50	70
Mehr als 3 kg	7200	2500	60	70

TABELLE 2. MINDESTABMESSUNGEN FÜR GEHEGE VON FRETTCHE

Fläche (cm ² pro Tier)	Mindesthöhe des Käfigs (m)	Besondere Anforderungen
0,5	0,8	- Möglichkeit, sich zu verstecken - Mindestens 3 Ebenen

TABELLE 3. MINDESTSTANDARDS FÜR VOGELKÄFIGE

Die Vogelarten werden nur als Beispiel genannt.

Tabelle in cm³

Länge des Vogels (vom Kopf bis zur Schwanzspitze)	Käfige (cm ³ pro Tier)		Volieren (cm ³ pro Tier)
	Einzelhaltung	Gruppenhaltung	
bis zu 18 cm (kleine Exoten, Kanarienvögel, Unzertrennlische, kleine Wellensittiche)	11.000	8.000	20.000
bis zu 30 cm (Sittiche, große Kanarienvögel, Papageien, exotische Tauben)	94.000	31.000	125.000
bis zu 40 cm (Amazonenpapagei, Graupapageien)	94.000	75.000	187.000
mehr als 40 cm (Aras)	450.000	560.000	1.250.000

TABELLE 4. MINDESTABMESSUNGEN FÜR VIVARIEN

(in cm: L = Länge, B = Breite, H = Höhe)

a) Schlangen

- Jede Schlange kann sich jederzeit auf 2/3 ihrer Körperlänge horizontal ausstrecken.
- Jede Schlange kann die Einrichtungen des Vivariums jederzeit nutzen.
- Die Abmessungen der Länge und Breite des Vivariums können von den unten beschriebenen Standards abweichen, sofern die Gesamtfläche mindestens der Fläche der unten beschriebenen Vivarien entspricht.

a.1) Terrestrische Arten:

H: mindestens 1/3 der Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 20 cm

B: mindestens 2/3 der Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 20 cm

L: mindestens 2/3 der Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 30 cm

Wenn mehr als ein Tier in einem Vivarium gehalten wird, muss die Höhe des Vivariums mindestens 30 cm betragen. Für jedes zusätzliche Tier wird das Vivarium wie folgt vergrößert:
- B: um mindestens 1/3 der Gesamtlänge des größten Tieres, mit einem Minimum von 30 cm
- L: um mindestens 1/3 der Gesamtlänge des größten Tieres, mit einem Minimum von 30 cm
In einem Vivarium werden höchstens fünf Tiere gehalten.

a.2) Arborikole und semi-arborikole Arten:

H: mindestens 2/3 der Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 40 cm

B: mindestens 1/2 der Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 20 cm

L: mindestens 2/3 der Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 30 cm

Wenn mehr als ein Tier in einem Vivarium gehalten wird, muss die Höhe des Vivariums mindestens 40 cm betragen. Für jedes zusätzliche Tier wird das Vivarium wie folgt vergrößert:
- B: um mindestens 1/3 der Gesamtlänge des größten Tieres, mit einem Minimum von 30 cm
- L: um mindestens 1/3 der Gesamtlänge des größten Tieres, mit einem Minimum von 30 cm
In einem Vivarium werden höchstens fünf Tiere gehalten.

Für Schlangen mit einer Gesamtlänge von mehr als zwei Metern gelten die folgenden Abmessungen:

H: mindestens 1/2 der Gesamtlänge des Tieres

B: mindestens 1/2 der Gesamtlänge des Tieres

L: mindestens 3/4 der Gesamtlänge des Tieres

b) Schildkröten

Die Abmessungen für ein einzeln gehaltenes Tier lauten wie folgt:

Länge: viermal die Länge des Bauchpanzers mit einem Minimum von 60 cm

Breite: zweimal die Länge des Bauchpanzers mit einem Minimum von 30 cm

Für jedes zusätzliche Tier wird das Vivarium wie folgt vergrößert:

Länge: viermal die Länge des Brustpanzers des größten Tieres

Breite: einmal die Länge des Brustpanzers des größten Tieres

Jede Schildkröte kann die Einrichtungen des Vivariums jederzeit nutzen.

b.1) Terrestrische und semi-aquatische Arten

In einem Vivarium werden maximal 20 Tiere gehalten.

Für semi-aquatische Arten ist ein Wasserteil vorgesehen, dessen Fläche und Tiefe der jeweiligen Art angepasst ist. Die Landfläche beträgt mindestens 1/4 der erforderlichen Fläche des Vivariums.

b.2) Aquatische Arten

Bei aquatischen Arten muss die Wasserfläche mindestens 80 % der erforderlichen Fläche des Vivariums und die Landfläche mindestens 10 % dieser Fläche betragen.

Die Tiefe des Wasserteils muss mindestens doppelt so groß sein wie die Breite des Brustpanzers der größten Schildkröte.

c) Eidechsen und Krokodile

In einem Vivarium werden maximal 5 Tiere gehalten.

Jedes Tier kann die Einrichtungen des Vivariums jederzeit nutzen.

Die Abmessungen beziehen sich immer auf das größte Exemplar, einschließlich der Schwanzlänge.

c.1) Terrestrische Arten:

H: mindestens 2/3 der Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 40 cm

B: mindestens einmal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 40 cm

L: mindestens dreimal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 50 cm

Für jedes weitere Tier wird eine Fläche hinzugefügt, die dem Zehnfachen der Länge des größten Tieres in cm² entspricht.

c.2) Arborikole und semi-arborikole Arten:

H: mindestens zweimal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 80 cm

B: mindestens einmal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 50 cm

L: mindestens dreimal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 60 cm

Für jedes weitere Tier wird eine Fläche hinzugefügt, die dem Zehnfachen der Länge des größten Tieres in cm² entspricht.

d) Amphibien

Die Abmessungen beziehen sich immer auf die Gesamtlänge, ggf. einschließlich der Schwanzlänge, des größten Exemplars.

d.1) Terrestrische Arten:

Tiere mit einer Länge von weniger als 5 cm:

	H	B	L
Weniger als 10 Exemplare	35	30	35
Mehr als 10 Exemplare (maximal 30)	40	40	60

Tiere mit einer Länge von mehr als 5 cm:

In einem Vivarium werden maximal 20 Tiere gehalten.

H: mindestens 40 cm

B: mindestens fünfmal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 40 cm

L: mindestens zehnmal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 60 cm

d.2) Arborikole Arten:

Tiere mit einer Länge von weniger als 5 cm:

	H	B	L
Weniger als 10 Exemplare	60	30	35
Mehr als 10 Exemplare (maximal 30)	60	40	40

Tiere mit einer Länge von mehr als 5 cm:

In einem Vivarium werden maximal 20 Tiere gehalten.

H: mindestens 80 cm

B: mindestens fünfmal die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 40 cm

L: mindestens zehnmals die Gesamtlänge des Tieres, mit einem Minimum von 60 cm

d.3) Aquatische Arten:

Länge (cm)	Wasservolumen (l) Bis zu 5 Exemplare	Zusätzliches Wasservolumen (L pro zusätzlichem Tier)
≤ 10	5	0,5
> 10 und < 20	10	1
≥ 20	20	2

TABELLE 5. MINDESTSTANDARDS FÜR AQUARIEN

Das Wasservolumen wird in Litern angegeben, Filter nicht eingeschlossen.

a) Süßwasserfische

Ein Minimum von:

- 0,10 Liter Wasser pro cm Fisch bei Fischen mit einer Länge von 5 cm oder weniger, mit einem Minimum von 40 Litern;
- 0,30 Liter Wasser pro cm Fisch bei Fischen mit einer Länge von 5 bis 10 cm, mit einem Minimum von 60 Litern;
- 1,5 Liter Wasser pro cm Fisch bei Fischen mit einer Länge von 10 cm oder mehr, mit einem Minimum von 100 Litern;

Diese Standards gelten nicht für männliche Siamesische Kampffische oder Cyprinodontidae. Männliche Siamesische Kampffische und Cyprinodontidae müssen in mindestens 10 Litern Wasser gehalten werden.

Die Anzahl der Fische pro Aquarium wird an das Wasservolumen und die Filter- und Belüftungskapazitäten des Aquariums angepasst.

b) Meeresfische

Mindestens 2 Liter Wasser pro cm Fisch, mit einem Minimum von:

- 180 Litern für Fische mit einer Länge von 15 cm oder weniger;
- 250 Litern für Fische mit einer Länge von mehr als 15 cm.

Die Anzahl der Fische pro Aquarium wird an das Wasservolumen und die Filter- und Belüftungskapazitäten des Aquariums angepasst.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anlage 14

Modell für eine Vereinbarung zwischen dem Tierheim und der Pflegefamilie

Zwischen (NAME und Vorname),

Verwalter des Tierheims

Zulassungsnummer:

Und

..... (NAME und Vorname)

..... (Anschrift)

im Folgenden „die Pflegefamilie“ („PF“) genannt

Art(en) oder Gattung(en), die aufgenommen werden können:

O Hunde O Katzen O Pferde O Vögel O Nagetiere O Sonstige:

Maximale Anzahl an Tieren, die bei der Pflegefamilie untergebracht werden können:

Unterbringungsort und Haltungsbedingungen:

.....
.....
.....
.....

Datum der Besichtigung des Unterbringungsortes der Pflegefamilie durch den Verwalter:

.....
.....

Von der Pflegefamilie gehaltene Tiere:

.....
.....

Besuchsbericht:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Mit dieser Vereinbarung erklären sich beide Parteien bereit, die folgenden Bedingungen einzuhalten:

C. 1 - Die Pflegefamilie verpflichtet sich, das Tier/die Tiere vorübergehend bei sich zu Hause aufzunehmen.

C. 2 - Die PF erkennt an, dass das Tierheim vollberechtigter Eigentümer des anvertrauten Tieres bleibt. Die PF ist jedoch während der Dauer der Betreuung rechtlich dafür verantwortlich.

Entscheidungen über die Unterbringung, Übertragung der Verantwortung, Euthanasie oder jegliche Art von tierärztlicher Behandlung oder Operation dürfen nur mit schriftlicher Zustimmung des Tierheims getroffen werden.

C. 3 - Die PF verpflichtet sich gegenüber dem Tierheim, dem Tier alle notwendige Pflege zukommen zu lassen und die vom Tierheim empfohlenen Behandlungen durchzuführen. Sie verpflichtet sich, die physiologischen und ethologischen Bedürfnisse des Tieres zu erfüllen und das Tier in einem seinen Bedürfnissen angepassten Unterbringungsort zu halten und das wallonische Tierschutzgesetz, die Klauseln des Adoptionsvertrags des Tierheims und die Bestimmungen des Erlasses der wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen von Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen einzuhalten.

C. 4 - Die PF verpflichtet sich, den Besuch des Verwalters des Tierheims und/oder des Vertragstierarztes oder seines Stellvertreters in ihrer Wohnung zu akzeptieren.

C. 5 - Im Falle eines Unfalls kann die PF rechtlich und finanziell voll haftbar gemacht werden.

C. 6 - Die PF verpflichtet sich, das Tier (außer in extremen Notfällen) während einer von beiden Parteien gemeinsam festgelegten Frist aufzunehmen, kann diese aber mit Zustimmung des Tierheims verlängern, wenn sie dies wünscht.

C. 7 - Die PF verpflichtet sich, das Tier auf Verlangen des Tierheims regelmäßig für einen tierärztlichen Check-up und zur Sicherstellung des Pflegeprotokolls vorzustellen. Die Wahl des Tierarztes erfolgt in Absprache mit dem Tierheim.

In dringenden Fällen hat die PF die Möglichkeit, nach schriftlicher Zustimmung des Tierheims einen dritten Tierarzt - der mit dem Tierheim vertraglich verbunden ist oder nicht - aufzusuchen. Die Tierarztkosten werden vom Tierheim übernommen. Wenn keine schriftliche Vereinbarung getroffen wurde, gehen die Tierarztkosten zu Lasten der PF.

Im Falle von Verletzungen, Krankheiten oder Unfällen, die während der Vertragsdauer auftreten, sind die entstandenen Kosten von der PF zu tragen, wobei sich das Tierheim alle Rechte zur Strafverfolgung vorbehält und nicht haftbar gemacht werden kann.

C. 8 - Auf einfache Aufforderung des Verwalters des Tierheims und ohne notwendige Begründung verpflichtet sich die PF, das Tier unverzüglich an das Tierheim zurückzugeben.

C. 9 - Das Tierheim verpflichtet sich, für die nötige Verpflegung und Ausrüstung zu sorgen.

C. 10 - Zu jeder Zeit und ohne Begründung kann das Tierheim diesen Vertrag beenden und die PF sieht sich verpflichtet, das Tier sofort an das Tierheim zurückzugeben, ohne dass sie irgendeine Entschädigung, Rechte oder Vorteile beanspruchen kann.

C. 11 - Die Pflegefamilie informiert das Tierheim unverzüglich, wenn es ihr nicht möglich ist, die ihr anvertrauten Tiere länger aufzunehmen. Das Tierheim verpflichtet sich, die Tiere spätestens am Tag nach der Anfrage der Pflegefamilie aufzunehmen.

Ausgestellt in.....,am

Unterschrift des Verwalters des Tierheims,

Unterschrift des Vertragstierarztes des Tierheims,

Unterschrift der Pflegefamilie,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

C. 11 - Die Pflegefamilie informiert das Tierheim unverzüglich, wenn es ihr nicht möglich ist, die ihr anvertrauten Tiere länger aufzunehmen. Das Tierheim verpflichtet sich, die Tiere spätestens am Tag nach der Anfrage der Pflegefamilie aufzunehmen.

Ausgestellt in.....,am

Unterschrift des Verwalters des Tierheims,

Unterschrift des Vertragstierarztes des Tierheims,

Unterschrift der Pflegefamilie,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022 über die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und die Bedingungen für die Haltung und Vermarktung innerhalb dieser Einrichtungen beigelegt zu werden.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/30526]

24 NOVEMBER 2022. — Besluit van de Waalse regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Dierenwelzijnwetboek, de artikelen D.8, § 2, D.28, § 1°, § 3 et § 5, D.29, § 3, D.30, § 1 en § 2, D.43;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.148;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 september 2007, 18 maart 2009, 15 november 2010 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 mei 2017 en 7 februari 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 betreffende de erkenning van de dierentuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie.

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 tot vaststelling van de regels inzake reclame met het oog op de verhandeling of de schenking van diersoorten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 betreffende de sterilisatie van huiskatten;

Gelet op het rapport van 10 juni 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juli 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het advies van de Raad voor Dierenwelzijn, gegeven op 9 mei 2014;

Gelet op de adviezen van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse raad voor dierenwelzijn), gegeven op 1 december 2016, 12 juni 2019 en 21 februari 2022;

Gelet op het advies nr. 115/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 71.767/2/V van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op de kennisgeving van 25 juli 2022 uit hoofde van Richtlijn 2015/1535/EG en het ontbreken van een officiële reactie van de Europese Commissie en de lidstaten tijdens de status-quoperiode die op 26 oktober 2022 is verstreken;

Gelet op het verslag dat de Waalse parlementsleden Philippe Dodrimont en Isabelle Moinnet op 28 februari 2019 bij de minister van Dierenwelzijn hebben ingediend over de Waalse fokkerijen; dat dit verslag volgt op een parlementaire reflectiecommissie over de hondenfokkerijen in Wallonië, die door de Minister van Dierenwelzijn is toevertrouwd;

Overwegende dat de regelgeving betreffende de erkenning van inrichtingen en het in de handel brengen van dieren moet worden aangepast om gevolg te geven aan de problemen die bij de veldcontroles zijn geconstateerd;

Overwegende dat uit de bevindingen blijkt dat het uiterst ingewikkeld is om de kwaliteit van de omstandigheden waaronder honden en katten in het buitenland worden gefokt, vast te stellen en over betrouwbare garanties ter zake te beschikken;

Overwegende dat het even ingewikkeld is om ervoor te zorgen dat tijdens het vervoer ervan aan de voorwaarden wordt voldaan;

Overwegende dat het besluit tot doel heeft te garanderen dat dieren die op het grondgebied van Wallonië worden verkocht, worden gefokt in omstandigheden die in overeenstemming zijn met het dierenwelzijn ;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° het Wetboek: het Waalse Dierenwelzijnwetboek ;

2° de identificatiegegevens : het ras, het geslacht, de geboortedatum, de haarkleur en de vachtsoort en, in voorkomend geval, het identificatieteken en het sterilisatiestatuut van het dier;

3° een bewegingsruimte: een binnen- of buitenruimte waar de dieren hun fysiologische en ethologische behoeften kunnen uiten;

4° een hobbyfokkerij: een fokkerij die maximaal vijf nesten honden of katten per jaar voortbrengt;

5° een occasionele fokkerij: een fokkerij die maximaal één nest honden of katten per jaar voortbrengt;

6° een professionele fokkerij: een fokkerij die meer dan vijf nesten honden of katten per jaar voortbrengt;

7° een inrichting : naar gelang van het geval, occasionele fokkerij, hobbyfokkerij, professionele fokkerij, pension, handelszaak of asiel;

8° een deskundige : een onafhankelijke dierenarts ingeschreven in de lijst van de Orde bedoeld in de wet van 19 december 1950 tot instelling van de Orde der Dierenartsen;

9° tussenpersoon voor de verhandeling of schenking van honden of katten: de persoon die voor eigen rekening of voor rekening van anderen honden of katten geboren uit de productie van een derde te koop of te schenking aanbiedt;

10° een afzonderingslokaal: een ruimte bestemd voor de verwijdering van zieke of pas aangekomen dieren;

11° een verzorgingslokaal: een lokaal voor onderzoek, verzorging en kleine diergeneeskundige ingrepen;

12° het paspoort: het document bedoeld in artikel 21, § 1, van verordening (EU) nr. 576/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juni 2013 betreffende het niet-commerciële verkeer van gezelschapsdieren en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 998/2003."

13° de verantwoordelijke van de inrichting: de persoon die belast is met een functie of die bevoegd is beslissingen te nemen in de inrichting;

14° de Dienst: de directie van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die bevoegd is voor het dierenwelzijn of de natuurlijke of rechtspersoon die is aangewezen om de Dienst te vertegenwoordigen;

15° de contractdierenarts : een dierenarts, of zijn in onderling overleg aangewezen plaatsvervanger, ingeschreven in de lijst van de Orde bedoeld in de wet van 19 december 1950 tot instelling van de Orde der Dierenartsen.

HOOFDSTUK 2. — *Registratie van inrichtingen*

Art. 2. § 1. De Minister kan de modaliteiten van een registratieprocedure vaststellen voor de volgende inrichtingen:

1° het fokken van kleine knaagdieren, konijnen, fretten, vogels, vissen, reptielen en amfibieën, met het oog op de verkoop ervan aan particulieren;

2° pensions voor kleine knaagdieren, konijnen, fretten, vogels, vissen, reptielen en amfibieën.

§ 1. De in § 1 bedoelde inrichtingen moeten voldoen aan de in bijlage 13 bedoelde normen.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenning van inrichtingen*

Art. 3. Alle inrichtingen moeten vóór hun opening worden erkend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 4. Per postadres wordt slechts één erkenning voor een inrichting afgegeven.

In afwijking van lid 1 kunnen op hetzelfde postadres worden afgegeven:

1° een erkenning voor het occasioneel of hobbymatig of professioneel fokken van honden en een erkenning voor het occasioneel of hobbymatig of professioneel fokken van katten;

2° een erkenning voor het occasioneel of hobbymatig of professioneel fokken van honden en een erkenning voor het occasioneel of hobbymatig of professioneel fokken van katten en een erkenning voor een pension;

3° een erkenning voor een asiel en een erkenning voor een pension;

4° een erkenning voor een handelszaak en een pensionregistratie voor kleine knaagdieren, konijnen, fretten, vogels, vissen, reptielen of amfibieën.

Het verlenen van een erkenning voor een bepaalde fokcategorie beëindigt elke andere voor dezelfde diersoort verleende fokvergunning.

Voor elke erkenning wordt een afzonderlijke aanvraag ingediend.

HOOFDSTUK 4 — *Procedure voor de erkenning van inrichtingen*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Onderafdeling 1. — *Retributie*

Art. 5. De beheerder betaalt de in artikel D.30, § 2, van het Wetboek bedoelde retributie.

Het bedrag van de retributie is :

1° voor een occasionele fokkerij: 50 euro ;

2° voor een hobbyfokkerij: 250 euro ;

3° voor een professionele fokkerij: 500 euro ;

4° voor een handelszaak: 500 euro ;

5° voor een pension: 250 euro.

Het bedrag wordt op 1 januari van elk jaar geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de voorgaande maand oktober. Zij zijn gekoppeld aan de spilindex voor oktober 2022.

Asielen zijn vrijgesteld van het betalen van de retributie.

Onderafdeling 2. — *Middelen om documenten van een vaste datum te voorzien en termijnberekening*

Art. 6. Om de documenten een definitieve datum te geven, worden zij op een van de volgende wijzen verzonden:

1° bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° via elke soortgelijke formule waarmee vaste datum aan de verzending en aan de ontvangst van de akte gegeven kan worden, ongeacht de distributiedienst ;

3° de afgifte van een akte tegen ontvangstbewijs.

4° langs elektronische weg.

De verzending moet uiterlijk op de vervaldatum plaatsvinden.

De dag van ontvangst van een akte die de begindatum van een termijn is, wordt niet meegerekend.

In afwijking van lid 4 geldt, wanneer de verzending langs elektronische weg wordt verzonden en de dag van verzending een zaterdag, zondag of feestdag is, als aanvangsdag van ontvangst van de verzending de eerstvolgende werkdag.

De vervaldag wordt in de termijn meegerekend. Als de termijn op een zaterdag, zondag of feestdag verstrijkt, wordt de vervaldag tot de volgende werkdag verlengd.

Afdeling 2. — Occasionele fokkerij

Art. 7. § 1. De erkenningsaanvraag wordt door de beheerder van de occasionele fokkerij bij de dienst ingediend met behulp van het formulier in bijlage 1, naar behoren ingevuld en ondertekend.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende documenten:

1° een exemplaar van de in artikel 79 bedoelde veterinaire overeenkomst, waarvan het model in bijlage 2 staat;

2° een kopie van het bezoeksverslag van de inrichting, waarvan het model is opgenomen in bijlage 3, naar behoren ingevuld en ondertekend in de maand voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning door de contractdierenarts, met vermelding van zijn bevindingen inzake de gezondheid, het welzijn en de socialisatie van de dieren, hun verblijfsomstandigheden en inzake het personeel dat betrokken is bij hun verzorging en socialisatie;

3° een lijst met de identificaties van de fokdieren van de in het officiële registratieplatform voor honden of het officiële registratieplatform voor katten geregistreerde fokdieren;

4° het bewijs van betaling van de in artikel 5 bedoelde retributie.

Indien de aanvrager nog niet over dieren beschikt, mag hij de in de punten 2 en 3 van het vorige lid bedoelde documenten niet bij zijn erkenningsaanvraag voegen.

§ 3. Wanneer bij de aanvrager een overtreding als bedoeld in artikel 105 van het Wetboek is vastgesteld of een eerdere vergunningsaanvraag is afgewezen, voegt hij bij de vergunningsaanvraag het bewijs dat corrigerende maatregelen zijn genomen of dat aan de voorschriften is voldaan.

Art. 8. § 1. De erkenningsaanvraag is niet-ontvankelijk wanneer :

1° de Dienst eerder een overtreding overeenkomstig artikel 105 van het Wetboek heeft vastgesteld en de aanvrager niet aantoont dat er corrigerende maatregelen zijn genomen;

2° de inrichting eerder is geweigerd en de aanvrager niet aantoont dat hij gevolg heeft gegeven aan de opmerkingen die tot de weigering hebben geleid;

3° de aanvrager is onderworpen aan het verbod bedoeld in artikel D.29, § 1, tweede lid, van het Wetboek;

4° de aanvrager die, overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199, van het decreetgedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, een verbod heeft om een of meer dieren te houden;

5° de aanvrager die, overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199, van het decreetgedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, onderworpen is aan een intrekking van de vergunning voor het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 van het Wetboek.

§ 2. Binnen 20 werkdagen na ontvangst van de aanvraag :

1° indien de aanvraag onvolledig is, stuurt de Dienst de aanvrager een lijst van de ontbrekende documenten en vermeldt dat de procedure opnieuw begint vanaf de datum van ontvangst ervan. De aanvrager heeft 30 dagen om de aanvraag in te vullen. Anders wordt het verzoek niet-ontvankelijk verklaard;

2° als de aanvraag volledig is, stuurt de Dienst de aanvrager een ontvangstbewijs met de vermelding dat de aanvraag volledig is;

3° indien de aanvraag onontvankelijk is overeenkomstig § 1, stelt de Dienst de aanvrager in kennis van de onontvankelijkheidsbeslissing.

Art. 9. De dienst beslist over de aanvraag tot goedkeuring binnen 30 dagen na de ontvangstbevestiging waarin staat dat de aanvraag volledig is.

De beslissing wordt aan de aanvrager meegedeeld. Een kopie van de beslissing wordt ter informatie toegezonden aan het gemeentebestuur en de contractdierenarts.

De erkenning geldt voor een periode van zes jaar. Zij kan worden verlengd na indiening van een nieuwe aanvraag overeenkomstig artikel 7.

Art. 10. Elke wijziging van een contractdierenarts moet binnen een maand worden gemeld door een kopie van het nieuwe contract aan de Dienst terug te sturen.

Afdeling 3. — Hobbyfokkerij, professionele fokkerij, handelszaak, pension, asiel

Art. 11. § 1. De erkenningsaanvraag wordt door de beheerder van de hobbyfokkerij, de professionele fokkerij, de handelszaak, het pension of het asiel bij de dienst ingediend met gebruikmaking van het formulier in bijlage 1, dat naar behoren is ingevuld en ondertekend.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende documenten:

1° een algemeen plan van de inrichting waarop de functie van de bedrijfsruimten en de afmetingen van de hokken of voorzieningen en, in voorkomend geval, de afmetingen van de voor de dieren toegankelijke buitenruimten zijn aangegeven ;

2° een exemplaar van de in artikel 79 bedoelde veterinaire overeenkomst, waarvan het model in bijlage staat;

3° een kopie van het bezoekverslag van de inrichting, waarvan het model is opgenomen in bijlage , naar behoren ingevuld en ondertekend in de maand voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning door de contractdierenarts, met vermelding van zijn bevindingen inzake de gezondheid, het welzijn en de socialisatie van de dieren, hun verblijfsomstandigheden en inzake het personeel dat betrokken is bij hun verzorging en socialisatie;

4° een lijst met de identificaties van de fokdieren van de in het officiële registratieplatform voor honden of het officiële registratieplatform voor katten geregistreerde fokdieren;

5° voor de dierenasielen, een kopie van de statuten van de vereniging bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

6° voor fokkerijen, pensions en asielen, een afschrift van de procedure, die de maatregelen en verbintenissen omvat die zijn genomen om te voldoen aan de verplichting van toegang tot een bewegingsruimte, bedoeld in artikel 47, § 1;

7° voor fokkerijen, het herindelingsplan bedoeld in artikel 86, § 4

8° voor fokkerijen, handelszakken en pensions, het bewijs van betaling van de in artikel 5 bedoelde retributie;

9° een kopie van de opleidingscertificaten van de in de inrichting werkzame personen.

Indien de aanvrager nog niet over dieren beschikt, mag hij de in de punten 3° en 4° van het vorige lid bedoelde documenten niet bij zijn erkenningsaanvraag voegen.

§ 3. Wanneer bij de aanvrager een overtreding als bedoeld in artikel 105 van het Wetboek is vastgesteld of een eerdere vergunningsaanvraag is afgewezen, voegt hij bij de vergunningsaanvraag ook het bewijs dat corrigerende maatregelen zijn genomen of dat aan de voorschriften is voldaan.

Art. 12. § 1. De erkenningsaanvraag is niet-ontvankelijk wanneer :

1° de Dienst eerder een overtreding overeenkomstig artikel 105 van het Wetboek heeft vastgesteld en de aanvrager niet aantoont dat er corrigerende maatregelen zijn genomen;

2° de inrichting eerder is geweigerd en de aanvrager niet aantoont dat hij gevolg heeft gegeven aan de opmerkingen die tot de weigering hebben geleid;

3° de aanvrager is onderworpen aan het verbod bedoeld in artikel D.29, § 1, tweede lid, van het Wetboek;

4° de aanvrager die, overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199, van het decreetgedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, een verbod heeft om een of meer dieren te houden;

5° de aanvrager die, overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199, van het decreetgedeelte van Boek I van het Milieuwetboek, onderworpen is aan een intrekking van de vergunning voor het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 van het Wetboek.

§ 2. Binnen 20 werkdagen na ontvangst van de aanvraag :

1° indien de aanvraag onvolledig is, stuurt de Dienst de aanvrager een lijst van de ontbrekende documenten en vermeldt dat de procedure opnieuw begint vanaf de datum van ontvangst ervan. De aanvrager heeft 30 dagen om de aanvraag in te vullen. Anders wordt het verzoek niet-ontvankelijk verklaard.

2° als de aanvraag volledig is, stuurt de Dienst een brief om de aanvrager te informeren :

a) van de ontvangst van een ontvankelijke en volledige aanvraag ;

b) van een voorlopig erkenningsnummer en de mogelijkheid om met de activiteit te beginnen;

c) van een bezoek van de dienst om na te gaan of de inrichting voldoet aan de in dit besluit bedoelde erkenningsvoorwaarden;

d) van de bepalingen van artikel 14, § 1 ;

e) van het feit dat de krachtens dit besluit verleende goedkeuring hem niet ontslaat van de verplichting de nodige maatregelen te nemen om te voldoen aan de wetgeving inzake milieuvergunningen of globale vergunningen, noch van de verplichting zich in te schrijven bij de Kruispuntbank der Ondernemingen;

3° indien de aanvraag onontvankelijk is overeenkomstig § 1, stelt de Dienst de aanvrager in kennis van de onontvankelijkheidsbeslissing.

§ 1. Aan het einde van het bezoek van de dienst brengt de dienst een bezoekverslag uit dat het volgende bevat:

1° hetzij een gunstig advies indien wordt vastgesteld dat de inrichting voldoet aan de in dit besluit bedoelde erkenningsvoorwaarden;

2° hetzij een gereserveerd advies indien tijdens het bezoek van de Dienst kleine tekortkomingen worden vastgesteld. De beheerder wordt verzocht binnen de door de dienst gestelde termijn aan de eisen te voldoen en het bewijs daarvan te leveren.

Wanneer de beheerder de dienst meedeelt dat aan de eisen is voldaan, kan de dienst een nieuw bezoek afleggen.

Indien de beheerder aan het einde van de in lid 1 bedoelde termijn niet op deze uitnodiging heeft gereageerd of onvoldoende geachte informatie heeft verstrekt, brengt de dienst een ongunstig advies uit;

3° hetzij een ongunstig advies indien tijdens het bezoek van de Dienst belangrijke tekortkomingen worden vastgesteld.

Art. 13. § 1 De Dienst kan een procedure voor overheidsopdrachten houden om geschikte deskundigen aan te stellen voor het uitvoeren van het in het vorige artikel bedoelde bezoek.

In toepassing van artikel D.148 en artikel R.87 van Boek I van het Milieuwetboek, worden de deskundigen belast met controleopdrachten betreffende de naleving van de erkenningsvoorwaarden van dit besluit, en in het bijzonder :

1° de bijlagen 12 en 13;

2° de overeenstemming in geval van weigering, intrekking of opschorting van de erkenning;

3° de veterinaire opvolging van de inrichting, met name de naleving van de bepalingen van artikel 79.

De nauwkeurige beschrijving van de gevraagde taken, de plaats waar deze moeten worden uitgevoerd en de communicatiemiddelen tussen de deskundige en de Dienst zullen door de Dienst aan de deskundige worden meegegeeld. De deskundige handelt op instructie van de Dienst, die hem de informatie verstrekt die nodig is voor de goede uitvoering van zijn controleopdrachten.

§ 2. De deskundige, in het kader van de uitvoering van zijn controleopdrachten :

1° wanneer de bezoek-opdracht eenmaal door de deskundige is aanvaard, is laatstgenoemde gehouden tot denaleving van de bepalingen en de procedures vastgesteld in de reglementering, de aanwijzingen, evenals tot de naleving van de uren die worden opgelegd met het oog op de continuïteit van de openbare dienstverlening;

2° brengt de Dienst onverwijld op de hoogte van elke wijziging van zijn kwalificaties, vereist in de dienstverleningsovereenkomst om zijn opdracht uit te voeren

3° neemt deel aan de vormingen aangewezen door de Dienst om permanent te beschikken over de nodige technische kennis en kwalificaties;

4° weigert elke opdracht die hem in een situatie van belangenconflict zou plaatsen, d.w.z. een situatie waarin een deskundige directe of indirecte persoonlijke belangen heeft die van invloed zouden kunnen zijn op de wijze waarop hij zijn taken en de hem door de Dienst toevertrouwde verantwoordelijkheden uitoefent. De (on)rechtstreekse belangen wijzen op ieder voordeel dat voor de expert kan bestaan of ten gunste van personen of organisatie waarmee hij zakenrelaties onderhoudt, zijn familie of naaste personen;

5° is te allen tijde gehouden tot een strikte terughoudendheid betreffende de gegevens waarvan hij kennis heeft in het voltooien van de taken die zijn opdracht vormen, betreffende de gegevens die betrekking hebben op de Dienst en het beheer ervan, evenals op de inrichtingen waar hij zijn activiteiten uitoefent in het kader van de opdracht en op hun bedrijfsvoering;

6° is burgerlijk aansprakelijk voor de geleverde diensten.

Art. 14. § 1. De minister of zijn afgevaardigde, aangewezen als directeur van de dienst, neemt binnen acht maanden na ontvangst van de volledige aanvraag een besluit tot verlening of weigering van de erkenning op basis van het (de) bezoekverslag(en) van de dienst of zijn afgevaardigde.

Wanneer de Dienst met toepassing van artikel 12, § 3, 2°, een termijn voor overeenstemming heeft toegekend, wordt de termijn voor de beslissing van de Minister of zijn afgevaardigde met twee maanden verlengd.

§ 2. Wanneer de Minister of zijn afgevaardigde een beslissing tot goedkeuring neemt, geeft hij een certificaat van erkenning af. De erkenning geldt voor een periode van tien jaar.

Voor de erkenning kunnen beperkingen gelden ten aanzien van de soorten, het aantal dieren en de constructies die mogen worden gebruikt.

§ 3. Wanneer de minister of zijn afgevaardigde een beslissing neemt om de erkenning te weigeren, stelt hij de beheerder daarvan zo spoedig mogelijk per aangetekende brief in kennis, met vermelding van:

- 1° de datum van het verstrijken van de voorlopige erkenning om de stopzetting van de activiteit te organiseren ;
- 2° de noodzaak om gevolg te geven aan de opmerkingen die aan de weigering ten grondslag liggen, alvorens een nieuwe aanvraag om erkenning in te dienen.

§ 4. In alle gevallen maakt het besluit tot verlening of weigering van een definitieve erkenning een einde aan de voorlopige erkenning.

§ 5. De Minister of zijn afgevaardigde deelt elke beslissing tot verlening of weigering van de erkenning en een afschrift van het erkenningscertificaat mee aan de gemeente van de plaats waar de inrichting zich bevindt.

Art. 15. Hiervoor wordt een nieuwe erkenningsaanvraag ingediend:

- 1° de verandering van fokcategorie als bedoeld in artikel 1, 4°, 5° en 6° ;
- 2° uitbreiding tot andere categorieën van dieren dan die op grond waarvan de oorspronkelijke erkenning is verleend;
- 3° de uitbreiding of belangrijke wijzigingen van de inrichting ten opzichte van het algemene plan op basis waarvan de oorspronkelijke erkenning is verleend;
- 4° de verandering van beheerder.

Art. 16. Indien de beheerder zijn erkenning wenst te verlengen, dient hij uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de geldigheidsduur van de erkenning een nieuwe aanvraag overeenkomstig de artikelen 11, 12 en 14 bij de dienst in.

In het kader van een aanvraag om verlenging van een erkenning en in afwijking van artikel 12 is een bezoek aan de dienst niet verplicht.

Art. 17. De beheerder stelt de Dienst ten minste 30 dagen van tevoren in kennis van elke stopzetting van de exploitatie van de inrichting, behalve in geval van overmacht.

De stopzetting van de exploitatie van de inrichting beëindigt onmiddellijk de erkenning.

Afdeling 4. — Controle van inrichtingen en sancties

Art. 18. § 1. Onverminderd één of meer inbreuken op het Wetboek of op een ter uitvoering daarvan gegeven bevel, vastgesteld overeenkomstig deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek, stelt de Dienst de beheerder onmiddellijk per aangetekend schrijven in kennis wanneer deze niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van hoofdstuk III en deelt hem mee dat de Minister een beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning kan nemen.

De beheerder beschikt over een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de brief waarin hem wordt meegedeeld dat hij niet heeft voldaan aan de in hoofdstuk III vastgestelde vergunningsvoorwaarden om zijn opmerkingen en verweermiddelen bij een aan de dienst gerichte aangetekende brief kenbaar te maken.

Bij het verstrijken van de in het vorige lid bedoelde termijn zendt de Dienst de Minister een met redenen omkleed voorstel tot schorsing met een termijn voor de overeenstemming of intrekking.

De dienst stelt de Minister per aangetekende brief met ontvangstbevestiging in kennis van de door hem ondertekende beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning. Een kopie van de kennisgeving wordt ter informatie toegezonden aan het gemeentebestuur en de contractdierenarts.

Indien niet binnen de gestelde termijn aan de eisen wordt voldaan, zendt de dienst de Minister een met redenen omkleed voorstel tot intrekking van de erkenning.

§ 2. De in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde termijn kan door de dienst om dringende redenen worden verkort.

HOOFDSTUK 5 — Voorwaarden voor de erkenning van inrichtingen

Art. 19. Erkenningen voor occasionele fokkerij, hobbyfokkerij, professionele fokkerij, handelszaak, pension of asiel worden afgegeven en gehandhaafd onder de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden.

Op advies van de Waalse Raad voor Dierenwelzijn kan de Minister de voorwaarden voor de aanhouding vaststellen die een beter niveau van dierenwelzijn garanderen en die vrijwillig kunnen worden toegepast door de inrichtingen, alsook de methoden voor informatie over de inrichtingen die ze toepassen.

Afdeling 1. — Voorwaarden van het houden

Onderafdeling 1. — Algemene voorwaarden.

1. Uitrusting:

Art. 20. Indien overeenkomstig artikel 4, lid 2, verscheidene aan erkenning onderworpen inrichtingen op hetzelfde adres zijn gevestigd, moeten de inrichtingen zodanig van elkaar gescheiden zijn dat er geen contact is tussen dieren uit verschillende inrichtingen.

Art. 21. § 1. Het dierenverblijf moet uitgerust zijn met een brandalarmsysteem dat het begin van een brand zo snel mogelijk detecteert en de beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting waarschuwt, ook bij afwezigheid. Het type detector wordt aangepast aan de specifieke kenmerken van de verblijfsruimte.

§ 2 In afwijking van § 1 kunnen occasionele fokkerijen worden uitgerust met een optische rookmelder.

Art. 22. In gesloten ruimten waarin dieren gehouden worden geldt een rookverbod.

Art. 23. De dieren zijn niet permanent in het donker of in het licht gehuisvest. De natuurlijke afwisseling van dag en nacht wordt gerespecteerd, zelfs op dagen dat de inrichting gesloten is.

In ieder geval moet het licht worden aangepast aan de fysiologische behoeften van de dieren. Daartoe wordt gezorgd voor passende natuurlijke of kunstmatige verlichting.

Art. 24. § 1. De dieren zijn adequaat gehuisvest. Ze hebben genoeg ruimte om te bewegen.

Bij het ontwerp en de inrichting van de inrichting wordt rekening gehouden met het specifieke gedrag en de fysiologische en ethologische behoeften van de soort.

De faciliteiten zijn zodanig ontworpen dat alle dieren voldoende en gevarieerde prikkels krijgen.

§ 2 De bouw van dierverblijven en omheiningen moet stevig zijn en ontsnapping onmogelijk maken.

§ 3. De gebruikte materialen moeten zodanig worden gekozen en onderhouden dat de dieren niet kunnen worden verwond of vergiftigd.

Scherpe voorwerpen moeten buiten het bereik van dieren worden gehouden.

§ 4. De lokalen, uitrusting, diervoorzieningen en materialen waarmee de dieren in aanraking komen, moeten gemakkelijk afwasbaar zijn en optimaal kunnen worden ontsmet.

§ 5. De lokalen of huisvesting van de dieren moeten zodanig zijn ingericht dat de temperatuur en de vochtigheid kunnen worden aangepast aan de fysiologische behoeften van de aanwezige dieren.

§ 6. De lokalen moeten voldoende geventileerd en gelucht worden om condensatie, overtollig vocht of schadelijke gassen te voorkomen.

§ 7. Voorzieningen voor dieren in de openlucht moeten bestand zijn tegen slechte weersomstandigheden.

Buiten hebben de dieren tijdens warme en zonnige perioden een schaduwrijke plek en beschutting tegen kou, tocht, regen en vocht uit de grond.

In het geval van een kunstmatig onderkomen is de ingang groot genoeg om het dier ongehinderd te laten passeren en zijn de afmetingen zodanig dat het zich gemakkelijk kan verplaatsen.

Art. 25. De inrichting beschikt over een ruimte voor de isolatie van bepaalde dieren. Deze ruimte moet gescheiden zijn van de andere dieren en zich buiten de zones bevinden waar veel verkeer is.

Art. 26. De inrichting is zodanig ingericht dat voedsel hygiënisch kan worden opgeslagen. Koeling is vereist voor de opslag van vers vlees, vis of andere bederfelijke levensmiddelen.

Art. 27. Dode dieren, afval, strooisel en mest mogen niet worden opgeslagen op plaatsen waar levende dieren worden gehouden of waar voeder wordt bewaard. Zij worden opgeslagen en verwijderd op de door de bevoegde overheden vastgestelde wijze.

2. Personeel

Art. 28. § 1. Voor de verzorging en socialisatie van de dieren, het onderhoud van de dierverblijven en het beheer van de inrichting moet voldoende opgeleid personeel, in loondienst of als vrijwilliger, beschikbaar zijn. De Minister kan voorwaarden stellen aan het aantal en de opleiding van dit personeel.

De beheerder houdt een lijst bij van de personeelsleden en hun werktijden. De lijst wordt ter beschikking gesteld van de toezichthoudende overheden.

§ 2. Met uitzondering van inrichtingen die erkend zijn als occasionele fokkerij, bezit ten minste de bedrijfsleider of een lid van het vaste personeel een van de volgende diploma's, certificaten of attesten:

1° een diploma secundair onderwijs in dierenzorg of dierenartsassistent;

2° een diploma "bachelor in de landbouwkunde, dierentechnologie";

3° een diploma "bachelor in de diergeneeskunde";

4° een universitair diploma diermanagement ;

5° een diploma "opleiding bedrijfsbeheer" of "opleiding coördinatie en beheer" met betrekking tot de dierlijke sector, afgegeven door IFAPME;

6° een attest van succesvolle afronding van een door de Minister of de Dienst erkende opleiding van ten minste vijftig uur met betrekking tot de dierlijke sector, waarin ten minste de volgende elementen aan bod komen:

a) de wetgeving inzake dierenwelzijn, waaronder het Wetboek, dit besluit, CITES en de Europese wetgeving inzake de traceerbaarheid van dieren;

b) basisconcepten van ethologie, dierenwelzijn en diergezondheid ;

c) basiskennis van bedrijfsbeheer en hygiëne in de context van de huisvesting van dieren;

d) de basisbegrippen met betrekking tot de ethologische en fysiologische behoeften van dieren die worden gehouden in krachtens dit besluit erkende inrichtingen, met inbegrip van huisvesting, voeding, socialisatie en verrijking.

Met het oog op de erkenning van de opleiding legt de organisator van de opleiding een samenvatting van de inhoud van het opleidingsprogramma aan de Dienst voor. De Minister of de Dienst beslist binnen acht weken na ontvangst van de aanvraag over de erkenning van de opleiding.

De lijst van erkende opleidingen wordt gepubliceerd op het portaal voor dierenwelzijn.

§ 3. De beheerder zorgt ervoor dat personen die betrokken zijn bij de verzorging van dieren, met inbegrip van pleeggezinnen, en die niet in het bezit zijn van een van de in § 2 bedoelde diploma's, certificaten of attesten, een interne opleiding krijgen in :

1° het welzijn en de verzorging van dieren ;

2° indien nodig, de selectie en voortplanting van dieren;

3° indien nodig, de grondbeginselen van opvoeding en socialisatie van de dieren.

De beheerder stelt een bijscholingsplan op voor degenen die bij de verzorging van de dieren betrokken zijn, met inbegrip van de pleeggezinnen, en stelt in overleg met de contractdierenarts een gids voor goede praktijken op. De gids voor goede praktijken bevat ten minste de normen van dit besluit die van toepassing zijn op de betrokken inrichting, alsmede aanbevelingen om een hoger niveau van dierenwelzijn te waarborgen.

§ 4 Een persoon waarvan de vergunning om een dier te houden overeenkomstig artikel D.6 van het Wetboek is ingetrokken of aan wie overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199 van het decreetgedeelte van Boek I van het Milieuwetboek een verbod is opgelegd om een of meer dieren te houden, kan geen personeelslid zijn. De leden

van het vaste personeel verstrekken bij hun aanstelling een uittreksel uit het centrale dossier dat minder dan negentig dagen geleden is afgegeven overeenkomstig artikel D.144, § 2, tweede lid, van het decreetgedeelte van Boek I van het Milieuwetboek.

3. Zorgen

Art. 29. Iedereen die met dieren in contact komt, moet ze voorzichtig en deskundig behandelen en hun socialisatie, d.w.z. de ontwikkeling van relaties met andere dieren en met mensen, bevorderen.

Art. 30. De dieren moeten voldoende hoeveelheden kwaliteitsvoer krijgen dat is afgestemd op hun leeftijd, gewicht en activiteitsniveau en op hun specifieke behoeften. Het voer moet worden verstrekt in geschikte, schone recipiënten en met een frequentie die is afgestemd op hun specifieke behoeften.

Indien verschillende dieren in dezelfde ruimte worden geplaatst, wordt de voedselverdeling zodanig beheerd dat concurrentie tussen de dieren wordt voorkomen.

Art. 31. Er is altijd schoon water beschikbaar voor de dieren om te drinken. Het wordt op passende wijze verspreid en regelmatig vernieuwd.

De beheerder of zijn personeel zorgt ervoor dat het water in alle weersomstandigheden toegankelijk is.

4. Beheer

Art. 32. Dieren, met uitzondering van dieren die van nature solitair zijn en dieren die om gezondheids- of gedragsredenen worden geïsoleerd, mogen nooit alleen worden gehouden.

Zij profiteren van de aanwezigheid van een soortgenoot of ten minste een ander dier waarmee zij kunnen interageren.

Art. 33. Wanneer dieren in dezelfde ruimte worden geplaatst, worden de nodige voorzorgsmaatregelen genomen om agressie te voorkomen.

Asociale soorten of dieren, al dan niet van nature, zijn gescheiden. Het scheidingsstelsel voorkomt dat dieren elkaar verwonden.

Art. 34. De dieren worden ten minste tweemaal per dag gecontroleerd, ook op dagen dat de inrichting gesloten is. Dagelijks wordt een controledocument ingevuld, ook op dagen dat de inrichting gesloten is.

Indien de dieren niet in goede gezondheid lijken te verkeren of indien zij gedragsproblemen vertonen, neemt de beheerder of zijn personeel onmiddellijk de nodige maatregelen om de oorzaken vast te stellen en te verhelpen. De contractdierenarts wordt zo spoedig mogelijk geraadpleegd wanneer de dieren niet goed genoeg reageren op de zorg van de beheerder of zijn personeel.

Art. 35. De beheerder of zijn personeel zorgt voor :

- 1° het verplaatsen van de zieke dieren naar de isolatiekamer of het onder toezicht stellen van een dierenarts;
- 2° de inachtneming van een afzonderings- of observatieperiode voor elk nieuw aangekomen dier, waarvan de bijzonderheden door de contractdierenarts worden voorgeschreven;
- 3° adequate reiniging en ontsmetting van lokalen, uitrusting, diervoorzieningen en materiaal waarmee de dieren in contact komen;
- 4° het nemen van maatregelen tegen de binnenkomst van ongewenste dieren en ziektedragers;
- 5° de bestrijding van interne en externe parasieten.

5. Marketing, donatie en adoptie van dieren

Art. 36. Het overeenkomstig artikel 14, lid 2, afgegeven certificaat van erkenning wordt duidelijk zichtbaar binnen de inrichting aangebracht.

Art. 37. § 1. Onverminderd artikel D.46 van het Wetboek is het verhandelen en schenken van dieren verboden:

- 1° die ziektesymptomen vertonen of aan een bij de verkoper bekende ziekte lijden;
- 2° die niet of te vroeg worden gespeend;
- 3° die achtergelaten, verloren of verdwaald zijn.

In afwijking van lid 1 is de donatie van dieren die ziektesymptomen vertonen of aan een ziekte lijden toegestaan, mits de ontvanger daarvan schriftelijk in kennis is gesteld.

§ 2. De beheerder of zijn personeel mogen geen valse informatie verstrekken over de leeftijd, de oorsprong of de benaming van een dier dat bestemd is voor verkoop, schenking of adoptie, noch valse reclame maken voor de verkoop, schenking of adoptie van een dier.

Art. 38. Voor elke soort moet in de inrichting waar de dieren worden gehouden, worden vermeld dat de dieren tijdelijk in de inrichting worden gehuisvest en bij de koper van een superieur onderkomen moeten worden voorzien.

Art. 39. Het erkenningsnummer van de inrichting moet in elke publicatie of reclame worden vermeld.

Art. 40. De beheerder of zijn personeel adviseert de aspirant-koper bij de keuze van een dier door de lijst met vragen door te nemen die vóór de aankoop van een dier moeten worden gesteld en die is opgenomen in bijlage 7 en door de beheerder kan worden aangevuld met vragen die specifiek zijn voor de betrokken soort.

De lijst van de in punt 1 bedoelde vragen is :

- 1° schriftelijk of elektronisch ter beschikking gesteld van elke bezoeker van de inrichting;
- 2° op een voor de bezoekers van de inrichting zichtbare wijze aangebracht.

De kandidaat-verwerver beantwoordt de vragen schriftelijk of elektronisch. De beheerder bewaart het ingevulde en gedateerde document gedurende twee jaar na de feitelijke verwerving. Bij aankoop van een hond of kat wordt het document samen met het garantiecertificaat bewaard.

Indien de feitelijke verwerving niet plaatsvindt, wordt het document vernietigd.

Onderafdeling 2 — Bijzondere voorwaarden voor het houden van honden en katten

1. Uitrusting

Art. 41. § 1. Honden en katten worden niet vastgebonden.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen honden worden aangebonden gedurende de tijd die nodig is om voedsel in te nemen, indien dit van korte duur is en alleen als er geen andere oplossing bestaat of om door een dierenarts voorgeschreven redenen.

Art. 42. Honden en katten worden gehuisvest in sociale groepen van compatibele individuen, tenzij er gedrags-, gezondheids- of veterinaire contra-indicaties zijn.

Art. 43. § 1. De afmetingen van de honden- en kattenverblijven moeten aangepast zijn aan de grootte van de dieren. De vereiste minimumnormen staan in bijlage 12. Bij de berekening van de omvang van de leefruimte wordt rekening gehouden met de oppervlakte die permanent toegankelijk is voor het dier.

Indien honden van verschillende grootte samen worden gehouden, moet voor de berekening van de minimumoppervlakte de schofthoogte van de grootste hond in aanmerking worden genomen.

Dieren van particulieren die op het terrein van de inrichting zijn gehuisvest, worden meegerekend voor het vereiste minimumoppervlak.

Van de in lid 1 bedoelde minimumnormen kan worden afgeweken tijdens de isolatie van het dier of zolang het dier verzorging nodig heeft, mits het verblijf niet onnodig wordt verlengd.

§ 2. Voor de berekening van de grootte van de werpkooien wordt alleen rekening gehouden met de grootte van de moeder. Deze hokken kunnen worden gebruikt voor de moeder vanaf een week voor de worp en voor de jongen en hun moeder tot de leeftijd van acht weken voor pups en tien weken voor kittens.

Met uitzondering van asielen mag een puppy van minder dan acht weken oud of een kitten van minder dan tien weken oud niet alleen in een hok worden gehouden, tenzij de contractdierenarts daarvoor schriftelijk een rechtvaardiging geeft.

§ 3. De leefruimte moet zo zijn ontworpen dat de dieren naar buiten kunnen kijken en met elkaar in contact kunnen komen. Met uitzondering van kraamhokken moet het dier aan ten minste één kant van het hok naar buiten kunnen kijken. Het open of transparante gedeelte moet ten minste 1/4 van het oppervlak van die zijde beslaan en zich op ooghoogte van de dieren daarin bevinden.

Art. 44. Kalverende vrouwtjes en vrouwtjes met niet-gespeende jongen hebben voldoende nestmateriaal en een geschikte warmtebron in hun verblijf.

Vrouwtjes met jongen van meer dan drie weken oud moeten vrij zijn om hun jongen af te zonderen of bij hun jongen te blijven, tenzij de dierenarts dit schriftelijk rechtvaardigt.

Art. 45. § 1. In dierenverblijven moeten de vloeren, wanden en andere oppervlakken die met de dieren in aanraking komen, gemaakt zijn van bestendig materiaal dat geen water opneemt, rotvrij, niet giftig en gemakkelijk afwasbaar en ontsmettend is.

De grond is vlak, goed gedraineerd, niet glad en niet schurend. Een houten vloer is niet toegestaan, behalve op de rustplaats.

Bij wijze van uitzondering is § 1 niet van toepassing op honden die bij een landbouwactiviteit betrokken zijn, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de fokplaats is een landbouwbedrijf;

2° de koper verwerft het dier in het kader van zijn landbouwactiviteit, geregistreerd volgens de geldende normen;

3° de fysiologische en ethologische behoeften van de dieren worden gerespecteerd.

§ 2. Een vloer die bestaat uit roosters is niet toegestaan.

§ 3. De dieren moeten beschikken over een droge en comfortabele rustplaats, gescheiden van de grond.

Art. 46. In inrichtingen waar dieren binnen worden gehouden, moet voor voldoende natuurlijk licht worden gezorgd.

Art. 47. § 1. Honden en katten hebben regelmatig toegang tot een oefenterrein.

Als permanente toegang niet mogelijk is, worden de honden om de dag minstens één uur uitgelaten.

Met uitzondering van occasionele fokkerijen, levert de verantwoordelijke van de inrichting op verzoek van de Dienst het bewijs hiervan, bijvoorbeeld door middel van camerabeelden of chipopname.

De beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting stelt een door de Dienst gevalideerde procedure op met de maatregelen en verbintenissen die zijn genomen om aan deze verplichting te voldoen.

§ 2. De toegang tot de oefenruimte is niet verplicht voor :

1° teven met pups jonger dan vier weken en poesen met niet-gespeende jongen;

2° zieke dieren;

3° dieren wanneer de weersomstandigheden ongunstig zijn en hun welzijn kunnen aantasten;

4° om veterinaire redenen of voor in afzondering geplaatste dieren.

Art. 48. De leefruimte van de dieren is verrijkt met elementen en accessoires die zijn aangepast aan hun ethologische behoeften.

Katten hebben voorwerpen waarop ze kunnen klimmen en voorwerpen waarop ze hun klauwen kunnen gebruiken. Er zijn rustplaatsen op verschillende niveaus.

Vanaf de leeftijd van vier weken krijgen pups en kittens een verscheidenheid aan voorwerpen en regelmatige stimulatie om hen te helpen zich bewust te worden van en te wennen aan alledaagse geluiden.

Volwassen honden krijgen altijd een geschikt voorwerp om op te kauwen. Als zij in een groep worden gehouden, worden deze voorwerpen regelmatig uitgedeeld, maar alleen onder toezicht.

Art. 49. Het strooisel is absorberend en wordt regelmatig vervangen. Voor groepen tot vijf katten is ten minste één kattenbak per kat beschikbaar. Voor groepen van zes of meer katten is ten minste één kattenbak per twee katten beschikbaar.

De kattenbakken worden ten minste eenmaal per dag schoongemaakt, waarbij alle vaste uitwerpselen worden verwijderd en het met urine verzadigde strooisel wordt vervangen.

Kattenbakken dienen uit de buurt van voedsel- en waterbakken te worden geplaatst.

Art. 50. De inrichting waar meer dan vijftientig volwassen dieren worden gehouden, beschikt over een verzorgingsruimte.

Deze kamer is gescheiden van de isolatiekamer en is uitgerust met :

- 1° wanden en vloer die gewassen en gedesinfecteerd kunnen worden ;
- 2° stopcontacten ;
- 3° een aftappunt voor stromend water, warm en koud ;
- 4° voldoende verlichting om ingrepen te kunnen uitvoeren ;
- 5° een onderzoekstafel ;
- 6° een verblijfskooi;
- 7° ontsmettingsproducten ;

2. Zorgen

Art. 51. Vanaf de vierde week krijgen de jongen een niet-vloeibare voeding.

Tenzij anders geadviseerd door de contractdierenarts, wordt de volledige scheiding van de moeder en haar jong niet toegepast vóór de leeftijd van :

- 1° acht weken bij honden;
- 2° twaalf weken bij katten.

Tenzij anders geadviseerd door de contractdierenarts of fysiek onmogelijk, zoals bij overlijden van de moeder, mogen pups jonger dan acht weken en kittens jonger dan twaalf weken te allen tijde contact hebben met hun moeder.

Art. 52. De nagels van de honden worden regelmatig gecontroleerd en indien nodig geknipt.

De vacht van de dieren wordt onderhouden en zo nodig geborsteld, verzorgd of geschoren.

3. Beheer

Art. 53. § 1. De beheerder van de fokkerij houdt:

1° een inventaris met gegevens over alle vrouwelijke dieren die vanaf de eerste dekking voor de voortplanting zijn gebruikt, waarvan het model in bijlage 5 staat.

Katten geboren vóór 1 november 2017 worden ook geïdentificeerd en geregistreerd overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 28 april 2016 betreffende de identificatie en registratie van katten;

2° voor elk nest een gedateerd fokregister met volgnummer, waarvan het model in bijlage 6 is opgenomen.

De contractdierenarts noteert de werpdata in het paspoort of het gezondheidsdossier van de teef. De beheerder laat het fokformulier bij de identificatie van de pups of kittens door de contractdierenarts valideren.

§ 2. In geval van wijziging worden de in paragraaf 1 bedoelde gegevens binnen achtenveertig uur bijgewerkt.

4. In de handel brengen

Art. 54. Elke bezoeker van de inrichting kan een kopie van het in bijlage 8 bedoelde garantiecertificaat en de in bijlage 7 bedoelde lijst met vragen die moeten worden gesteld voordat een dier wordt aangeschaft, raadplegen.

De beheerder zorgt voor de verspreiding van deze informatie door deze op een zichtbare plaats aan te brengen in de ruimte waar hij potentiële kandidaat-kopers ontvangt.

Vóór de verkoop stelt de beheerder de moeder van de pup of het kitten aan de koper voor.

Art. 55. § 1. Een fokkerij geeft of verhandelt alleen honden of katten uit eigen productie en geboren op het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. Het is verboden te verkopen, weg te geven of ter adoptie aan te bieden:

- 1° katten jonger dan twaalf weken ;
- 2° honden van minder dan acht weken oud;
- 3° katten of honden die niet overeenkomstig de wettelijke voorschriften zijn geïdentificeerd en geregistreerd;
- 4° katten of honden zonder het door de wet voorgeschreven identificatie- of registratiedocument;
- 5° katten die niet gesteriliseerd zijn.

§ 3 In afwijking van § 2, 1°, kunnen asielen bij afwezigheid van hun moeder kittens van minder dan twaalf weken ter adoptie aanbieden.

§ 4 In afwijking van paragraaf 2, 5°, wordt een voor de fok bestemde kat niet gesteriliseerd indien de koper een erkende fokker is. De kat wordt gesteriliseerd zodra zij niet meer bestemd is voor het kweken.

§ 5. Het is verboden kittens of puppies te tonen of tentoon te stellen in afwezigheid van de moeder, behalve voor dieren in opvangcentra of in geval van materieel onvermogen zoals het overlijden van de moeder.

§ 6. De koper van een dier kan de gegevens over het nest raadplegen, met uitzondering van de gegevens van andere kopers.

Art. 56. § 1. De verantwoordelijke van de inrichting verstrekt de koper, hetzij op papier hetzij elektronisch door zich individueel tot de koper te wenden, de nodige, door de contractdierenarts goedgekeurde en ondertekende instructies betreffende de voeding, huisvesting, verzorging, opvoeding en socialisatie van het dier. Dit document informeert de koper ook over genetische ziekten, mogelijke gebreken en de bijzonderheden van het ras dat hij kiest.

§ 2. De Dienst kan een model van de in § 1 bedoelde richtsnoeren publiceren op het portaal voor dierenwelzijn. Dit model kan worden ingevuld door de verantwoordelijke van de inrichting, afhankelijk van de specifieke kenmerken van de verkochte of ter adoptie aangeboden dieren.

Art. 57. § 1. Bij de verkoop van een hond of kat informeert de beheerder de koper over de vaccinatiestatus van het dier, het risico van overdracht van erfelijke gebreken bij een ongepaste dekking en geeft hij een garantie voor de gezondheid van het dier. Daartoe verstrekt hij de koper een naar behoren ingevuld garantiecertificaat volgens het model in bijlage 8.

Een kopie van dit certificaat wordt door de verkoper gedurende ten minste twee jaar bewaard. Deze kopie wordt aan de dienst ter beschikking gesteld.

§ 2. Honden worden in de handel gebracht als zij ten minste een primaire vaccinatie tegen canine parvovirus (CPV-2), het virus van de ziekte van Carré (CDV) en hepatitis contagiosa canis (CAV) hebben ontvangen. Katten worden in de handel gebracht als zij ten minste een primaire vaccinatie hebben ontvangen tegen het panleucopenievirus (FPV), het feline calicivirus (FCV) en het feline herpesvirus (FHV-1).

De Minister kan :

- 1° maatregelen nemen om bepaalde ziekten in inrichtingen op te sporen en uit te roeien;
- 2° methoden en tests bepalen voor de diagnose van deze ziekten;
- 3° de in § 2 bedoelde ziekten bijwerken volgens de wetenschappelijke ontwikkelingen.

Onderafdeling 3. — Bijzondere voorwaarden voor het houden van kleine zoogdieren, vogels, reptielen, amfibieën en aquariumvissen

1. Uitrusting

Art. 58. § 1. De afmetingen van de dierenverblijven zijn aangepast aan hun grootte.

De vereiste minimumnormen zijn als volgt:

- 1° voor kooien voor kleine knaagdieren en konijnen, de minimumnormen van bijlage 13, tabel 1;
- 2° voor frettenkooien, de minimumnormen van bijlage 13, tabel 2;
- 3° voor kooien en volièren voor bepaalde vogels, de minimumnormen van bijlage 13, tabel 3;
- 4° voor vivaria voor hagedissen, schildpadden, slangen en amfibieën, de minimumnormen van bijlage 13, tabel 4 ;
- 5° voor aquaria, de minimumnormen van bijlage 13, tabel 5.

Soorten die verschillende ethologische omstandigheden vereisen, worden niet samen gehouden.

§ 2. De Minister kan nadere regels vaststellen betreffende de voorwaarden voor het houden van de verschillende soorten dieren, bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, 3°, zijn de minimumnormen niet van toepassing op jonge vogels die nog afhankelijk zijn van hun ouders of die met de hand worden gevoed.

Art. 59. Kleine knaagdieren en konijnen worden voorzien van knaagmateriaal, schuilplaatsen en verrijkmateriaal.

Art. 60. Dankzij de afmetingen van de vogelkooien en volièren kunnen ze een korte afstand vliegen, met hun vleugels klapperen, zich zonder problemen omdraaien en ongehinderd hun veren poetsen.

De kooien en volièren zijn uitgerust met zitstokken met een diameter die past bij de soort en met een lengte die in verhouding staat tot het aantal vogels, zodat alle vogels tegelijk kunnen zitten. Deze zitstokken worden niet boven water of voedsel geplaatst.

De voorzieningen moeten het mogelijk maken dat de vogels in water of zand baden. Andere voorzieningen, zoals sproeien, kunnen worden verstrekt indien de beheerder kan aantonen dat het gebruik daarvan geschikt is voor de soort.

Art. 61. § 1. Amfibieën- en reptielenvivaria zijn uitgerust met een thermometer en een hygrometer.

Deze vivariums worden verrijkt met rotspartijen, takken, kunstplanten en een waterpartij naargelang de behoeften van de soort. Ze zijn goed geventileerd en voorzien van een luchtbevochtiger en een adequaat verwarmingssysteem dat is afgestemd op de behoeften van de soort.

§ 2. reptielen worden voorzien van UV-licht, aangepast aan de behoeften van de soort.

UV-verlichting is niet verplicht voor slangen, tenzij het noodzakelijk is voor de soort.

§ 3. Slangen, en hagedissen afhankelijk van hun behoeften, hebben voorzieningen om zich te verbergen.

§ 4. Grondgebonden vivaria moeten een permanent droog landoppervlak hebben. Semi-aquatische schildpadden krijgen een aan de grootte van de groep aangepast landgedeelte.

§ 5. Overwinterende dieren krijgen een geschikte, niet aan het publiek blootgestelde plaats.

Territoriale dieren worden apart of samen met compatibele soorten gehouden.

§ 6. Afhankelijk van de soort kameleon wordt een druppelsysteem aangebracht of wordt er regelmatig gesproeid.

Art. 62. Voor vissen moet elk aquarium voorzien zijn van een thermometer. De exploitant stelt adequate systemen voor de controle van de in artikel 72, lid 5, bedoelde parameters ter beschikking van de controleautoriteiten.

Art. 63. Het water in elk aquarium wordt gezuiverd door een individueel of gecentraliseerd filtersysteem en voorzien van een individuele luchtverspreider of een ander doeltreffend beluchtingsysteem.

De vorm van het aquarium mag niet bolvormig zijn.

De inrichting moet over voldoende visverwerkingsapparatuur beschikken voor elk aquarium of elke reeks in serie geschakelde aquaria. De uitrusting voor het hanteren van vis moet regelmatig worden gereinigd en ontsmet.

2. Verzorging

Art. 64. Stress voor de dieren wordt tot een minimum beperkt, vooral bij het schoonmaken van de vivaria.

Art. 65. § 1. Afhankelijk van de behoeften van de soort wordt het strooisel regelmatig vervangen.

Het strooisel voor kleine zoogdieren wordt regelmatig vervangen om ervoor te zorgen dat het voldoende droog is.

§ 2. Het substraat of de steun voor amfibieën en reptielen moet schoon en vrij van ongedierte worden gehouden. Het substraat of de steun moet ten minste eenmaal per maand volledig worden vervangen en telkens wanneer er een verandering van soort in het vivarium plaatsvindt.

Art. 66. Watervogels hebben water om in te baden.

Art. 67. Voor landdieren wordt het water in de drinkbakken ten minste dagelijks vervangen en worden de drinkbakken schoongehouden.

Art. 68. Voor vissen is het nitrietgehalte (NO₂) in het water minder dan 0,3 mg per liter.

Het niveau van filtratie en beluchting houdt rekening met het aantal vissen in het aquarium.

Art. 69. Het aan de dieren aangeboden voedsel is aangepast aan de behoeften van de soort.

Het gebruik van levende gewervelde prooien is verboden. Bij wijze van uitzondering is het voederen van levende gewervelde prooien toegestaan om door een dierenarts gecertificeerde overlevingsredenen.

Art. 70. De Minister kan nadere regels vaststellen voor de verzorging van de verschillende soorten dieren, bedoeld in artikel 58, § 1.

3. Beheer

Art. 71. De beheerder van een commerciële inrichting moet de volgende zaken ter beschikking stellen van de dienst :

1° een lijst met contactgegevens van dierenleveranciers ;

2° een register van sterfgevallen, algemeen of per soort.

Art. 72. § 1. Dit artikel is van toepassing op lokalen van voor het publiek toegankelijke commerciële inrichtingen. Informatie over deze bepalingen is zichtbaar voor het publiek.

§ 2. De exacte wetenschappelijke naam van andere dieren dan fretten, konijnen, cavia's, hamsters, muizen en ratten moet leesbaar worden aangebracht op de inrichtingen waar de dieren worden gehouden. Indien er een gemeenschappelijke benaming bestaat, moet deze ook worden vermeld.

§ 3. Elke gehouden amfibie- of reptielensoort wordt ten minste met de wetenschappelijke naam geïdentificeerd. Voor elke soort moet een praktische beschrijving van de aanbevolen houderijomstandigheden worden gegeven op de inrichtingen waar de dieren worden gehouden:

1° dag en nacht temperatuurbereik ;

2° vochtigheidsbereik ;

3° het type vivarium en de minimumafmetingen, afhankelijk van de gehouden soort.

§ 4. Voor elke soort amfibie en reptiel worden ook vermeld:

1° het land van oorsprong;

2° het feit dat deze dieren in gevangenschap zijn gefokt of gevangen genomen;

3° de natuurlijke biotoop ;

4° de CITES-beschermingsstatus;

5° het dieet van de volwassene en het jong;

6° de maximale lengte voor volwassenen;

7° de mate van bekwaamheid die van de kopers wordt verlangd naar gelang van de complexiteit van het bezit van het dier;

8° in voorkomend geval, de verplichting om over een milieuvergunning of een veterinaire attest te beschikken.

§ 5. Elke gehouden vissoort wordt ten minste met de wetenschappelijke naam geïdentificeerd. Voor elke soort moet bovendien een praktische beschrijving van de aanbevolen houderijomstandigheden worden gegeven op de inrichtingen waar de dieren worden gehouden:

1° het zoutgehalte of de dichtheid van het water voor zeewater ;

2° de pH voor zoet water;

3° hardheid, gH en kH, of geleidbaarheid voor zacht water;

4° de temperatuur van het water.

§ 6. Voor elke soort wordt de volgende informatie gegeven:

1° geschatte gemiddelde jaarlijkse kosten voor het houden van het dier, ter indicatie;

2° gemiddelde levensduur van het dier ;

3° socialisatie van het dier (in groep of individueel gehouden) ;

4° grootte van het dier als volwassene ;

5° in voorkomend geval, de normen die bij het Wetboek of de uitvoeringsbesluiten ervan zijn vastgesteld voor het houden van deze soort door particulieren.

§ 7. De minister kan nadere regels vaststellen betreffende de voorlichting van het publiek over de verschillende diersoorten in commerciële dierinrichtingen.

Art. 73. § 1. De bedrijfsleider geeft de koper op papier of elektronisch de nodige instructies voor het voeren, huisvesten en verzorgen van het dier.

§ 2. De Dienst kan een model van de in § 1 bedoelde richtlijnen publiceren op het portaal voor dierenwelzijn. Dit model kan worden ingevuld door de bedrijfsleider, afhankelijk van de specifieke kenmerken van de verkochte of ter adoptie aangeboden dieren.

§ 3. Bij de verkoop informeert de bedrijfsleider of zijn personeel de koper over de vaccinatiestatus van het dier, zijn sterilisatiestatus, zijn antiparasitaire behandelingen en de risico's van overdracht van erfelijke gebreken door ongepaste paring.

4. In de handel brengen :

Art. 74. Geen enkel dier dat in contact komt met een dier dat aan een besmettelijke ziekte lijdt, mag worden verkocht, tenzij de dierenarts die het contract heeft gesloten, verklaart dat het in goede gezondheid verkeert en geschikt is voor de verkoop.

Art. 75. De minister kan bijzondere voorwaarden vaststellen voor het in de handel brengen van kleine zoogdieren, vogels, reptielen, amfibieën en aquariumvissen.

Onderafdeling 4. — Bijzondere voorwaarden voor het houden van exotische dieren in asielen

Art. 76. De bepalingen van deze afdeling zijn alleen van toepassing op asielen waaraan exotische dieren worden toevertrouwd die voorheen door particulieren in gevangenschap werden gehouden of gefokt.

Art. 77. § 1. De afmetingen van de dierenverblijven zijn aangepast aan hun grootte.

§ 1. Soorten waarvoor in dit besluit geen huisvestingsnormen zijn vastgesteld, worden gehouden volgens de voor dierentuinen vastgestelde normen.

De dieren waarvan het verblijf wordt verlengd overeenkomstig de bepalingen van artikel 94, § 1, worden gehouden overeenkomstig de voor dierentuinen vastgestelde normen.

Art. 78. De dieren krijgen verrijkmateriaal om een zo gevarieerd en natuurlijk mogelijk gedrag te stimuleren.

Afdeling 2 — Exploitatievoorzwaarden

Onderafdeling 1. — Algemene voorwaarden

Art. 79. § 1. De beheerder stelt een contract op met een contractdierenarts. Het model voor dit contract staat in bijlage 2.

§ 2. In het kader van deze overeenkomst werken de dierenarts en de beheerder samen om procedures in te voeren die het welzijn, de gezondheid, de verzorging, de socialisatie, d.w.z. de ontwikkeling van relaties met andere dieren en met mensen, en de huisvesting van de dieren waarborgen.

§ 1. De dierenarts voert profylactische maatregelen uit en geeft passend advies over beheer, fokken, genetische selectie, verzorging, voeding, hygiëne, verrijking van de leefomgeving en socialisatie van de dieren.

§ 4 Met uitzondering van incidentele bedrijven worden de procedures schriftelijk vastgelegd en wordt een systeem van zelfcontrole ingevoerd om de naleving ervan te waarborgen.

§ 5. Deze documenten worden ter beschikking van de Dienst gesteld.

Art. 80. § 1. De contractdierenarts, of zijn in het contract aangewezen plaatsvervanger, voert de identificatie van de dieren en de nodige vaccinaties uit.

§ 2. De contractdierenarts noteert de uitgevoerde vaccinaties met de naam van het vaccin, het partijnummer en de toedieningsdatum in het officiële paspoort voor dieren die er een moeten hebben of in het geïndividualiseerde gezondheidsboekje voor andere dieren, nadat hij de identificatiegegevens van het dier heeft gecontroleerd of aangevuld. Hij vermeldt zijn naam en ondertekent het.

§ 3 Bij de identificatie van de jonge dieren controleert de contractdierenarts de identificatie van het moederdier en, in voorkomend geval, de identificatie van de vader, alsmede de overeenstemming in het fokregister, en valideert hij deze gegevens.

§ 1. De beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting doet een beroep op de contractdierenarts voor het uitvoeren van inspectiebezoeken aan de inrichting, met een minimumfrequentie van:

1° in honden- en kattenfokkerijen:

a) occasionele fokkerijen: één bezoek per nest;

b) hobbyfokkerijen: één bezoek per kwartaal;

c) professionele fokkerijen: één bezoek per maand;

2° in handelsdiereninrichtingen: één bezoek per kwartaal in inrichtingen waar vissen, kleine zoogdieren, vogels, reptielen of amfibieën worden gehouden;

3° in dierenpensions :

a) één bezoek per kwartaal met een maximum van 20 plaatsen voor honden of katten;

b) één bezoek per maand indien er meer dan 20 honden- of kattenplaatsen zijn.

Indien de voor de inrichting verantwoordelijke persoon gedurende de vastgestelde periode niet in de inrichting heeft verbleven en dit aantoonbaar aan de hand van het vereiste register, bedoeld in artikel 88, is het inspectiebezoek niet verplicht;

4° in de dierenasielen:

a) één bezoek per kwartaal aan inrichtingen waar uitsluitend andere diersoorten dan honden of katten worden gehouden;

b) één bezoek per maand indien er honden of katten worden gehouden;

c) bezoeken aan pleeggezinnen op basis van de risicoanalyse of indien daar meer dan 10 dieren zijn gehuisvest.

Indien de voor de inrichting verantwoordelijke persoon gedurende de vastgestelde periode geen dieren in de inrichting heeft en dit aantoonbaar aan de hand van het vereiste register als bedoeld in artikel 96, is het inspectiebezoek niet verplicht;

De vervanger van de contractdierenarts is verantwoordelijk voor de vervanging van de contractdierenarts indien deze niet beschikbaar is, en in ieder geval ten minste eenmaal per twee jaar voor het uitvoeren van controlebezoeken.

Bij de vervanging van de contractdierenarts voert de vervangende dierenarts alle taken van de contractdierenarts uit.

§ 2. Bij elk bezoek stelt de contractdierenarts een verslag op, waarvan het model is opgenomen in bijlage 3, met de volgende gegevens:

1° de datum van zijn inspectie en zijn handtekening ;

2° zijn waarnemingen, opmerkingen en eventuele aanbevelingen betreffende de gezondheid, het welzijn en de socialisatie van de dieren, de omstandigheden waarin zij worden gehouden en het personeel dat bij hun verzorging en socialisatie betrokken is.

Het model in bijlage 3 is een minimum en kan worden aangevuld met veterinaire waarnemingen die specifiek zijn voor de gehouden diersoort en het type inrichting.

§ 3. De inspectieverslagen worden gedurende ten minste twee jaar in de inrichting bewaard en ter beschikking gesteld van de toezichthoudende autoriteiten.

§ 4. Indien de beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting zich niet op de vastgestelde tijdstippen tot de contractdierenarts wendt of onvoldoende gevolg geeft aan diens opmerkingen en aanbevelingen, stelt de contractdierenarts de Dienst hiervan schriftelijk in kennis.

§ 5. De honoraria van de contractdierenarts worden betaald door de beheerder.

§ 6. Elke wijziging van een contractdierenarts wordt binnen een maand gemeld door een kopie van het nieuwe contract aan de Dienst terug te sturen.

In geval van beëindiging van het contract stelt de partij die het initiatief neemt tot de beëindiging de andere partij daarvan schriftelijk in kennis met een afschrift aan de Dienst. Het huidige contract blijft van kracht totdat een nieuw contract wordt ondertekend, maar niet later dan dertig dagen na de beëindiging. Een exemplaar van het nieuwe contract wordt binnen acht dagen na de sluiting ervan aan de Dienst toegezonden.

Art. 81. De Dienst kan een hogere bezoekfrequentie van de contractdierenarts opleggen dan bepaald in artikel 80, § 4, en de nodige maatregelen bevelen om het welzijn van de dieren te herstellen.

Art. 82. § 1. Voor elk dier of elke groep dieren vult de contractdierenarts een register in van de behandelingen en ingrepen die overeenkomstig bijlage 4 zijn uitgevoerd. Dit dossier bevat de datum, het identificatiemerk of de beschrijving van het dier, de diagnose, de behandeling of de ingreep en, in voorkomend geval, de reden voor de euthanasie.

§ 2. De beheerder is verantwoordelijk voor de in § 1 bedoelde gegevens. Hij bewaart ze ten minste twee jaar en stelt ze ter beschikking van de Dienst.

Art. 83. § 1. Het is verboden als tussenpersoon op te treden voor het in de handel brengen of schenken van honden of katten.

§ 2 In afwijking van § 1 kan de commerciële diereninrichting informatie beschikbaar stellen over dieren die door asielen ter adoptie worden aangeboden. In de commerciële inrichting en de bijgebouwen daarvan mogen geen adoptiedieren aanwezig zijn.

Onderafdeling 2. — Speciale voorwaarden voor occasionele, hobby- en professionele fokkers

Art. 84. De beheerder of de voor de inrichting verantwoordelijke persoon moet rekening houden met de anatomische, genetische, fysiologische en gedragskenmerken van de fokdieren teneinde hun welzijn en dat van hun jongen te beschermen.

Elk dier dat op het bedrijf aanwezig is en behoort tot de soorten waarop de erkenning betrekking heeft, wordt geacht deel uit te maken van het bedrijf, tenzij het gesteriliseerd is.

In afwijking van het vorige lid worden gesteriliseerde pups en kittens beschouwd als deel uitmakend van de fokkerij.

Art. 85. Op advies van de „Conseil wallon du bien-être des animaux” (Waalse Raad voor dierenwelzijn) stelt de Minister een lijst op van erfelijke aandoeningen die schadelijk zijn voor het welzijn van dieren

Afhankelijk van de in lid 1 bedoelde lijst verbiedt de minister het fokken en verhandelen van dieren die aan de betrokken aandoening lijden of legt hij daaraan voorwaarden op.

De beheerder produceert maximaal twee rassen per soort of afzonderlijke kruisingen.

Art. 86. § 1. Bij honden worden teven pas vanaf de leeftijd van twee jaar tot voortplanting gebracht en niet meer na de leeftijd van acht jaar.

§ 2 Wat katten betreft, wordt het wijfje pas vanaf de leeftijd van achttien maanden tot voortplanting gebracht en niet meer na haar achtste jaar.

§ 3. Het is verboden vrouwelijke fokdieren meer dan eenmaal per twaalf maanden en in totaal meer dan vijf keer te laten bevallen.

In afwijking van § 3 mag een wijfje dat een keizersnede heeft ondergaan niet vaker dan eenmaal per 18 maanden bevallen.

§ 4. Met uitzondering van occasionele fokkers dient de beheerder bij de Dienst een herindelingsplan voor zijn fokdieren in die :

1° met rust mogen gaan;

2° in de handel worden gebracht op voorwaarde dat zij worden gesteriliseerd;

3° aan een asiel worden gegeven.

Vóór de sterilisatie wint de beheerder advies in bij de contractdierenarts.

Art. 87. Voor de verzorging en socialisatie van de dieren moet voldoende personeel als bedoeld in artikel 28 ter beschikking worden gesteld.

Per vijf volwassen honden of katten dient minimaal één uur per dag uitsluitend te worden besteed aan verzorging en positief interactief contact ter bevordering van de socialisatie, d.w.z. de ontwikkeling van relaties met andere honden en mensen.

Voor pups en kittens ouder dan drie weken besteedt het personeel naast de in lid 2 bedoelde tijd ten minste één uur per dag per nest.

De in de leden 2 en 3 bedoelde tijd omvat niet de tijd die nodig is voor het onderhoud van de huisvesting en het administratieve beheer van de inrichting.

Onderafdeling 3. — Bijzondere voorwaarden voor pensions

Art. 88. De beheerder houdt een register bij overeenkomstig bijlage 11 en stelt dit ter beschikking van de Dienst.

Art. 89. Omdat de dieren zich in een onbekende omgeving bevinden, zou de beheerder of het personeel van de inrichting hun speciale aandacht moeten geven, bijvoorbeeld door hun vertrouwde voorwerpen te geven, zoals een deken, een mand of speelgoed.

Art. 90. Bij de reservering ziet de beheerder erop toe dat de in de inrichting binnengebrachte honden of katten voldoen aan de inentingsvoorschriften van de met de contractdierenarts vastgestelde procedures, en ten minste aan de in artikel 57 bedoelde voorschriften. De procedures worden aan de cliënt ter beschikking gesteld.

Particulier gehouden dieren die in dezelfde gebouwen zijn ondergebracht als dieren die aan de inrichting zijn toevertrouwd, moeten voldoen aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden.

De beheerder stelt de cliënt op de hoogte van de in de pensionovereenkomst opgenomen voorwaarden.

Art. 91. § 1. Bij het opnemen van een dier in een pension sluit de beheerder een contract met de eigenaar, opgesteld in tweevoud, voor elk verblijf, ondertekend door elke partij, één exemplaar voor elke partij.

§ 2. De contracten worden gedurende ten minste zes maanden na het vertrek van het dier door de inrichting bewaard en zijn te allen tijde voor de Dienst beschikbaar.

Onderafdeling 4. — Bijzondere voorwaarden voor asielen

Art. 92. In uitzonderlijke omstandigheden van overbezetting mogen dierenasielen afwijken van de minimumnormen in de uit hoofde van het Wetboek uitgevaardigde besluiten, mits het welzijn van de dieren niet in het gedrang komt en zij voldoende gelegenheid krijgen om zich dagelijks te verplaatsen.

Art. 93. De bepalingen van deze onderafdeling zijn niet van toepassing op kooien die in bepaalde gemeenten, politiezones en reddingszones zijn geïnstalleerd voor eerste opvang in afwachting van overbrenging naar een asiel, mits de dieren daar niet langer dan 24 uur worden gehuisvest.

Art. 94. § 1. De hoofdactiviteit van een dierenasiel is het opvangen van verlaten, verloren, verdwaalde, verwaarloosde, in beslag genomen dieren. Het asiel probeert zoveel mogelijk dieren te herplaatsen die herplaatst kunnen worden en zorgt ervoor dat het verblijf van de opgenomen dieren niet onnodig wordt verlengd. Het asiel maakt geen onderscheid naar ras, grootte of leeftijd bij de verzorging van de dieren.

§ 2 Het fokken, aankopen, invoeren of binnenbrengen uit een ander land en het te koop aanbieden van dieren via het asiel is verboden.

§ 3. Het asiel opent ten minste vier uur per maand zijn deuren voor het publiek.

Art. 95. Onverminderd een eventuele overeenkomst met het gemeentebestuur aanvaardt de beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting de hem aangeboden dieren, mits hij over de passende opvanginfrastructuur en kennis beschikt.

Art. 96. § 1. De beheerder of de voor de inrichting verantwoordelijke persoon houdt een algemeen register of een register per soort bij volgens het model in bijlage 9, dat binnen 48 uur wordt bijgewerkt.

§ 2. Alleen de contractdierenarts mag een dier euthanaseren en de contractdierenarts moet dit verantwoorden in het register van uitgevoerde behandelingen en ingrepen bedoeld in artikel 82. Het in § 1 bedoelde register wordt bijgehouden.

In afwijking van het voorgaande lid kan in geval van nood en wanneer de dierenarts die het contract heeft gesloten en zijn plaatsvervanger niet beschikbaar zijn, een andere dierenarts de euthanasie uitvoeren.

§ 1. Voor elk overgedragen dier vult de beheerder of de voor de inrichting verantwoordelijke persoon samen met de eigenaar van het dier een verklaring van overdracht in, waarin ten minste informatie over de gezondheid, het gedrag en de milieugeschiedenis van het dier is opgenomen.

Voor honden vult de beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting een verklaring van overdracht in volgens het model in bijlage 10.

§ 4. Elk dier dat in een asiel wordt gehuisvest, wordt op zijn gedrag beoordeeld. De beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting houdt een plan voor de algemene evaluatie van deze beoordelingen ter beschikking van de dienst.

§ 5. Voor elk geadopteerd dier worden de gegevens betreffende de gezondheid, het gedrag en de omgeving van het dier, die in de eventuele verklaring van overdracht zijn opgenomen, alsmede de beoordeling van het gedrag van het dier in het asiel, vooraf aan de adoptant meegeedeeld.

Art. 97. Het in artikel D. 31, § 2, van het Wetboek bedoelde jaarlijkse activiteitenverslag bevat de volgende gegevens per soort:

1° het aantal binnenkomende dieren, uitgesplitst in :

- a) op de openbare weg aangetroffen dieren;
- b) in het asiel achtergelaten dieren;
- c) in beslag genomen dieren;
- d) voor sterilisatie gevangen zwervkatten;

2° het aantal dieren dat het asiel heeft verlaten, uitgesplitst in :

- a) dieren die aan hun eigenaar worden teruggegeven;
- b) geëuthanaseerde dieren;
- c) dieren die een natuurlijke dood gestorven zijn;
- d) geadopteerde dieren;
- e) gesteriliseerde en vrijgelaten zwervkatten.

Art. 98. § 1. Van de in dit besluit bedoelde erkende inrichtingen kan alleen een dierenasiel onder zijn verantwoordelijkheid dieren onderbrengen in pleeggezinnen waarmee het een overeenkomst heeft gesloten waarin ten minste de contactgegevens van de voor het pleeggezin verantwoordelijke persoon, de diersoort die mag worden opgenomen, de voorwaarden voor het verblijf en de rechten en plichten van beide partijen overeenkomstig bijlage 14 zijn opgenomen.

Vóór de ondertekening van de overeenkomst brengt de beheerder, het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde een bezoek aan de verblijfplaats van het pleeggezin, stelt een verslag op en voegt dit bij de overeenkomst.

§ 2. De beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting houdt een register van pleeggezinnen bij, waarin voor elk van hen wordt vermeld :

- 1° het volgordenummer ;
- 2° de datum van ondertekening van de overeenkomst met het asiel;
- 3° de contactgegevens;
- 4° de datum waarop de overeenkomst is geëindigd.

In geval van wijziging van de in lid 1 bedoelde gegevens wordt het register van pleeggezinnen binnen 48 uur bijgewerkt.

Elke toevoeging of verwijdering van een pleeggezin wordt goedgekeurd door de contractdierenarts.

§ 3. Met uitzondering van kittens van minder dan twaalf weken oud, wordt een dier waarvoor identificatie verplicht is, geïdentificeerd voordat het door een pleeggezin wordt opgenomen.

§ 1. Het pleeggezin woont in een straal van maximaal vijftig kilometer rond het asiel of het kantoor van de contractdierenarts, behalve voor het pleeggezin van paardachtigen en runderen, schapen, geiten en varkens.

Een pleeggezin sluit een overeenkomst met maximaal één opvangcentrum per gehuisveste soort.

§ 5. Het is een pleeggezin verboden een kennel of pension te beheren.

§ 6 Het pleeggezin mag alleen dieren huisvesten die door particulieren mogen worden gehouden.

§ 7 De Dienst kan een afwijking van de bepalingen van § 4 toestaan op gemotiveerd verzoek van de beheerder of de verantwoordelijke van de inrichting.

§ 8. Het pleeggezin voldoet aan de minimumnormen van de bijlagen 12 en 13. Artikel 92 is niet van toepassing op pleeggezinnen.

§ 9. Een persoon die onderworpen is aan de intrekking van een vergunning voor het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 van het Wetboek, of aan een verbod om een of meer dieren te houden, overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199, van het decreetgedeelte van boek I van het Milieuwetboek, mag geen deel uitmaken van het huishouden van een pleeggezin. De leden van het huishouden van het pleeggezin bezorgen het asiel waarmee het een overeenkomst sluit een uittreksel uit het centrale bestand dat minder dan negentig dagen geleden is afgegeven overeenkomstig artikel D.144, § 2, tweede lid, van het decreetgedeelte van boek I van het Milieuwetboek.

HOOFDSTUK 6 — Verwerking van persoonsgegevens voor het verlenen en handhaven van de erkenning

Art. 99. § 1. De Dienst is verantwoordelijk voor de verwerking van de in artikelen 7 en 11 bedoelde gegevens.

§ 2. De beheerder is verantwoordelijk voor de gegevens bedoeld in de artikelen 40, 53, 91, 96 en 98, § 2. De beheerder houdt de gegevens bedoeld in het vorige lid ter beschikking van de Dienst.

De in § 1 bedoelde gegevens worden voor de duur van de goedkeuring bewaard. Zij worden bewaard om de Dienst in staat te stellen de inrichtingen te erkennen en de hem krachtens het Waalse Dierenwelzijnwetboek en dit besluit toevertrouwde inspectieopdrachten uit te voeren.

Art. 100. De in artikel 13 bedoelde deskundigen passen procedures toe om de integriteit en de vertrouwelijkheid van de in artikel 99, lid 1, bedoelde gegevens te beschermen en om een back-up van deze gegevens te bewaren wanneer zij in digitale vorm worden opgeslagen, zodat de verwerking voldoet aan de eisen van de Europese verordening inzake gegevensbescherming.

HOOFDSTUK 7 — Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Afdeling 1. — Overgangsbepalingen

Art. 101. De erkenningen toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren blijven geldig totdat zij verstrijken.

Het onderhoud en de verlenging ervan zijn onderworpen aan de voorwaarden van dit besluit.

Art. 102. In afwijking van artikel 101, tweede lid, blijven de voorwaarden voor het behoud en de hernieuwing van de erkenning van inrichtingen bepaald in de bijlagen II en IV van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren van toepassing:

1° tot en met 31 december 2027 voor inrichtingen voor dieren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een erkenning hebben, met uitzondering van asielen;

2° tot en met 31 december 2032 voor asielen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een erkenning hebben.

Art. 103. Met betrekking tot commerciële fokkers in de zin van het besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren;0}

1° artikel 19/5, 1° en 3°, van het besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren blijft van toepassing tot en met 30 juni 2023;

2° in afwijking van artikel 101, eerste lid, van dit besluit, eindigen de erkenningen die zijn afgegeven overeenkomstig het besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren uiterlijk op 1 januari 2026.

Afdeling 2. — Wijzigings-, opheffings-, en slotbepalingen

Art. 104. Het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid :

1° artikel 19/5, 1° en 3° heeft uitwerking tot 30 juni 2023;

2° de bijlagen II en IV hebben uitwerking :

a) tot en met 31 december 2027 voor inrichtingen voor dieren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een erkenning hebben, met uitzondering van asielen;

b) tot en met 31 december 2031 voor asielen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een erkenning hebben.

Art. 105. Artikel 2, tweede lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 tot vaststelling van de regels inzake reclame met het oog op de verhandeling of de schenking van diersoorten, wordt vervangen door de volgende bepaling:

“ 2° de promotie beoogt van een nest en voor zover de pups minder dan acht weken oud en de kittens minder dan twaalf weken oud zijn. In dat geval vermeldt de adverteerder het identificatienummer van het moederdier in plaats van dat van het dier zelf.”.

Art. 106. Artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 betreffende de erkenning van de dierenentuinen en tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Waalse Dierenentuinencommissie wordt op 1 januari 2025 aangevuld met de volgende bepaling:

“§ 3. Een persoon die onderworpen is aan de intrekking van een vergunning voor het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 van het Wetboek, of aan een verbod om een of meer dieren te houden, overeenkomstig de artikelen D.180, D.189, D.198, § 5, en D.199, van het decreetgedeelte van boek I van het Milieuwetboek, mag geen deel uitmaken van het vast personeel. De leden van het vast personeel bezorgen een uittreksel uit het centrale bestand dat minder dan negentig dagen geleden is afgegeven overeenkomstig artikel D.144, § 2, tweede lid, van het decreetgedeelte van boek I van het Milieuwetboek.”.

Art. 107. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2023.

In afwijking van het eerste lid :

1° treden artikel 55, § 1, en artikel 83, § 1, in werking op 1 juli 2023;

2° treedt artikel 28 in werking op 1 januari 2026.

3° treedt artikel 2, § 2, in werking op 1 januari 2028.

4° De bijlagen 12 en 13 treden in werking :

a) op 1 januari 2028 voor inrichtingen voor dieren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een erkenning hebben, met uitzondering van asielen;

b) op 1 januari 2032 voor asielen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een erkenning hebben.

Art. 108. De Minister bevoegd voor Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 1

Algemeen formulier voor erkenningsaanvraag**1.1 Personalia van de aanvrager**

Heeft U een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen (KBO-nr.) ?

~ Ja, nr.....

~ Nee

De aanvrager is een (*Vul een van de twee onderstaande vakjes in*):

~ Natuurlijke persone

Identificatienummer van het Rijksregister:

~ De heer ~ Mevr. Naam

Voornaam.....

Straat nr. bus

.....

Postcode Gemeente

Tel.

E-mail :

~ Privaatrechtelijke rechtspersoon

~ Publiekrechtelijke rechtspersoon

Benaming of handelsnaam:

Rechtsvorm

Adres bedrijfszetel

Straat Nr. bus

Postcode Gemeente :.....

..... Land.....

Tel.

Website:

E-mail:

Persoon die behoorlijk gemachtigd is om de rechtspersoon te vertegenwoordigen

~ De heer ~ Mevr. Naam

Hoedanigheid

1.2 Ligging**Gegevens van de inrichting bedoeld bij de erkenningsaanvraag**

Straatnaam (of gehucht) Nr.

Bus.....

Postcode Gemeente

In voorkomend geval, het eerder verleend erkenningsnummer: HK.....

In voorkomend geval, het nummer van de milieuvergunning/globale vergunning

.....

- ~ Inwerkingstelling van een nieuwe inrichting
- ~ Verandering van beheerder
- ~ Verandering van categorie kwekerij
- ~ Adresverandering
- ~ Uitbreiding tot andere categorieën dieren dan die op basis waarvan de oorspronkelijke erkenning is verleend
- ~ Uitbreiding of belangrijke wijzigingen van de inrichting ten opzichte van het algemene plan op basis waarvan de oorspronkelijke erkenning is verleend
- ~ Voortzetting van de exploitatie van een inrichting waarvan de geldigheidsduur van de erkenning afloopt

!

Kwekerij

~ honden ~ katten

 occasionele ~ hobby- ~ professionele**Dierenpensioen**

~ honden ~ katten

Handelszaak

~ siervogels ~ vissen ~ reptielen ~ amfibieën ~ knaagdieren ~ konijnen

~ furets ~ autres (à préciser) :

.....

Dierenasiel

~ honden ~ katten ~ paardachtigen ~ runderen ~ schapen ~ geiten ~ varkens

~ knaagdieren ~ konijnen ~ fretten ~ vogels ~ reptielen ~ amfibieën

~ vissen ~ exotische dieren ~ andere :

met gastgezinnen ~ ja ~ nee

1.3 Lijst van de te voegen documenten**Occasionele kwekerij:**

- een kopie van het contractdierenarts volledig ingevuld en ondertekend
- een kopie van het volledig ingevuld en ondertekend bezoekrapport binnen de maand vóór de aanvraag tot erkenning door de contract met een dierenarts

- de lijst van de fokdieridentificaties van de kwekerij geregistreerd in de officiële database (DogID, CatID)
- het bewijs van betaling van de vergoeding verbonden met de aanvraag tot erkenning

Als het gaat om een erkenningsaanvraag ingediend na een vaststelling van een inbreuk of een beslissing tot weigering van de erkenning:

- het bewijs dat rechtzettingsmaatregelen zijn getroffen of dat de naleving is uitgevoerd
- Hobbykwekerij:**
- het algemeen plan van de inrichting met aanduiding van de functie van de lokalen en de precieze afmetingen van de hokken en buitenruimten die voor de dieren toegankelijk zijn
Daarnaast kunnen foto's worden bijgevoegd.
 - de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend contract met een dierenarts
 - de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend bezoekrapport binnen de maand vóór de aanvraag tot erkenning door de contract met een dierenarts
 - de lijst van de fokdieridentificaties van de kwekerij geregistreerd in de officiële database (DogID, CatID)
 - de kopie van de opleidingscertificaten van de binnen de inrichting werkzame personen
~ een kopie van de procedure, met inbegrip van de maatregelen en verbintenissen die zijn aangegaan om aan de eis van toegang tot een oefenterrein te voldoen

- het herindelingsplan bedoeld in artikel 86 §4

Als het gaat om een erkenningsaanvraag ingediend na een vaststelling van een inbreuk of een beslissing tot weigering van de erkenning:

- het bewijs dat rechtzettingsmaatregelen zijn getroffen of dat de naleving is uitgevoerd
- Professionele kwekerij:**
- het algemeen plan van de inrichting met aanduiding van de functie van de lokalen en de precieze afmetingen van de hokken en buitenruimten die voor de dieren toegankelijk zijn
Daarnaast kunnen foto's worden bijgevoegd.
 - de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend contract met een dierenarts
 - de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend bezoekrapport binnen de maand vóór de aanvraag tot erkenning door de contract met een dierenarts
 - de lijst van de fokdieridentificaties van de kwekerij geregistreerd in de officiële database (DogID, CatID)
 - de kopie van de opleidingscertificaten van de binnen de inrichting werkzame personen
 - een kopie van de procedure, met inbegrip van de maatregelen en verbintenissen die zijn aangegaan om aan de eis van toegang tot een oefenterrein te voldoen
 - het herindelingsplan bedoeld in artikel 86 §4
 - het bewijs van betaling van de vergoeding verbonden met de aanvraag tot erkenning

Als het gaat om een erkenningsaanvraag ingediend na een vaststelling van een inbreuk of een beslissing tot weigering van de erkenning:

- het bewijs dat rechtzettingsmaatregelen zijn getroffen of dat de naleving is uitgevoerd

Handelszaak:

- het algemeen plan van de inrichting met aanduiding van de functie van de lokalen en de precieze afmetingen van de kooien, volieres, vivaria, aquaria
Daarnaast kunnen foto's worden bijgevoegd.
- de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend contract met een dierenarts
- de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend bezoekrapport binnen de maand vóór de aanvraag tot erkenning door de contract met een dierenarts
- de kopie van de opleidingscertificaten van de binnen de inrichting werkzame personen

het bewijs van betaling van de vergoeding verbonden met de aanvraag tot erkenning
Als het gaat om een erkenningsaanvraag ingediend na een vaststelling van een inbreuk of een beslissing tot weigering van de erkenning:

het bewijs dat rechtzettingsmaatregelen zijn getroffen of dat de naleving is uitgevoerd

Dierenpensioen:

het algemeen plan van de inrichting met aanduiding van de functie van de lokalen en de precieze afmetingen van de hokken en buitenruimten die voor de dieren toegankelijk zijn
 Daarnaast kunnen foto's worden bijgevoegd.

de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend contract met een dierenarts

de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend bezoekrapport binnen de maand vóór de aanvraag tot erkenning door de contract met een dierenarts

de kopie van de opleidingscertificaten van de binnen de inrichting werkzame personen

een kopie van de procedure, met inbegrip van de maatregelen en verbintenissen die zijn aangegaan om aan de eis van toegang tot een oefenterrein te voldoen

het bewijs dat rechtzettingsmaatregelen zijn getroffen of dat de naleving is uitgevoerd

Als het gaat om een erkenningsaanvraag ingediend na een vaststelling van een inbreuk of een beslissing tot weigering van de erkenning:

het bewijs dat rechtzettingsmaatregelen zijn getroffen of dat de naleving is uitgevoerd

Dierenasiel:

het algemeen plan van de inrichting met aanduiding van de functie van de lokalen en de precieze afmetingen van de hokken en buitenruimten die voor de dieren toegankelijk zijn.
 Daarnaast kunnen foto's worden bijgevoegd.

de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend contract met een dierenarts

de kopie van het volledig ingevuld en ondertekend bezoekrapport binnen de maand vóór de aanvraag tot erkenning door de contract met een dierenarts

de kopie van de opleidingscertificaten van de binnen de inrichting werkzame personen

een kopie van de procedure, met inbegrip van de maatregelen en verbintenissen die zijn aangegaan om aan de eis van toegang tot een oefenterrein te voldoen

een kopie van de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte statuten van de vereniging

Als het gaat om een erkenningsaanvraag ingediend na een vaststelling van een inbreuk of een beslissing tot weigering van de erkenning:

het bewijs dat rechtzettingsmaatregelen zijn getroffen of dat de naleving is uitgevoerd

Ondergetekende:

verklaar dat de in dit aanvraagformulier verstrekte informatie juist is;

verklaar dat ik kennis heb genomen van de volgende reglementen en dat ik deze in het kader van de activiteiten van mijn inrichting naleef:

- het Waalse Dierenwelzijnwetboek;

- het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren;

- het Milieuwetboek. Het verlenen van een erkenning ontslaat niet van de noodzaak om de nodige stappen te ondernemen om te voldoen aan de wetgeving inzake de milieuvergunning of de globale vergunning.

(Datum)

te

Ondertekening van de beheerder:

Die aanvraag is terug te sturen naar:

Service Public de Wallonie (Waalse Overheidsdienst)
Direction de la Qualité et du Bien-être animal (Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn)
Chaussée de Louvain, 14
5000 Namen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 2

Model van contract van de dierenarts

Ondergetekende, (NAAM en Voornaam)

beheerder van een:

£ kwekerij <input type="checkbox"/> honden <input type="checkbox"/> katten <input type="checkbox"/> occasionele <input type="checkbox"/> hobby- <input type="checkbox"/> professionele £ handelszaak voor dieren £ dierenpensioen voor <input type="checkbox"/> honden <input type="checkbox"/> katten dierenasiel
--

bevestigd te
 (volledig adres)

Erkenningsr.

benoem, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022
 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden
 inzake het houden en de verhandeling van dieren

..... (NAAM en Voornaam of Vereniging)
 dierenarts te (adres)
 Ordnummer:

voor het regelmatig toezicht van het welzijn, de gezondheid, de verzorging en de
 huisvestingsvoorwaarden van de dieren.

De hoofdtaken van de dierenarts zijn :

- volgens de vastgestelde minimumfrequentie in de hele inrichting controlebezoeken met betrekking tot het dierenwelzijn uitvoeren en een schriftelijk verslag van deze bezoeken opstellen.
- met de beheerder procedures vaststellen om het welzijn, de gezondheid, de verzorging, de socialisatie, namelijk de ontwikkeling van relaties met andere dieren en met mensen, en de huisvesting van de dieren te garanderen.
- profylactische maatregelen toepassen en passende adviezen geven op het gebied van beheer, fokken, genetische selectie, verzorging, voeding, hygiëne, verrijking van de leefomgeving en socialisatie van de dieren.
- de identificatie van de dieren en de nodige vaccinaties uitvoeren.
- de nodige euthanasie van dieren uitvoeren.

De contractdierenarts:

- helpt de beheerder bij het opstellen van een opleidingsplan en een gids voor goede praktijken voor degenen die bij de verzorging van de dieren betrokken zijn.
- keurt de schriftelijke instructies aan de koper met betrekking tot de voeding, huisvesting en verzorging van het dier goed en ondertekent deze.

- noteert de verrichte vaccinaties in het paspoort of het gezondheidsboekje van de dieren en vermeldt zijn naam en ondertekent het.
- noteert de bevallingen in het paspoort of het gezondheidsboekje van de vrouwelijke dier.
- controleert bij de identificatie van de pups of kittens de identificatie van de moeder en eventueel de identificatie van de vader, alsmede de overeenstemming in het fokbestand en valideert deze gegevens.
- de dierenarts vult het register van behandelingen en ingrepen in, met inbegrip van euthanasie en de rechtvaardiging daarvan.
- de dierenarts keurt de toevoeging of verwijdering van een pleeggezin uit het pleegregister van het dierenasiel goed.
- brengt de Dienst op de hoogte als de beheerder geen beroep op hem doet om de controlebezoeken volgens de vastgelegde frequentie uit te voeren of geen passend gevolg geeft aan zijn opmerkingen en aanbevelingen.

In geval van onbeschikbaarheid van bovenvermelde dierenarts, en ten minste eens in de twee jaar, moet een beroep worden gedaan op (vakje aankruisen en invullen wat van toepassing is):

£ Aan de vervangende dierenarts die hij voor zijn patienten aanwijst.

£ Aan de dierenarts wiens contactgegevens hieronder vermeld worden en die als vervangende dierenarts ondertekent.

de Dr. NAAM en Voornaam
dierenarts te (adres)
Ordnummer:

Gedaan te....., op

Opgemaakt in minstens drie exemplaren waarvan één exemplaar met het vergunningsaanvraagdossier opgestuurd wordt en waarvan één exemplaar voor elke partij bestemd is.

Ondertekening van de beheerder

Ondertekening van de dierenarts

Voor akkoord van de vervangende dierenarts:
(datum en handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 3

Rapport van dierenartsbezoek

Het gaat om een model met de minimale informatie die in het rapport moet worden opgenomen. De dierenarts kan aanvullende informatie toevoegen, in functie van de specificiteit van de betrokken diersoorten en de inrichting.

Ondergetekende, Dierenarts..... (NAAM en Voornaam) verklaar dat ik een bezoek heb gebracht op..... (dag + maand + jaar) <input type="checkbox"/> de kwekerij £ honden £ katten <input type="checkbox"/> occasionele <input type="checkbox"/> hobby- <input type="checkbox"/> professionele <input type="checkbox"/> het dierenpensioen £ honden £ katten <input type="checkbox"/> de handelszaak <input type="checkbox"/> het dierenasiel bevestigd te (volledig adres) waarvan <input type="checkbox"/> de heer <input type="checkbox"/> mevr. beheerder is

<u>Reden van het bezoek:</u> <input type="checkbox"/> 1 ^e bezoek (uit te voeren in de maand voorafgaand aan de erkenningsaanvraag) <input type="checkbox"/> controlebezoek £ van de worp (occasionele kwekerij) £ maandelijks £ driemaandelijks <input type="checkbox"/> andere reden:

I. Gezondheid en welzijn van de dieren		
	OK	NOK
		Waarnemingen, opmerkingen, aanbevelingen

Het personeel behandelt de dieren met zachtheid en bekwaamheid. De dieren ontwikkelen relaties met andere dieren en mensen					
Voldoende voedsel, aangepast aan hun leeftijd, gewicht en activiteitsniveau en aan hun specifieke behoeften					
Drinkwater dat regelmatig wordt vernieuwd en in geschikte en schone recipiënten wordt gedistribueerd					
Onderhoud (ogen, oren, nagels, tanden, vacht, verenkleeid, ...)					
Toezicht op het beheer van de fokkerij (genetica en paringen)					
Toezicht op het protocol voor interne en externe parasietenbestrijding					

Toezicht op het vaccinatieprotocol				
II. Voorwaarden van het houden				
	OK	NOK	Waarnemingen, opmerkingen, aanbevelingen	
Bij het ontwerp en de aanleg van de inrichting moet rekening worden gehouden met het specifieke gedrag en de fysiologische en ethologische behoeften van de soort.				
De dieren zijn adequaat gehuisvest, ze hebben voldoende ruimte om te bewegen				
Honden/katten hebben toegang tot een uitloopruimte				
De leefruimtes van de dieren worden verrijkt met elementen en accessoires die zijn aangepast aan hun ethologische behoeften. De voorzieningen zijn zo ingericht dat alle dieren voldoende en gevarieerde prikkels krijgen.				
Temperatuur en hygrometrie aangepast aan de fysiologische behoeften van de dieren				

Voldoende geventileerde ruimten om condensatie, overmatige vochtigheid of schadelijke gassen te voorkomen					
Rustplaats: droog en comfortabel					
Adequate reiniging en ontsmetting van lokalen en uitrusting die met dieren in contact komen					
Onderhoud van huisvesting en uitrusting					
Brandalarmstelsel in goed werkende staat					
III. Personeel					
Voldoende personeel om de verzorging en socialisatie van de dieren te waarborgen.					

<p>Voldoende opgeleid personeel volgens een vastgesteld plan. Beschikt over een gids voor goede praktijken</p>			
--	--	--	--

Gedaan te Op (dag + maand + jaar)
Datum, stempel en handtekening van de contractdierenarts ter validatie:

Ordennummer:

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Angelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 5

Inventaris van de vrouwelijke fokdieren

<input type="checkbox"/> honden <input type="checkbox"/> katten		Naam van de vrouwelijke dier + Geboortedatum	Datum van binnenkomen in de kwekerij (datum van de 1 ^e dekking)	Microchipnummer	Datum van de bevallingen	Datum van de vertrek kwekerij	Reden voor vertrek (sterilisatie, dood, afstand)	Bestemming bij overdracht (naam van de verwerver en zijn adres OF het nummer van het garantiecertificaat)
	/...../...../...../...../...../.....
	/...../...../...../...../...../.....
	/...../...../...../...../...../.....

...../...../...../...../...../...../...../...../...../...../.....
----------------	----------------------------	----------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 6

Fiche van de worpen (een fiche per worp)

Nr..... Jaar - volgnummer
 honden katten

Microchipnr. van het moederdier of jaar volgnummer in de inventaris van de vrouwelijke fokdieren	Microchipnr. van het vaderdier	Bevallingsdatum	Aantal geboren jongen	Aantal gespeende jongen
.....

Microchipnr. van de pup/kitten	Geslacht	Datum van vertrek	Gegevens van de verwerper	
			Naam	Volledig adres of nummer van het garantiecertificaat
...../...../.....
...../...../.....
...../...../.....

...../...../.....
----------------	----------------	----------------------------	----------------	-------------------------

Ondergetekende, Dr. verklaar hierbij de identificatie te hebben uitgevoerd van (aantal pups/kittens) en de identificatie van het moederdier en, in voorkomend geval, de identificatie van het vaderdier te hebben geverifieerd, alsmede de overeenstemming met bovengenoemde gegevens.

Datum, stempel en handtekening van de contractdierenarts ter validatie:

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 7

Vragen die u zich moet stellen voordat u een dier koopt

Op basis van uw antwoorden zal de verantwoordelijke van de inrichting u kunnen adviseren over de keuze van een dier. De onderstaande vragen zijn een minimum; zij kunnen door de verantwoordelijke van de inrichting worden ingevuld, afhankelijk van de specifieke kenmerken van de betrokken soorten.

(*) Schrappen wat niet past?

1. Waarom wil je een dier verwerven :
2. Welk dier wil je kopen? :
3. Waarom heb je deze soort, dit ras of deze variëteit gekozen? :
.....
.....
4. Weet u dat het opnemen van een dier een langetermijninvestering is? Kent u de gemiddelde levensduur van het dier dat u wilt kopen? :
.....
5. Heeft u voldoende tijd om dagelijks voor het dier te zorgen: het voeden, verzorgen, zijn ruimte onderhouden, aandacht geven en, indien nodig, uitlaten, werken aan zijn leerproces? Ja / Nee (*)
6. Heeft u bij de keuze van uw huisdier rekening gehouden met uw budget: aankoopprijs van het dier, voeding, accessoires (mand, kooi, nest, speelgoed...), dierenartskosten? : Ja / Nee / Nog niet (*)
7. Heeft u zich geïnformeerd over de behoeften van het dier dat u wilt aanschaffen (voeding, gezondheid, hygiëne...)? : Ja / Nee / Nog niet (*)
8. Lopen de voorgestelde soorten, rassen of variëteiten een risico op de ontwikkeling van specifieke gezondheidsproblemen, bijvoorbeeld in verband met hypertensie? ja / nee (*)
9. Beschikt u over de fysieke vaardigheden en mogelijkheden om het dier dat u wilt verwerven te verzorgen? : ja / nee (*)
10. Bent u op de hoogte van de wetgeving inzake de bezitsvergunning? Heeft u het uittreksel uit het centrale dossier betreffende milieudelicten in uw bezit, of weet u hoe u dat kunt verkrijgen? : ja / nee (*)
11. Gaan alle gezinsleden akkoord met de aankoop van een dier?
ja / nee / niet gevraagd (*)
12. Is een van de gezinsleden allergisch voor dierenhaar? : ja / nee (*)

13. Zijn er kinderen in uw huis? : ja / nee/soms (*)

14. Zijn er dieren in uw huis? : ja / nee (*)

Zo ja, welke:

.....

et comment allez-vous organiser l'arrivée du nouvel animal ?

.....

.....

15. Bent u van plan uw dier te fokken? ja / nee (*)

Bent u op de hoogte van de wettelijke verplichtingen met betrekking tot het in de handel brengen van dieren? ja / nee (*)

16. Hoe lang per dag blijft het dier alleen in uw huis? (*)

- meer dan 8 uur
- 4 tot 8 uur
- 1 tot 4 uur

17. Hoe zit het met je familiehuis? :

- huis / appartement (*) / andere:

- toegang tot een tuin: ja/nee (*)

- indien gehuurd, is het de eigenaar toegestaan dieren te houden: ja / nee (*)

18. Waar verblijft het dier overdag? (*) :

- vrijlopend binnen;
- vrijlopend buiten;
- in een kamer in het huis;
- in een kennel buiten;
- andere:

.....

19. Welke oplossing voorziet u voor uw huisdier tijdens uw vakantie? (*) :

- het dier komt met je mee;
- plaats je het bij een familielid;
- plaats je hem in een pension;
- je maakt gebruik van petsitting;
- andere:

Als het een hond is:

19. Hoe denkt u aan zijn behoeften aan lichaamsbeweging te kunnen voldoen? (*) :

- door hem los te laten in de tuin;
- door dagelijkse wandelingen;
- door wekelijkse wandelingen;
- andere

20. Aangezien het leven met een hond enige aanpassing vergt, bent u van plan een soort opvoeding met uw huisdier te volgen?

ja / nee / misschien (*) Indien ja, welke?

21. Wie zou u om advies vragen als de hond problematisch gedrag vertoonde dat een risico vormde voor uzelf en uw omgeving en uw verantwoordelijkheid inhield?

Als het een hond of een kat is:

22. Hebt u een familiale aansprakelijkheidsverzekering die zou kunnen tussenkomen bij een ongeval veroorzaakt door uw huisdier? Ja/nee (*)

23. Hoe heeft deze vragenlijst u geholpen (*) (*) :

- om uw oorspronkelijke keuze te bevestigen (zie vraag 2) ;
- om je keuze op een ander soort dier te richten;
- andere

Naam en voornaam (in hoofdletters):

Datum en handtekening van de koper :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 8

Garantiecertificaat

Nr..... Jaar-(vervolgnummer)

Vastgesteld overeenkomstig artikel 57 van het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX. Het kan niet worden gewijzigd.

Dit document vormt de garantie die de verkoper bij de verkoop van het dier geeft.

Verkoper: Naam: Voornaam:
 Erkenningsnummer:
 Bedrijfsnr.
 Handelsnaam :
 Adres: straat Nr.....
 In: (Postcode) (Gemeente)
 Tel..... Fax
 elektronisch adres

Koper: Naam: Voornaam:
 Handelsnaam :
 Adres: straat Nr.....
 In: (Postcode):..... (Gemeente)

Beschrijving van het dier**Hont/kat (*)**

Ras :
 Geslacht Geboortedatum :
 Vacht (kleur - aard):
 Bijzondere tekenen:
 Identificatiemerk (microchip)
 Paspoortnummer:
 Datum van aankoop:

Datum van levering :

Stamboom: maakt deel uit van de verkoop: ja / nee*

Zo ja: - hij wordt overhandigd bij levering / hij is officieel aangevraagd en zal door de verkoper worden geleverd bij ontvangst*.

Uitgegeven door:

Aankoopprijs inclusief alle kosten inclusief identificatie, registratie en, indien van toepassing, vaccinatielasten: € € incl. BTW

Dit certificaat omschrijft de wettelijke garantierechten van de consument, zoals bepaald in de artikelen 1649bis tot en met 1649octies van het Burgerlijk Wetboek (de "consumentenwet"). De wettelijke garantie voorziet in een garantieperiode van 2 jaar en geldt voor alle huisdieren die door een verkoper aan een consument worden verkocht

In geval van een gebrek aan overeenstemming met het contract (bv. parvovirus bij honden of FIP bij katten of een erfelijke aandoening) zijn de rechtsmiddelen van toepassing die zijn voorzien in de artikelen 1649 bis en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

Zodra het gebrek zich voordoet, moet de koper de verkoper daarvan schriftelijk in kennis stellen. De koper dient een dierenarts te raadplegen en de door hem voorgeschreven maatregelen na te leven.

De koper is in alle omstandigheden vrij in de keuze van de dierenarts. Gedurende de eerste zes maanden na de levering van het dier hoeft de koper niet te bewijzen dat het gebrek bestond op het moment van de levering. Gedurende deze periode van zes maanden kan de verkoper het tegendeel bewijzen. De koper kan volledige terugbetaling van de veterinaire kosten of een billijke prijsvermindering eisen. In geval van overlijden van het dier kan voor de rechter om ontbinding van de overeenkomst op kosten van de verkoper of om vervanging van het dier worden verzocht, mits bewezen is dat de verkoper verantwoordelijk is voor de doodsoorzaak.

Gebreken die duidelijk aanwezig zijn bij het dier op het moment van aankoop en waarbij een prijsvermindering kan worden bedongen:

Cryptorchisme	£
Entropion	£
Ectropion	£
Navelbreuk	£

In geval van overlijden wordt de koper geadviseerd een autopsie te laten uitvoeren om de doodsoorzaak vast te stellen, bijvoorbeeld door een van de volgende instanties: Faculteit Diergeneeskunde van de Universiteit van Luik, CERVA - Ukkel, Faculteit Diergeneeskunde Universiteit Gent of een van de provinciale laboratoria voor de opsporing van veeziekten of een Europese universitaire diergeneeskundige faculteit. Het staat de koper vrij een autopsie te laten verrichten door een andere Europese universitaire faculteit diergeneeskunde, mits de resultaten van de autopsie betrouwbaar en wetenschappelijk onderbouwd zijn.

Het autopsierapport moet duidelijk het identificatienummer van het dier vermelden.

De verkoper verbindt zich ertoe de wettelijke garantie te eerbiedigen indien het gebrek aan overeenstemming met de overeenkomst reeds vóór de sluiting van de koopovereenkomst met de koper bestond. De koper en de verkoper zullen trachten een onderhandelde oplossing te vinden die het volgende kan omvatten:

- een passende prijsverlaging;
- terugbetaling van de veterinaire kosten die het gevolg zijn van het gebrek aan overeenstemming met de overeenkomst;
- in geval van overlijden van het dier, ontbinding van de overeenkomst op kosten van de verkoper (met terugbetaling van de aankoopprijs) of vervanging van het dier.

De dierenarts van de koper wordt aangeraden contact op te nemen met de dierenarts van de fokker om alle informatie te verzamelen die nodig is voor de diagnose en behandeling van het dier.

Alleen de Belgische rechtbanken zijn bevoegd in geval van een geschil. De beroepsmogelijkheden waarin de artikelen 1649 bis en volgende van het Burgerlijk Wetboek voorzien, regelen de geschillen over gebreken aan de overeenkomst.

Documenten die bij de overdracht van het dier worden bijgevoegd:

- Paspoort (*)
- Vaccinatieboekje (*)

- Definitief identificatie- en registratiecertificaat
- Certificaat van sterilisatie (*)
- Richtsnoeren voor de voeding, huisvesting en verzorging van het dier

De partijen hebben de lijst van vragen besproken **die vóór de aankoop van een dier moeten worden gesteld.**

In het geval van de aankoop van een hond heeft de verkoper de koper **schriftelijke instructies gegeven betreffende de training van de hond.**

In tweevoud, één exemplaar voor de koper, het andere wordt door de verkoper bewaard.

De verkoper:
Handtekening

De koper:

Handtekening

Ook als dit certificaat niet door de koper is ondertekend, geldt de wettelijke garantie van twee jaar.

(*) Schrapen wat niet past

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 9

Register van binnenkomst en vertrek van dieren in een asiel

Volgnummer	Datum van binnenkomst	Soort	Microchipnummer Indien geen chip, vermeld ras, geslacht, leeftijd, kleur,...	Naam en adres van de aanbrengrer	Reden van de onderbrenging	Datum opname door een pleeggezin	Ordernummer van het pleeggezin	Datum van terugkeer naar het asiel	Naam en voornaam van de overnemer	Datum vertrek In geval van euthanasie, "E" + initialen van de dierenarts die de euthanasie heeft uitgevoerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 10

Verklaring van afstand van een hond in te vullen door de eigenaar van het dier**De volgende informatie wordt aan kandidaat-adoptanten verstrekt**

Naam van de hond:

Beschrijving van de hond:

Ras :

Identificatie: Microchip / Tatoeage (*) Nr

Plaats Oor / Nek / Bil (*) Links / Rechts (*)

Geboortedatum :

Geslacht: Mannelijk/Vrouwelijk (*) Gesteriliseerd: ja/nee (*)

Vacht (kleur - soort):

Bijzondere tekenen:

Gezondheidsgegevens van de hond

Ondergane heelkundige ingrepen (uitgezonderd sterilisatie)	
Doorgemaakte ziekten	
Opmerkingen over de gezondheid van de hond (bijzondere gevoeligheid...)	
Behandelende dierenarts	
In orde met vaccinaties	ja / nee (*)

Documenten afgegeven samen met de hond

Identificatiecertificaat/Paspoort nr. (*)

Vaccinatieboekje (*)

Gegevens in verband met de vroegere levensomstandigheden van de hond

- Ik ben eigenaar van de hond sinds: (*)
- Tijdens de dag leefde de hond buiten/binnen (*)
- Tijdens de nacht leefde de hond buiten/binnen (*)
- De hond leefde samen met andere mannelijke/vrouwelijke (*) honden
- De hond leefde samen met andere huisdieren: ja/nee (*) welke?
- De hond leefde in een gezin met kinderen: ja/nee (*) hoeveel? Leeftijd?
- De hond leefde met oudere personen: ja/nee (*)
- Type van voeding: blik/brokken/gekookt/andere: (*)

Informatie aangaande het karakter en het gedrag van de hond

- De hond heeft een verdedigings-, aanval- of pakwerkopleiding gevolgd ja/nee (*)
- De hond heeft agressief gedrag vertoont tegenover:
Een gezinslid: ja, een kind/ ja, een volwassene/nee (*)
- Vreemde personen: ja, een kind/ ja, een volwassene/nee (*)
- Andere dieren: ja/nee (*)
- De hond is wagenziek: ja/nee (*)
- Hij kan zeker goed/moeilijk/niet alleen thuis blijven. (*) Hoe lang?
- Hij is zindelijk in huis: ja/nee (*)
- Hij probeert te ontsnappen uit het huis of de tuin: ja/nee (*)

Reden van afstand.

.....

.....
.....
(*) Schrappen wat niet past.

De volgende informatie mag niet aan de kandidaat-adoptanten worden meegedeeld

Gegevens van de vorige eigenaar (aanbrenger van het dier)

Naam en voornaam	
Geboortedatum :	
Volledig adres	
Telefoon	
Fax indien beschikbaar	
e-mail indien beschikbaar	

Hierbij verklaart ondergetekende vrijwillig afstand te doen van bovengenoemde hond en hem toe te vertrouwen aan de verantwoordelijke van het dierenasiel

Door dit document te ondertekenen doe ik afstand van elk recht op dit dier en laat ik het asiel er vrij over.

Ik verklaar dat de gegevens over de hond overeenstemmen met de waarheid en dat ik ben bereid om de verantwoordelijkheid op mij te nemen indien bewezen wordt dat ik bewust verkeerde informatie heb verstrekt.

Bijdrage in de kosten¹

Opgemaakt in twee exemplaren

- Opname:.....
 - Transport :.....
 - Vaccinaties :
 - Andere:

te
 op.....

Totaal:

Gelezen en goedgekeurd,

Handtekening van de verantwoordelijke van het dierenasiel
 de eigenaar van het dier

Handtekening van

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering,

De Minister-President

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

¹ Niet verplichte vermelding

Bijlage 11

Register van binnenkomst en vertrek van honden/katten in een pension

Datum van binnenkomst	Microchipnummer	Datum vertrek	Opmerkingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 12

Minimumafmetingen voor het houden van honden en katten**I. MINIMALE VLOEROPPERVLAKTEN (in m²) VOOR HONDEN**

Wanneer verscheidene honden van verschillende grootte samen worden gehouden, is de voor de berekening van het minimale vloeroppervlak in aanmerking te nemen schofthoogte die van de grootste hond.

Aantal honden	Schofthoogte					
	Kleiner dan 25 cm	Kleiner dan 30 cm	Kleiner dan 40 cm	Kleiner dan 60 cm	Kleiner dan 75 cm	Groter dan 75 cm
1 of 2	4	6	7	10	12	16
Per bijkomende hond	2	3	3,5	5	6	8

II. MINIMALE VLOEROPPERVLAKTE (in m²) VAN ENE KRAAMHOK VOOR EEN TEEF MET HAAR JONGEN

Leftijd van de pups	Schofthoogte van het fokteefje					
	Kleiner dan 25 cm	Kleiner dan 30 cm	Kleiner dan 40 cm	Kleiner dan 60 cm	Kleiner dan 75 cm	Groter dan 75 cm

Tot vier weken	3	4	4,5	6	7	9
Van vier tot acht weken	4	6	7	10	12	16

III. MINIMUMHOOGTE VOOR HONDENHOKKEN

Ten minste tweemaal de schoffhoogte van de grootste hond in het hok, met een minimumhoogte van 75 cm.

IV. MINIMALE AFMETINGEN VOOR KATTENHOKKEN

Aantal katten	Minimale vloeroppervlakte (in m ²)	Minimale hoogte (in m)
1 of 2	3	1,80

Per bijkomende kat	1,5	
--------------------	-----	--

V. MINIMALE AFMETINGEN (in m²) VAN ENE KRAAMHOK VOOR EEN VROUWELIJKE KAT MET HAAR JONGEN

Leeftijd van de katjes	Minimale vloeroppervlakte (in m²)	Minimale hoogte (in m)
Tot vier weken	3	1,80
Van vier tot tien weken	4	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 13

Minimumafmetingen voor het houden van dieren

TABEL 1. MINIMALE AFMETINGEN VAN DE KOOIEN VOOR KLEINE KNAAGDIEREN EN KONIJNEN**a) Kooien voor kleine knaagdieren**

Soort	Oppervlakte (cm ² per dier)		Hoogte (cm)	Bijzondere eisen
	Alleen gehouden	In groep gehouden		
Chinchilla	3000 Bij voorkeur in groep	2000	80	- Minstens 2 niveaus - Zandbad - Takken
Cavia	3000 Bij voorkeur in groep	1200	30	—
Degoe (Octodon degus)	1500 Bij voorkeur in groep	750	50	- Klimmogelijkheid - Zandbad - Mogelijkheid tot graven
Tamias striatus (Oostelijke wangzakeekhoorn)	1500	750 Bij voorkeur individueel	50	- Klimmogelijkheid
Woestijnrat en Mongoolse renmuis (Meriones Unguiculatus)	1000	500 met een minimale oppervlakte van 1000 Bij voorkeur individueel of per paar	25	- Zandbad - Mogelijkheid tot graven
Perzische woestijnmuis (Meriones persicus)	1000	500 met een minimale oppervlakte van 1000 Bij voorkeur in groep	20	- Zandbad - Mogelijkheid tot graven
Hamster	1000	500 met een minimale oppervlakte van 1000 Bij voorkeur individueel	20	- Zandbad - Mogelijkheid tot graven

Rat	1500 Bij voorkeur in groep	375 met een minimale oppervlakte van 1500	30	- Klimmogelijkheid
Muis	1000 Bij voorkeur in groep	100 met een minimale oppervlakte van 1000	15	- Klimmogelijkheid

b) Kooien voor konijnen

Gewicht van het dier (kg)	Oppervlakte (cm ² per dier)		Breedte (cm)	Hoogte (cm)
	Alleen gehouden	In groep gehouden		
Minder dan 1 kg	3400	1200	40	40
Tussen 1kg en 3kg	4800	2500	50	70
Boven 3 kg	7200	2500	60	70

TABEL 2. MINIMUMAFMETINGEN VOOR FRETTEKOOIEN

Oppervlakte (m ² per dier)	Minimale hoogte van de kooi	Bijzondere eisen
0,5	0,8	- Mogelijkheid tot verbergen - - Minstens 3 niveaus

TABEL 3. MINIMUMNORMEN VOOR VOGELKOOIEN

De vogelsoorten worden als voorbeeld gegeven

Tabel in cm

Lengte van de vogel (van kop tot staartpunt)	Kooien (cm ³ per dier)		Volières (cm ³ per dier)
	Alleen gehouden	in groep gehouden	
Tot 18 cm (kleine exotische vogels, kanaries, agapornissen, kleine parkieten)	11.000	8.000	20.000

Tot 30 cm (parkieten, grote kanaries, papegaaien, exotische duiven)	94.000	31.000	125.000
Tot 40 cm (amazones, grijze papegaaien)	94.000	75.000	187.000
Meer dan 40 cm (aras)	450.000	560.000	1.250.000

TABEL 4. MINIMALE AFMETINGEN VOOR VIVARIA

(in cm: L=lengte, B=Breedte, H=hoogte)

a) Slangen

- Elke slang kan op elk moment 2/3 van zijn lichaam horizontaal uitstrekken.
- Elke slang kan te allen tijde gebruik maken van de vivariumfaciliteiten.
- De lengte en de breedte van het vivarium kunnen afwijken van de hieronder beschreven normen, mits de totale oppervlakte ten minste gelijk is aan de oppervlakte van de hieronder beschreven vivaria.

a.1) Landbewonende soorten

H: ten minste 1/3 van de totale lengte van het dier met een minimum van 20 cm

B: ten minste 2/3 van de totale lengte van het dier met een minimum van 20 cm

L: ten minste 2/3 van de totale lengte van het dier met een minimum van 30 cm

Wanneer meer dan één dier in een vivarium wordt gehouden, moet de hoogte van het vivarium ten minste 30 cm bedragen. Voor elk extra dier wordt het vivarium vergroot met:

- B: ten minste 1/3 van de totale lengte van het grootste dier met een minimum van 30 cm

- L: ten minste 1/3 van de totale lengte van het grootste dier met een minimum van 30 cm

In een vivarium mogen ten hoogste vijf dieren worden gehouden.

a.2) Boombewonende en semi-boombewonende soorten:

H: ten minste 2/3 van de totale lengte van het dier met een minimum van 40 cm

B: ten minste 1/2 van de totale lengte van het dier met een minimum van 20 cm

L: ten minste 2/3 van de totale lengte van het dier met een minimum van 30 cm

Wanneer meer dan één dier in een vivarium wordt gehouden, moet de hoogte van het vivarium ten minste 40 cm bedragen. Voor elk extra dier wordt het vivarium vergroot met:

- B: ten minste 1/3 van de totale lengte van het grootste dier met een minimum van 30 cm

- L: ten minste 1/3 van de totale lengte van het grootste dier met een minimum van 30 cm

In een vivarium mogen ten hoogste vijf dieren worden gehouden.

Voor slangen met een lengte van meer dan twee meter kunnen de afmetingen verminderd worden tot de volgende minima

H: ten minste 1/2 van de totale lengte van het dier

B: ten minste 1/2 van de totale lengte van het dier

L: ten minste 3/4 van de totale lengte van het dier

b) Schildpadden

De afmetingen voor een dier dat alleen wordt gehouden zijn:

Lengte: viermaal de lengte van de buikschuier met een minimum van 60 cm.

Breedte: tweemaal de lengte van de buikschuier met een minimum van 30 cm.

Voor elk extra dier wordt het vivarium vergroot met :

Lengte: vier keer de lengte van de plastron van het grootste dier

Breedte: één keer de lengte van de plastron van het grootste dier

Alle schildpadden kunnen te allen tijde gebruik maken van de vivariumfaciliteiten.

b.1) Landbewonende soorten en semi-aquatische soorten

In een vivarium worden maximaal 20 dieren gehouden.

Voor semi-aquatische soorten moet er een watergedeelte zijn, waarvan omvang en diepte aangepast zijn aan de soort. Het landoppervlak moet ten minste 1/4 van het vereiste vivariumoppervlak bedragen.

b.2) Aquatische soorten

Voor aquatische soorten moet de aquatische ruimte ten minste 80% van het vereiste vivariumoppervlak bedragen en het landbouwoppervlak ten minste 10% van het vereiste vivariumoppervlak.

De diepte van het watergedeelte moet ten minste tweemaal de breedte van de plastron van de grootste schildpad bedragen.

c) Hagedissen en krokodilachtigen

In een vivarium worden maximaal 5 dieren gehouden.

Elk dier kan te allen tijde gebruik maken van de vivariumfaciliteiten.

De afmetingen zijn altijd gebaseerd op het grootste exemplaar, inclusief staartlengte.

c.1) Landbewonende soorten

H: ten minste 2/3 van de lengte van het dier met een minimum van 40 cm

B: ten minste één keer de lengte van het dier met een minimum van 40 cm

L: ten minste driemaal de lengte van het dier met een minimum van 50 cm

Voor elk bijkomend dier wordt een oppervlakte toegevoegd die gelijk is aan tienmaal de lengte van het grootste dier, uitgedrukt in cm².

c.2) Boombewonende soorten en semi-boombewonende soorten

H: ten minste tweemaal de lengte van het dier met een minimum van 80 cm

B: ten minste één keer de lengte van het dier met een minimum van 50 cm

L: ten minste driemaal de lengte van het dier met een minimum van 60 cm

Voor elk bijkomend dier wordt een oppervlakte toegevoegd die gelijk is aan tienmaal de lengte van het grootste dier, uitgedrukt in cm².

d)Amfibieën

De afmetingen worden steeds berekend op basis van de totale lengte, inclusief staartlengte indien van toepassing, van het grootste van het grootste specimen.

d.1) Landbewonende soorten

Dieren met een lengte van minder dan 5 cm

	H	B	L
Minder dan 10 specimen	35	30	35
Meer dan 10 specimen (maximum 30)	40	40	60

Dieren met een lengte van meer dan 5 cm:

In een vivarium worden maximaal 20 dieren gehouden.

H: ten minste 40 cm

B: ten minste vijfmaal de lengte van het dier met een minimum van 40 cm

L: ten minste tienmaal de lengte van het dier met een minimum van 60 cm

d.2) Boombewonende soorten:

Dieren met een lengte van minder dan 5 cm

	H	B	L
Minder dan 10 specimens	60	30	35
Meer dan 10 specimens (maximum 30)	60	40	40

Dieren met een lengte van meer dan 5 cm:

In een vivarium worden maximaal 20 dieren gehouden.

H: ten minste 80 cm

B: ten minste vijfmaal de lengte van het dier met een minimum van 40 cm

L: ten minste tienmaal de lengte van het dier met een minimum van 60 cm

d.3) Aquatische soorten

Lengte (cm)	Watervolume (l) Tot 5 specimens	Bijkomend watervolume (1 per bijkomend dier)
≤ 10	5	0,5
> 10 et < 20	10	1
≥ 20	20	2

TABEL 5. MINIMALE NORMEN VOOR AQUARIA

Het watervolume wordt uitgedrukt in liters, exclusief filters.

a) Zoetwatervis

Een minimum van:

- 0,10 liter water per cm vis voor vissen tot 5 cm lengte, met een minimum van 40 liter;
- 0,30 liter per cm vis voor vissen van 5 tot 10 cm lengte, met een minimum van 60 liter;;
- 1,50 liter water per cm vis voor vissen van 10 cm of langer, met een minimum van 100 liter.

Deze normen gelden niet voor mannelijke Betta splendens of Cyprinodontidae. Mannelijke Betta splendens en Cyprinodontids moeten in minimaal 10 liter water worden gehouden.

Het aantal vissen per aquarium wordt aangepast aan het watervolume en de filter- en beluchtingscapaciteit van het aquarium.

b) Zeevissen

Ten minste 2 liter water per cm vis, met een minimum van :

- 180 liter voor vissen tot 15 cm lengte ;
- 250 liter voor vis langer dan 15 cm.

Het aantal vissen per aquarium wordt aangepast aan het watervolume en de filter- en beluchtingscapaciteit van het aquarium.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 14

Modelovereenkomst tussen het opvanghuis en het gastgezin

Tussen (NAAM en voornaam),

beheerder van het asiel

Erkenningsnummer:

en

..... (NAAM en voornam),

.....(adres)

hierna "het pleeggezin" genoemd

Soort(en) of soorten die kunnen worden ondergebracht :

.....
.....

O honden O katten O paarden O vogels O knaagdieren O andere :

Maximaal aantal dieren dat door het pleeggezin kan worden opgevangen :

Plaats waar de dieren worden ondergebracht en voorwaarden inzake het houden:

.....
.....
.....

Datum van het bezoek aan de accomodatie van het pleeggezin door de beheerder:

.....
.....

Dieren gehouden door het pleeggezin:

.....
.....

Bezoekrapport:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Door deze overeenkomst gaan beide partijen akkoord met de volgende voorwaarden:

C.1 - Het pleeggezin verbindt zich ertoe het (de) dier(en) tijdelijk bij hem thuis op te vangen.

C.2 - Het pleeggezin erkent dat het asiel de volledige eigenaar blijft van het aan hem toevertrouwde dier. Het pleeggezin is echter wettelijk verantwoordelijk voor het dier voor de duur van de adoptieperiode.

Geen enkele beslissing betreffende plaatsing, overdracht van verantwoordelijkheid, euthanasie of enige veterinaire verzorging of verrichting mag worden genomen zonder schriftelijke toestemming van het asiel.

C.3- Het pleeggezin verbindt zich ertoe het asiel alle nodige zorg te verlenen voor het dier en de door het asiel aanbevolen behandelingen te verstrekken. Het verbindt zich ertoe aan de fysiologische en ethologische behoeften van het dier te voldoen, het dier in een aan zijn behoeften aangepaste verblijfplaats te houden en zich te houden aan het Waalse Dierenwelzijnwetboek, de bepalingen van het adoptiecontract van het asiel en de bepalingen van het besluit van de Waalse regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

C. 4- - Het pleeggezin verbindt zich ertoe een bezoek van de beheerder van het asiel en/of de gecontracteerde dierenarts of diens plaatsvervanger bij hem thuis te aanvaarden.

C.5 - Bij een ongeval kan de FA juridisch en financieel volledig aansprakelijk worden gesteld.

C.6- Het pleeggezin verbindt zich ertoe het dier te houden (behalve in uiterste noodgevallen) gedurende een periode die in onderling overleg tussen beide partijen wordt vastgesteld, maar kan deze periode desgewenst met instemming van het asiel verlengen.

C. 7 – Het pleeggezin verbindt zich ertoe het dier op verzoek van het asiel periodiek te presenteren voor een veterinaire controle en het verzorgingsprotocol te waarborgen. De keuze van de dierenarts wordt gemaakt in overleg met het asiel.

In geval van nood mag het pleeggezin naar een derde dierenarts - al dan niet onder overeenkomst met het asiel - na schriftelijke toestemming van het asiel. De veterinaire kosten worden betaald door het asiel. Bij gebreke van een schriftelijke overeenkomst komen de veterinaire kosten voor rekening van het pleeggezin.

In geval van letsel, ziekte of ongeval tijdens de duur van het contract komen de kosten daarvan voor rekening van het pleeggezin, waarbij het asiel zich alle rechten van vervolging voorbehoudt en niet aansprakelijk kan worden gesteld.

C. 8 - Op eenvoudig verzoek van de beheerder van het asiel en zonder opgave van redenen verbindt het pleeggezin zich ertoe het dier onverwijld naar het asiel terug te brengen.

C. 9 - Het asiel verbindt zich ertoe de nodige voeding en uitrusting te verstrekken.

C. 10 - Het asiel kan te allen tijde en zonder rechtvaardiging deze overeenkomst opzeggen en het pleeggezin zal verplicht zijn het dier onmiddellijk terug te geven aan het asiel, zonder aanspraak te kunnen maken op enige vergoeding, recht of voordeel.

C. 11 - Het pleeggezin stelt het asiel onmiddellijk op de hoogte indien het de aan hem toevertrouwde dieren niet meer kan opvangen. Het asiel verbindt zich ertoe de dieren uiterlijk de dag na de aanvraag van het pleeggezin op te halen.

Gedaan te....., op

Handtekening van de beheerder van het asiel,

Handtekening van de dierenarts van het asiel,

Handtekening van het pleeggezin,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022 betreffende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake het houden en de verhandeling van dieren.

Namen, 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Dooridzliovrlrlnkomsti eenibldlipertlalnietkoordimltidlivog Indlivoorweerdln:iii

i

C. i-iiH1tipgl 1zlnivrlbndtizlchlrto lihlti(d1)idlrl(1n)itladlgakiblahlmithulsiopitliven ln.iii

i

C.2i-iH1tipgl 1zlnirklntidetihltieslgdlivogdl liil Ineeribgafativenihltieenihlmito lvlrtrouwdli dlrl.iH1tipgl 1zlnilsilchtlrwlttlgakivrentwoordlgakivoorihltidlrivooridliduurivenidli edoptlplrlodl.iii

i

G11niInklgiblsdssln ibltrlfflndlipgetsln ,iovlrdrechtivenivrentwoordlgakhld,iluthenesliofo Inl livltlrlnelrlivlrzor ln iofivlrrlchtln ime iwordlni Inomlnizondlrischrlftlgaklito lslmmln i venihltieslgiii

i

C.3-iH1tipgl 1zlnivrlbndtizlchlrto lihltieslggegginodl lizor itlivlrglnInivoorihltidlrlnidli doorihltieslgreenlvogniblhendlggn Initlivlrstrlkkln.iH1tivrlbndtizlchlrto lieenidli fyslog lschliInilthog lschliblho lftlnivenihltidlrilivogdo ln,ihltidlrlnil Inieenizlaniblho lftlni een lpestlivlrbgafpgetsitlihoudlniInizlchitlihoudlnieenihltiWeegsiDlrlnwlglawltbo lk,idli b1pegn Inivenihltiedoptlcontrectivenihltieslglnidliblpegn InivenihltiblsultivenidliWeegsi r1 lrln iveni24inovlmb1r12022ibltrlfflndlidli1rkl1nln svoorweerdlnivoorilnrlchtln Inivoori dlrlrlnidlivoorweerdlnlnzek lihltihoudlniInidlivlrhendlggn ivenidlrln.ii

C.i4-i-iH1tipgl 1zlnivrlbndtizlchlrto liilniblzolkivenidliblh1rdlrvivenihltieslgln/ofidli lcontrectlrdlidlrlnertsiofidlInspgetsv lrvn lriblahlmithulsi lieenveerdln.i

i

C.5i-ij la1lnion lvegkenidliFAiarldlschiIniflnencll1givoggdli eenspreklgakiwordlni lslgd.iii

i

C.6-iH1tipgl 1zlnivrlbndtizlchlrto lihltidlrilivoudlni(b1hegy llniultlrstlinood lveggln)i ldlurndli1lniplrlodlidliIniond lrgn iovlrgl itusslnibldlipertlaniwordtivist lslgd,imeerikeni dlzliprlodlidls lwlnstimltlnstlmmmln ivenihltieslgvlrgn ln.iii

i

C.i7i-iH1tipgl 1zlnivrlbndtizlchlrto lihltidlrriopivlrzolkivenihltieslgplrlodl lkitlprls lntlrlni voorilnvltrlnelrlcontrogilnihltivlrzor ln sprotocogtliweerbor ln.iDlikluzlivenidlidlrlnerts wordti lmeektilniovlrgl imltihltieslgi

i

Ini lvegveninoodime ihltipgl 1zlnineerilnidlrdlidlrlnertsieggdeninltiond lriovrlrlnkomsti mlthltieslg-ineischrlftlgaklito lslmmln ivenihltieslgiDlrvltlrlnelrlkostlniwordlniblteegdidoori hltieslgij la lbrlklivenilnischrlftlgakliovrlrlnkomstikomlnidlvltlrlnelrlkostlnivoorirkl1nln i venihltipgl 1zln.iii

i

Ini lvegvenigtslgizlktiofion lvegladlnsidliduurivenihlticontrectikomlnidlikostlnideervenivoori rkl1nln ivenihltipgl 1zln,iweerblahltieslgzlgheggirlchtlnivenivlrvog ln ivoorblhoudtlninliti eenspreklgakikeniwordlni lslgd.iii

i

C.i8i-iOpi1Invoudl ivlrzolkivenidliblh1rdlrvivenihltieslglnizondlriop evlivenirdlnlnivrlbndti hltipgl 1zlnizlchlrto lihltidlrionvrlwlagdineerihltieslgtlru itlibrln ln.iii

i

C.i9i-iH1tieslgvrlbndtizlchlrto lidlinodl livo1dln iIniultrustln itlivlrstrlkkln.iii

i

C.i 0i-iH1tieslgkenitliegglnitladliInizondlrlrlchtveerdln idlzliovrlrlnkomstioptz1 lnlnihlti pgl 1zlnizegvlrpgchtzlanihltidlrionmldd1gakitlru itli lvInieenihltieslgizondlrieenspreekitli kunnlnimeklniopilnl livlr oldln ,irlchtiofivoordl1gi

i

C.i i-iH1tipgl 1zlnistlgihltieslgonmldd1gakiopidliho tli1ndlnihltidlieenihlmi tolvlrtrouwdlidlrlninltiml lrikeniopven ln.iH1tieslgvrlbndtizlchlrto lidlidlrlniultlrgakidli de ineidlieenvree ivenihltipgl 1zlniopitlihegn.i

i
 i
 G1deenitli.....i,iopii.....i

i
 i
 Hendt1k1nln ivenidlib1h1lrd1rivenihlties1lgi

i
 i
 i
 i
 i
 Hendt1k1nln ivenidlid1r1nertsivenihlties1lgi i i

i
 i
 i
 i
 i
 Hendt1k1nln ivenihltipgl 1zln,i i i

B
 B
 B
 B

G1z1lniomitliword1ni 1vo1 diblahltib1sgultivenidliWeeg1iR1 1rln iveni24inov1mb1ri2022i
 bltr1ff1nd1id1l1rk1nlnn svoorweerd1nivoirilnrlichtn 1nivoorid1r1ni1nid1ivoorweerd1n1lnzek1ih1ti
 houd1ni1nid1iv1rhend1gn ivenid1r1n.i

i
 Nem1n,i24inov1mb1ri2022.i
 i

Voorid1iR1 1rln i:i
 i
 D1iMlnst1r-Pr1sld1nt,i

i
 E.iDIiRUPOi
 i

D1iMlnst1riveniL11fmlglu,iNetuur,ij oss1n,iLend1gk1iAen 1gl 1nh1d1ni1niD11r1nwlglan,i
 i
 C.iTELLIERi